

LA

LIBERTÉ ANGLAISE

MISE A NU

LA
LIBERTÉ ANGLAISE
MISE A NU

PAR

Jean-Jacques DAUPHIN

Racontant à son ami Guillaume Tell
ses aventures chez son voisin et fidèle allié
John Bull

Si j'avais la main pleine de vérités,
Je me garderais bien de l'ouvrir.
FONTENELLE.

Si j'avais des ballons pleins de vérités,
Je leur dirais : Prenez votre vol et allez
Éclairer les nations de la terre.
Jean-Jacques DAUPHIN.



PARIS

LIBRAIRIE POLITIQUE, AGRICOLE & SCIENTIFIQUE

André SAGNIER, Éditeur

7, Carrefour de l'Odéon, 7

1872

CHATEAUXROUX — TYPOGRAPHIE ET STÉRÉOTYPAGE A. NURET ET FILS

A

LA SUISSE

Quand, vaincus par le sort, nos soldats malheureux
Cherchèrent un abri dans ton sein généreux,
Tu leur ouvris tes bras ; ta terre hospitalière
Pourvut à leurs besoins, soulagea leur misère ;
Tes enfants, à l'envi, par des soins empressés,
Leur firent oublier qu'ils étaient exilés ;
Loin du foyer chéri, sur la terre étrangère,
Ils trouvèrent en toi tout le cœur d'une mère.
Trois fois béni sois-tu, pays de liberté !
Dans les vrais cœurs français cette sainte amitié
Est à jamais gravée, et sera, dans l'histoire,
Un de ces faits nombreux dont se forme ta gloire.



LA LIBERTÉ ANGLAISE MISE A NU

CHAPITRE PREMIER



Jean-Jacques Dauphin tombe amoureux des institutions britanniques, et rend visite à son voisin John Bull, dans l'espoir de surprendre le secret de ses libertés.

Albion, terre illustre et sacrée, berceau glorieux de la liberté moderne, salut ! Salut, mère d'une nation à nulle autre pareille, nourrice d'un peuple grand dans la guerre par de merveilleux faits d'armes, plus grand encore dans la paix par la civilisation, l'industrie, le commerce, par la modération, la sagesse, et toutes les vertus civiles et politiques ! Ile hospitalière, asile assuré et constamment ouvert aux épaves révolutionnaires du continent ; auguste souveraine des mers, maîtresse d'un empire où le soleil jamais ne se couche, salut, trois fois salut!!!..... Puissé-je.....

C'était ainsi, ami Guillaume, que se donnait carrière mon enthousiasme, lorsque, perché sur l'avant du paquebot, les blanches côtes de la fière Albion parurent enfin distinctement à mes regards impatients. Et Dieu sait à quelle hau-

teur, ainsi lancé à tire-d'aile, j'aurais porté ma tirade lyrique, si une franche tape sur l'épaule ne m'eût brusquement et désagréablement arrêté dans mon sublime essor. Je me retournai avec humeur, et vis un jeune Français avec lequel j'avais tout récemment lié connaissance.

« A qui en avez-vous donc ? me cria-t-il.

— Eh quoi ! répondis-je, tendant les bras vers la côte, vous me le demandez !... l'Angleterre, parbleu ! L'Angleterre, la reine des nations, le pays de la liberté entière et immaculée.... Mais, monsieur, c'est à tomber à deux genoux !

— Ha ! n'est-ce que cela ! répliqua-t-il, partant d'un éclat de rire scandaleux. Ce n'est point la peine, cher monsieur. Calmez-vous, et réservez vos transports pour un objet plus digne ; le peuple, en Angleterre, est libre, oui, mais.... de mourir de faim ! »

Une pareille sottise ne méritait pas de réplique, et je m'éloignai en haussant les épaules. Voilà bien, murmurai-je, un de ces jeunes étourneaux pour lesquels il n'est rien de respectable, et qui s'imaginent pouvoir trancher les questions les plus graves par quelque épigramme impertinente.

Tu me demandes naturellement par quel revi-

rement étrange il se fait que moi, Français à tous crins et patriote jusqu'au bout des ongles, je me suis épris d'un si bel amour envers la *perfide Albion*, cette éternelle rivale et ennemie jurée de notre France. D'abord *amour* n'est pas tout à fait le mot; estime, admiration, enthousiasme, à la bonne heure! et encore, à parler franc, s'y mêlait-il un certain dépit envieux, une assez forte dose du levain séculaire qui fermente en nos cœurs français à l'endroit de notre voisine d'Outre-Manche. Mais du moins, comme tu viens de le voir, ce sentiment ne m'empêchait pas de proclamer hautement ses mérites, et de rendre pleine justice à ses vertus nonpareilles. Cela dit, je vais satisfaire à ta demande et t'expliquer catégoriquement comment a poussé et fleuri en mon âme ce vif enthousiasme pour les institutions britanniques.

Ma connaissance de leur langue m'ayant mis en rapport avec quelques Anglais résidant à Paris, je profitai de cette occasion pour m'instruire, autant que faire se pouvait, sur les institutions de leur pays, et je trouvai que ces messieurs, tout en différant parfois sur les détails, étaient unanimes à me les représenter comme les plus parfaites et les plus propres à assurer la

liberté et le bonheur des peuples. Point content de cela, j'entrepris d'étudier l'histoire d'Angleterre commencée par Hume et continuée par Smollett. Cette lecture ne fit que renforcer l'opinion favorable qu'avaient ébauchée les conversations de ces messieurs. Suspectant néanmoins que les Anglais pouvaient bien, par esprit national, exalter outre mesure leurs vertus politiques, il me parut bon de consulter certains auteurs français qui ont investigué à fond ce sujet. Guizot, entre tous, me sembla l'auteur le plus compétent, par la raison que, à son titre de profond historien, il joint l'étude des institutions anglaises faite sur les lieux mêmes. Or, dans les ouvrages de l'éminent historien, je ne trouvai rien qui différât matériellement des sources d'instruction auxquelles j'avais déjà puisé. D'un autre côté, les journaux anglais et, chose remarquable, ceux mêmes de l'opposition la plus tranchée, voire les feuilles françaises, les députés à la tribune, les ministres, l'empereur, tous préconisaient les institutions politiques de la Grande-Bretagne, et les offraient comme dignes de l'émulation du peuple français. Le moyen de résister à une telle avalanche de témoignages, à un si brillant concert de louanges, auquel se

mêlait à peine, par-ci, par-là, une voix discordante, aussitôt noyée dans l'hosannah général. Pour comble, il me tomba, d'aventure, entre les mains, un livre intitulé : *Histoire des causes de la grandeur de l'Angleterre*, par M. Gouraud. Impossible d'être plus anglolâtre, de faire un éloge plus pompeux de l'Angleterre, de son gouvernement, de ses vertus civiles et militaires. Non, jamais l'Anglais le plus emplumé de sa supériorité nationale ne saurait surpasser le panegyrique de M. Gouraud. Du reste, voici un bouquet hautement parfumé que j'en ai cueilli, et qui pourra te donner une idée générale de cette œuvre unique :

« Quel peuple ! Le premier par l'intelligence aussi bien que par la richesse dans le domaine des arts utiles, il dispute encore la palme dans tous les autres, et il l'emporte dans quelques-uns !

» Est-ce tout ? Non. Ajoutez que ce grand peuple est libre ! Libre ! quand le reste des nations, qui se disent avec cela ses rivales, ne sait que s'agiter dans l'anarchie ou que ramper dans la servitude ; libre ! c'est-à-dire également capable de discuter ses lois et de les respecter ; libre ! c'est-à-dire assez sage pour se gouverner

lui-même et pour suffire, de ses seules et propres mains, à la direction et à la gestion de ses affaires. Quelques nations marchandes, avant l'Angleterre ont été, ou plutôt se sont prétendues libres ; mais qu'était la liberté de Carthage, de Venise ou même d'Amsterdam auprès de celle de Londres ? Un mot auprès de la réalité.

» Et ainsi l'Angleterre, au spectacle matériel et au spectacle intellectuel si imposants déjà qu'elle donne au monde, en joint un troisième plus imposant encore, le plus beau sans doute qui se puisse voir sous la voûte des cieux, le spectacle moral d'une nation qui ne dépend de personne que d'elle-même.

» Il faut considérer enfin, pour prendre l'idée complète de la grandeur sans précédents de cette nation, qu'à la différence de ses devancières dans la carrière du commerce, qui, tout en relation qu'elles fussent avec les étrangers, n'ont jamais eu sur le genre humain qu'une influence morale assez bornée, la nation anglaise, au contraire, agit comme pas une sur la direction des destins, sur l'éducation de l'esprit et sur la culture des mœurs du reste du monde.

» Déjà elle est l'école et le modèle de tous les agriculteurs, de tous les manufacturiers, de tous

les navigateurs et de tous les marchands de l'univers. Ensuite, comme, grâce à l'immensité de ses possessions coloniales, il n'est pas de langue qui soit, de bien loin, aussi répandue que la sienne, elle exerce par là sur l'esprit humain une influence incalculable. Il n'y a partout qu'une élite d'esprits cultivés qui, hors de leur patrie respective, lisent Dante ou Molière; mais Shakespeare a des lecteurs dans toutes les latitudes du globe. Aussi, quand la libre presse ou quand la libre tribune de Londres émettent un sentiment, une idée, un vœu, ce sentiment, ce vœu, cette idée font le tour des intelligences du monde; et quand Junius écrit, ou bien lorsque Pitt parle, l'univers lit et entend.

» Tel est le beau spectacle que donne à notre génération l'empire britannique. Si, dans l'histoire universelle, il serait impossible d'en trouver un qui, tout compensé, le vaille, il serait impossible aussi d'en trouver un qui offrît aux penseurs un plus digne objet de méditation. Quelle riche et noble matière! Quel champ neuf encore, bien que souvent exploré, de réflexions et de recherches !!! »

Vive Dieu! quel homme que ce M. Gouraud pour administrer l'éloge au mérite! Avec quelle

vigueur, avec quelle grâce il manœuvre l'encensoir ! Après lui, ma foi ! il ne reste plus rien à faire qu'à tirer l'échelle.

Mais ici, toi qui as en dégoût les parfums en général et l'encens en particulier, je sais que tu vas te récrier et me dire : Moi je ne trouve pas bon du tout ce panégyrique. L'encens est une substance dangereuse, et si, par extraordinaire, il est permis de l'employer, au moins devrait-on le faire homéopathiquement, à doses infinitésimales, tout comme le poison, car poison c'est, à mon avis, et de la pire espèce. Mais ton M. Gouraud le prodigue à outrance, le jette à pleines mains, en veux-tu en voilà, au grand risque de suffoquer son idole dans des nuages de fumée enivrante.

A quoi je réplique : S'il est juste de sangler à tour de bras le vice et le crime, également juste ce doit être, il me semble, de louer sans parcimonie le mérite et la vertu. M'est avis donc que, admis les faits que M. Gouraud attribue à l'Angleterre, il n'a pas mis un grain de trop dans la cassolette, et ne saurait manier l'encensoir trop vigoureusement.

Donc tu ne t'étonneras plus désormais de la passion admiratrice que j'avais conçue pour notre

glorieuse rivale; que dis-je rivale? ah! bien plutôt notre supérieure et notre modèle.

Une réflexion vint encore attiser ce sentiment et le rendre plus intense. Toujours j'avais cru que la république, une république démocratique s'entend, était le seul gouvernement où il fût possible de jouir d'une liberté pleine et entière; chez moi c'était un véritable article de foi, dans lequel je m'imaginai être retranché de manière à défier tous les assauts possibles. Mais voilà qu'un peuple encombré d'un roi, d'une aristocratie, d'une religion d'État et autres excroissances plus ou moins gênantes, avait trouvé le secret d'être parfaitement libre, avait résolu un problème contre lequel sont venues se briser toutes les autres nations défunctes ou vivantes. J'étais émerveillé, abasourdi, écrasé. Et forcément je conclusais que, pour opérer semblable prodige, il fallait que les Anglais fussent quelque chose de plus que de simples mortels: en un mot comme en cent, il fallait que ce fussent des espèces de demi-dieux.

De là j'étais amené, bien qu'à mon grand regret, à leur comparer les Français, et, comme tout est relatif, la haute opinion que toujours j'avais tendrement nourrie à l'égard de mes com-

patriotes, s'abaissa de toute la hauteur à laquelle notre fortunée voisine venait de s'exhausser dans mon esprit. Voilà certes une déchéance étourdissante et bien propre à saturer d'amertume et de dépit un cœur français comme le mien. Eh quoi ! m'écriais-je, nous n'avons pu faire, même sous une république, ce que les Anglais ont si bien fait sous une monarchie ! Mort-diable ! il faut en vérité que nous soyons de fières mazettes ! Que faisons-nous donc de cette supérieure intelligence, de tous ces avantages que nous nous plaisons à trompeter si bruyamment ? Si c'est pour échouer aussi misérablement dans l'entreprise la plus digne d'un peuple, ce n'est, par Dieu ! pas la peine de les posséder. O vanité française !

Ce fut sous le coup de ces impressions, qui me rongeaient le cœur, que je fus saisi d'un désir invincible de voir de mes yeux le phénomène, le miracle qui était à la fois l'objet de mon admiration et de mon dépit. Oh ! si j'étais assez heureux pour découvrir le secret des Anglais et en rapporter la recette à mes compatriotes ! quelle précieuse trouvaille ! quel service ce serait rendre à cette chère France ! De quelle gloire ne me

couvrirais-je pas aux yeux de mes contemporains et de la postérité !

Cette louable ambition, une fois installée en moi, ne me laissa plus de trêve que je n'eusse pris mon billet pour le voyage d'Outre-Manche, et un beau soir je troussai bagage et me dirigeai à toute vapeur vers cette île fortunée, je dirais presque ce paradis terrestre, où s'épanouit la liberté avec tous les biens qui lui font une splendide auréole.

CHAPITRE DEUXIÈME

Jean-Jacques Dauphin s'empresse de prendre un bain de liberté anglaise, et en trouve, à sa grande surprise, l'élément assez malpropre.

Lorsque le paquebot arriva aux abords de Londres, la nuit était close. C'était au cœur de l'hiver. Le froid humide et glacial pénétrait jusqu'à la moëlle des os. Un dense nuage de brume et de fumée enveloppait la ville comme un noir linceul, et, à cette distance, on n'apercevait qu'une masse ténébreuse semée de clartés blafardes ressemblant à des feux-follets, qui sug-



géraient l'idée d'une immense nécropole, plutôt que celle d'une ville de vivants. Un murmure sourd et confus en sortait, semblable à celui de la houle expirant sur la grève. On ne pouvait se défendre d'une sensation pénible, quasi lugubre, en songeant que trois millions d'êtres humains s'agitaient, grouillaient au milieu de ces nimbés épais et malsains. Tout cela ne ressemblait guère à l'entrée du paradis terrestre.

Je te ferai grâce de mon débarquement et de mon installation à l'hôtel, par la raison qu'ils ne se trouvent assaisonnés d'aucun incident digne de ton intérêt. Il suffit de mentionner qu'une fois réconforté par un repas honnête, le désir de commencer au plus tôt mes études de mœurs et coutumes s'empara de moi ; il me tardait de m'immerger dans ce bain de moralité que je m'étais promis, et qui devait être d'autant plus saisissant et salubre, que je sortais de ce que M. Veillot appelle agréablement les odeurs de Paris.

Donc je sortis de l'hôtel et me hasardai hardiment dans le dédale tortueux des rues de la métropole. Hasarder est bien le mot, ne connaissant Londres non plus que Tomboctou, et ma foi ! par l'épaisse brume qu'il faisait, c'était quasiment de

la témérité. Mais fort de mon anglais, je me disais que, ma langue aidant, mes jambes ramèneraient bien toujours leur maître au gîte.

Cependant, bien contrairement à mon attente, une chose tout d'abord me sauta désagréablement aux yeux; c'était le nombre des filles qui vaguaient dans tous les sens et tendaient leurs filets à la vertu des passants. Non, dans nulle autre ville, je n'en avais vu pareille ribambelle; les trottoirs en étaient comme pavés; c'était à faire rire le diable dans sa barbe.

D'abord je mis en question le témoignage de mes sens, puis il me vint à l'idée que la population étrangère étant très-nombreuse à Londres, ces demoiselles pouvaient bien avoir été importées pour satisfaire aux appétits de messieurs les continentaux. A l'effet de m'en assurer, je me pris à les épier de près, scrutant la physionomie, l'accent, les allures, les gestes. Mais, après quelque temps de cet examen, j'étais complètement désillusionné; ces impures étaient bien des Anglaises, et les amateurs portaient, pour la plupart du moins, le cachet insulaire à ne pas s'y méprendre.

Et plus l'heure avançait, plus les flots impurs semblaient s'accroître. Peste ! m'écriai-je en moi-

même, il faut que messieurs les Anglais soient bien friands de charmes frelatés ! Et cela en dépit d'un brouillard glacial qui fige le sang dans les veines. Dieux ! que doit-ce donc être dans la canicule, si tant est qu'il y ait une canicule dans ce climat baroque ? Mais je ne fus pas longtemps à découvrir comment ils neutralisent l'influence de la brume, et à quelle source ils ont soin de rallumer leurs feux amortis.

Lord Byron met sur le compte du soleil le péché mignon des populations méridionales.

Hélas ! que voulez-vous, l'homme n'est point coupable,
Toute la faute en est à cet astre implacable,
Qui rôtit, grille, brûle et sa chair et ses os,
Et ne lui laisse pas un instant de repos.

Mais en Angleterre, cet astre est assez innocent, le pauvret. Le soleil des Anglais, c'est le gin ; triste soleil !

Du reste, ces charmeresses, à ce qu'il me parut, circulaient et offraient leurs denrées sans restriction aucune ; voire, dans le cours de la soirée, je fus témoin de certains détails que je te laisse à deviner, de ces choses devant lesquelles les anges, comme le dirait un prédicateur, se voilent la face de leurs ailes. Moi qui n'ai point d'ailes, comme

tu sais, je me contentai de détourner pudiquement les regards. Mais nous sommes ici dans un pays éminemment libre, et chez un peuple boutiqueur, la liberté du commerce est, à juste titre, la première des libertés. Pas moins, ce n'était pas là précisément le tableau de mœurs dont je m'étais promis l'édifiant spectacle.

En passant devant une des nombreuses tavernes qui jetaient au dehors l'éclat de leur illumination, le désir me prit de voir comment se passaient les choses dans l'intérieur, et j'entrai.

Le lieu était éclairé *a giorno* et profusément décoré : comptoir, pompes, robinets, étagères, glaces, coupes, cristaux et ustensiles de toute sorte, reluisaient, resplendissaient, miroitaient, éblouissaient. L'ensemble, à la vérité, ne produisait point un effet agréable à l'œil ; le goût y faisait défaut ; c'était riche, mais lourd, surchargé, inélégant. A Paris, j'imagine, on ferait avec la même somme deux établissements où le goût formerait un heureux mariage avec la magnificence.

La salle était traversée dans toute sa longueur par un comptoir, derrière lequel le personnel de la maison semblait s'être retranché comme dans une place forte. En cas de rixe, la précaution est

bonne sans doute contre les assauts des ivrognes. La partie destinée aux buveurs était divisée en trois compartiments d'inégales dimensions, et disposés en forme de croissant. Celui du milieu, où je me trouvais, était de beaucoup le plus spacieux, et de là, grâce à la forme circulaire, on pouvait voir à peu près tout ce qui se passait dans les autres. Tous les trois étaient pleins à déborder; aussi ne fut-ce pas sans peine que je parvins à m'ouvrir un passage à travers la cohue buvante.

On y était fort sobre de paroles, mais, en revanche, on y lampait à tire-larigot; c'était une bénédiction. Nulle part ailleurs il ne m'avait été donné de tant voir ingurgiter en aussi peu de temps; c'était tout au plus si les quatre personnes attachées au comptoir pouvaient suffire à la besogne. Les verres allaient et venaient, les robinets tournaient, et les pompes descendaient et remontaient sans la moindre relâche.

J'observai que, à la différence de la coutume continentale, les chalands payaient invariablement avant même d'attaquer leur verre, et que les personnes de la maison ne recevaient pièce quelconque d'or ou d'argent sans la faire sauter sur le comptoir pour en éprouver l'aloi; signe

que les Anglais ne pèchent point par excès de confiance.

Les consommateurs, pour la plupart, ne faisaient qu'un bref séjour, consciencieusement employé du reste; d'aucuns ne faisaient qu'entrer, avaler et sortir, sans souffler le mot que pour demander à boire; d'autres ingurgitaient deux ou trois rasades, avec un intermède rempli par des bribes de conversation avec le garçon ou la fille de comptoir. « Soirée brumeuse, » disait le chaland. — « Très, répondait l'autre ». Ou bien : « Froid glacial. — Oh ! très. » Ce riche dialogue je l'entendis répéter, avec de légères variantes, un nombre infini de fois. Depuis lors, j'en ai eu le tympan battu et rebattu *ad nauseam*, car les Anglais ne se fatiguent point de parler de la température; s'ils ne savent que dire, et cela leur arrive fréquemment faute d'imagination, vite ils s'accrochent à cette sempiternelle rengaine. C'est commode; mais quelle scie!

Cependant le cabaret ne désemplissait pas; c'était une procession non interrompue d'entrants et de sortants. Tous ces lampeurs se tenaient debout, le verre ou la coupe à la main, sauf un petit bouquet de femmes, dans un coin, sur une sorte de banquette, le seul siège de céans; pas de

chaise non plus que de table. En me servant du mot « bouquet, » je ne veux pas te donner à entendre que ce groupe exhalait un parfum de fleur, car, à en juger par la saleté des vêtements, la crasse incrustée sur les visages, ce devait être tout autre chose que de l'œillet.

Le costume de ces dames consistait en guenilles étrangement assorties, leurs physionomies accusaient une dégradation chronique, et leurs voix éraillées par le rogomme résonnaient comme des crécelles. L'une d'elles tenait sur son giron un bébé qui piaillait comme un aiglon. Pour l'apaiser, la mère, selon l'humeur du moment, le secouait comme elle eût fait d'un noisetier, ou bien lui donnait une gorgée de bière, que le pauvre petit diable semblait avaler doux comme lait. Si l'enfant ne devient pas un ivrogne fieffé, ce ne sera pas faute d'avoir commencé de bonne heure son apprentissage.

Durant le bref séjour que je fis en ce lieu, il vint une demi-douzaine de mendiants, tous crasseux à ne pas toucher avec le bout d'une perche, et plus ou moins habillés, pour ne pas dire plus ou moins nus. Si peu couvert était l'un d'eux, que, chose sûre, à Paris, il n'eût pas fait cinq pas dans la voie publique sans être arrêté par la

police. Absence de couvre-chef, de bas, de souliers, de chemise, la poitrine découverte, et, *horrible visul* une grande brèche exposait aux regards les mamelons jumeaux où aboutissent les reins. Je te fais grâce du reste. J'ose affirmer que jamais ne s'est offert au crayon de Callot un pareil modèle. Heureux pays ! disais-je avec Byron, où, au cœur de l'hiver, il est permis d'aller nu, ou peu s'en faut.

Trois fois heureux le Nord, tout farci de vertu,
Où le vice, en hiver, va tremblant, presque nu !

Après une demi-heure environ de séjour, je sortis et repris ma promenade péripatéticienne.

J'avais tout au plus fait cent pas, quand je perçus en avant de moi une rumeur qui sentait la bagarre à plein nez : elle était peu distante, mais voir à dix mètres par un pareil brouillard était chose impossible. J'y courus et trouvai un rassemblement d'hommes et de femmes juste devant la porte d'une taverne. Ils formaient, en guise de champ clos, un cercle, au centre duquel deux individus, évidemment des ouvriers, étaient en train de se pignocher conformément à toutes les règles du duel à la boxe. Les deux braves étaient ivres, mais l'un beaucoup plus que l'autre, et

comme ils étaient à peu près de la même charpente, la victoire ne paraissait point douteuse. Et de fait, à la troisième ou quatrième passe, le plus spiritueux tomba sous un coup de poing asséné en pleine figure. Son second courut à lui, et l'ayant aidé à se remettre debout, le conduisit à l'extrémité de la lice, où il le fit asseoir sur son genou. Quand il eut repris haleine, le conflit recommença, mais cette fois dura moins que la première et eut un résultat semblable. Dix ou douze fois la partie se renouvela de cette façon, et autant de fois le même champion alla mesurer le trottoir au premier coup de poing planté sur la face ou sur la poitrine. Ses jambes, vers la fin, flageolaient si fort, que c'était à grand'peine qu'il se tenait debout. Son visage était noir de meurtrissures, et le sang lui sortait par la bouche et les narines. En vérité, c'était pitié et dégoût qu'un homme incapable de défense fût ainsi abandonné à la merci de son féroce adversaire. Je promenai parmi la foule un regard inquisiteur; nulle marque de sympathie ne s'y manifestait; quelques-uns contemplaient d'un œil flegmatique; d'autres, et les viragos surtout, dont plusieurs étaient soules, ameutaient les boxeurs et applaudissaient frénétiquement à chaque horion qui arrivait au

but. En vain je cherchais des yeux un policeman qui eût mis un terme à cette scène sauvage ; il n'y en avait pas même l'ombre d'un. Finalement, le vaincu, moulu de coups et à bout de forces, s'affaissa commé une masse inerte, et ne bougea non plus qu'un cadavre. Je ne sais s'il était mort. Les jours suivants, je parcourus les journaux pour m'assurer du fait, mais je n'y trouvai rien qui eût rapport à cette sanglante affaire.

Après avoir vagué de ci de là un assez long temps, j'arrivai à une large voie dont les lignes de réverbères s'allongeaient à perte de vue. Curieux de savoir le nom qu'elle portait, je profitai d'un bec de gaz qui se trouvait au coin, et lus : « Oxford Street. » Je me mis à la suivre, toujours explorant la population qui encombrait le trottoir, et fouillant du regard les tavernes, dont les portes à deux battants tournaient infatigablement sous le flux et le reflux des biberons et des biberonnes. Ici je notai que les princesses du trottoir étaient mieux attifées et plus ragoûtantes que dans les localités par moi déjà parcourues. Il se trouvait, ma foi ! dans le nombre, de fort jolis minois.

Arrivé à une espèce de rond-point, je tournai à gauche et me trouvai en plein Regent Street, c'est-à-dire dans la perle des rues de la capitale.

A partir de ce rond-point, jusqu'au bas de la voie, et surtout dans Hay-Market, les charmeresses foisonnaient plus que partout ailleurs, et je crois, en vérité, qu'il n'y avait, en fait de sexe, que de ce gibier-là. M'est avis que ce parage, qui porte le nom de Hay-Market (Marché au foin), pourrait, avec plus de justesse, prendre celui de « Marché à la chair humaine. » Là on voyait de plus belles filles encore et de plus ébouriffantes toilettes qu'ailleurs. C'était de mieux en mieux, ou, s'il te plaît, de pis en pis. Là se pavanait, dans l'orgueilleuse ampleur de la crinoline et la splendeur du velours et de la soie, l'aristocratie du demi-monde londonien. Parmi le nombre, étaient éparpillées quelques Françaises, qui sans doute profitaient de l'entente cordiale pour venir exploiter les passions de notre tant bon ami John Bull. Le croiras-tu ? dans ce troupeau de brebis perdues (pas pour le diable), il s'en trouvait qui assurément ne comptaient pas plus de quinze ou seize printemps. Et plus tard, *proh pudor!* j'en vis de plus jeunes encore ! Chez nous, qui ne prétendons pas être si moraux, la police aurait bientôt mis bon ordre à cette monstruosité.

Quelque temps je restai là observant la tactique de ces tirailleuses de la prostitution, leurs

allées et venues, leurs marches et contre-marches, leurs agaceries et leurs ruses de guerre ; puis je repris ma pérégrination à la recherche de spectacles plus édifiants.

Je naviguai de la sorte jusqu'à minuit et demi, et, dans ce laps de temps, je casai dans ma mémoire nombre de faits propres à élucider le problème qui m'avait amené chez nos intéressants voisins. Pour le quart d'heure, il est vrai, la voie publique et les tavernes étaient mes seuls champs d'étude, mais cela me suffisait en attendant, vu que c'était la plèbe et surtout la menue plèbe que je tenais tout d'abord à prendre sur le fait, certain que cela me donnerait, à première vue, la mesure de l'influence heureuse que la liberté peut produire sur toute une nation. Jusqu'à ce moment, je l'avoue, rien de bien admirable, rien de bien noble ne m'avait frappé dans ce peuple choisi entre tous, dans ce parangon de vertus sociales et politiques. Et il se glissait de temps à autre, dans mon esprit, certains doutes sur la salutation lyrique où s'était soulagé mon enthousiasme à l'aspect de la côte anglaise. Pourtant, ma foi, bien qu'un peu ébranlée, était encore debout, et j'allais toujours, soutenu par l'espoir que le reste de la soirée me dédommagerait en



m'offrant quelques-unes de ces grandes qualités de mon peuple de demi-dieux. Tu vas juger si je me faisais illusion.

D'abord j'observai que plus la soirée avançait, plus se multipliaient les ivrognes et les ivrognesses qui émaillaient les trottoirs et les tavernes. Quoi ! encore et toujours des femmes ? Hélas ! oui, mon cher, et c'est ce qui me renversait aussi, moi qui avais vu si peu de femmes ivres partout ailleurs. Et pas en petit nombre qu'elles étaient, les malheureuses. Par contre, les filles de la rue s'éclaircissaient, beaucoup d'entre elles ayant sans doute accroché des adorateurs. Mais, en revanche, les mendiants de l'un et de l'autre sexe allaient s'épaississant. Je fus même accosté par plusieurs dont je ne me débarrassai que difficilement, car ils sont tenaces en diable dans ce pays, et se cramponnent à leur victime comme des harpies. L'un d'eux me demanda, devine quoi... tout simplement la monnaie d'un verre de gin. Si jamais quelqu'un est tombé des nues, c'est ton ami Jean-Jacques, à cette monstrueuse requête. Ailleurs on demande du pain, ici on trouve tout naturel de mendier son rogomme. Décidément la civilisation anglaise est supérieure à la nôtre.

Je visitai mainte autre taverne, encore et tou-

jours dans l'intérêt de mes études morales. Partout c'étaient, à peu de chose près, les mêmes scènes que je t'ai esquissées plus haut. Seulement, comme l'heure de la clôture approchait, les rasades se succédaient avec une rapidité progressive ; on lampait, lampait, lampait. J'en étais ébouriffé. L'ami John Bull me paraissait doué d'une soif rabelaisienne. La Tamise, heureusement, n'est que de l'eau pure, car si elle contenait une proportion quelconque de spiritueux, dès longtemps Londres, j'imagine, aurait cessé d'être port de mer, et adieu son commerce !

J'avais d'ores et déjà remarqué l'accoutrement des classes infimes, parmi les spécimens qui se trouvaient mêlés avec les autres. Mais étant entré dans un bouge où il n'y avait que du bas peuple, j'eus l'occasion de l'étudier plus distinctement.

Il y avait foule ainsi que dans les tavernes que j'avais visitées ou vues en passant, et cette foule de soiffeurs était, comme d'habitude, embellie d'un certain nombre de soiffeuses plus ou moins imbibées de spiritueux. Dans ce pays, il paraît, la commode blouse est dédaignée par les hommes, et la coiffe proprette par les femmes, mais le costume de l'un et de l'autre sexe n'y gagne rien, tant s'en faut. Pour les hommes, c'étaient

des simulacres de chapeaux, des ruines de gilets, des ombres de paletots ou de redingotes, qui, de leur splendeur première, ne conservaient plus que la trame, et encore était-elle par-ci par-là percée à jour. Quant à la chemise, l'ombre même, chez plus d'un, faisait déplorablement défaut. Tous marchaient plus ou moins sur leur chrétienté. Les femmes, de leur côté, offraient de véritables caricatures qui auraient provoqué un rire fou, si ce n'eût été le résultat de la plus poignante misère doublée de la plus lamentable dégradation. L'une d'elles je vais t'esquisser à grands traits, et, par cet échantillon, tu pourras juger du reste, car à coup sûr, l'appareil de l'une ne valait pas un rouge centime de plus que celui des autres.

Imagine-toi des oripeaux les plus disparates qui semblaient horrifiés de se trouver en contact, et qui avaient été cueillis, Dieu sait où, mais plutôt dans le ruisseau de la rue que partout ailleurs. Pour couvre-tête, les trois quarts d'un chapeau si délabrés, qu'il me fut impossible de reconnaître quelle sorte d'étoffe l'avait primitivement couvert. Un squelette de plume se pavanait fièrement là-dessus. Quelque chose comme un châle de cachemire qui, à son origine peut-être,

avait coûté une somme fabuleuse, mais qui, aujourd'hui, hélas ! n'était plus qu'un haillon dégoutant ; les quatre cinquièmes d'une robe de soie tout effrangée, et où, en certains endroits, l'absence d'étoffe laissait à découvert la carcasse d'une crinoline. En somme, rien d'entier : milady n'était vêtue que de fractions, et quelles fractions ! sans excepter des bottines d'homme dont la semelle avait dès longtemps faussé compagnie à l'empeigne.

A l'avenant de la toilette était la personne. Cette femme avait dû être belle jadis, mais le vice et la débauche avait passé là-dessus et produit sur le visage les mêmes dégâts que l'usure et la fange sur les vêtements ; ils n'avaient laissé que des vestiges presque insaisissables de son ancienne beauté. Elle prenait des airs de supériorité sur les autres femmes, et se drapait dans ses guenilles avec une fierté des plus comiques. Qui sait ? peut-être était-ce une actrice ou une ballerine qui avait glissé de la scène dans le ruisseau.

Avec elle se trouvait une bachelette de quatorze ou quinze ans, attifée dans le même goût, et qu'à une certaine ressemblance de traits, je jugeai être sa progéniture. Dans ce cas, Dieu garde la

pauvre fillette ! car elle était en grand péril d'aller au diable avec sa mère.

Il va sans dire que cette cohue dépenaillée était crasscuse à ne pas toucher avec des pincettes, et que naturellement il s'en exhalait de certaines effluves très-peu aromatiques. Pouah ! Tous, mâles et femelles, étaient ivres ou en bon train de le devenir. Il y avait là des physionomies hideuses, où le vice et le crime suintaient par tous les pores. Et quel langage ! la quintessence même de la crapule et de la brutalité. Au vrai, les gens de la lie parisienne sont des bijoux comparés aux créatures que j'avais alors devant les yeux.

Je ne fis pas une longue station dans ce taudis. Car bientôt je m'aperçus que j'étais l'objet de leurs chuchottements, et peu curieux d'avoir maille à partir avec une tapée de sacripans avinés, je filai dans la rue.

Mais je n'étais point au bout des scènes nocturnes.

En doublant un coin de rue, je tombai sur un couple de femmes du peuple en train de se chamailler et de se lancer à tue-tête les termes les plus exquis du vocabulaire poissard. Royalement grises elles étaient. Tout ce que je

pus saisir au milieu de ce chamailis, c'est que l'une reprochait à l'autre d'avoir débauché son homme.

Tout à coup, pour donner plus de poids à ses invectives, elle lui assène un soufflet à poing fermé, et sur ce, les deux luronnes de s'empoigner par la tignace et de se la tirer à qui mieux mieux, opération d'autant plus facile qu'il y avait absence totale de coiffure. Puis les griffes de se mettre en jeu et les vêtements déjà mûrs de voler en lambeaux, tant et si bien que je voyais le moment où elles se trouveraient réduites à l'état de nature, lorsque la plus grande donna un croc-en-jambe à l'autre, qui roula les quatre fers en l'air. Heureusement que le brouillard servit de rideau, et je n'eus pas la peine de fermer les yeux. Cependant l'amazone victorieuse était tombée sur son antagoniste abattue et la bourrait de horions.

Je crois en vérité qu'elle l'aurait assommée tout de bon.

Aucun des spectateurs ne bougeait.

Je soulevai celle de dessus par les épaules, et ainsi donnai à l'autre la chance de se relever. Mais en voici bien d'une autre. Une fois debout, les deux femelles se tournèrent contre moi et se mirent à m'engueuler de la belle manière, tout

en me montrant le poing. Soyez donc chevaleresque et prêtez main-forte à la faiblesse ! Point friand d'une bataille où il y aurait eu de si piètres lauriers à conquérir, je battis au plus vite en retraite.

Ce que faisant, je vis les deux mégères bras dessus bras dessous entrer dans une taverne, évidemment pour cimenter la paix avec un verre de gin.

A quelques minutes de là sonna le coup de minuit, et alors se fermèrent promptement les tavernes, les restaurants, cafés et autres lieux d'amusement. Je songeai à rentrer au gîte. Mais ne connaissant rien de Londres et ayant toujours erré à l'aventure, j'ignorais totalement dans quel quartier de la ville je me trouvais. Un policeman auprès duquel je m'enquis, m'informa que j'avais bien deux longs milles pour regagner mon hôtel.

Je me mis en marche, toujours l'œil sur ce qui se passait autour de moi. Or, les lieux publics s'étant vidés dans la rue, mes sujets d'études se trouvaient augmentés d'autant, et parmi eux, les biberons figuraient en plus forte proportion que devant. Oncques je n'en avais tant vu de ma vie. Foi d'homme ! sur dix personnes il y en avait

bien quatre de soûles, sans compter celles qui s'étaient arrêtées aux confins de l'ébriété. Un individu, entre autres, un jeune homme très-décemment vêtu, m'amusa beaucoup par ses évolutions.

Il était pesamment lesté et louvoyait à la façon d'un navire qui a perdu boussole et gouvernail. Il allait tantôt de l'avant, tantôt de l'arrière, à tribord et à bâbord, de ci de là, et tirait des bordées d'un côté de la rue à l'autre. Déjà il avait donné plusieurs accolades au pavé, mais chaque fois il s'était vaillamment relevé et avait de plus belle repris sa course en zig-zag. Finalement il chavira dans le ruisseau, et ce coup-là, son lest se trouvant trop lourd pour ce qui lui restait de force, il y demeura gisant. « Comme on fait son lit on se couche, » pensai-je, en lui jetant un dernier regard.

Un peu plus loin je trouvai une femme étendue sur les marches d'une maison. Elle dormait comme un sabot et ronflait comme une toupie. C'était, selon toute apparence, une demoiselle du pavé, en train de cuver sa bière ou tout autre chose. Pécaïre ! par une nuit glaciale, grand était le danger qu'elle se trouvât, sans transition, des bras du sommeil dans ceux de la mort.

Pris de compassion et oublieux de ma récente déconvenue avec les deux amazones, je la secouai, et la prenant par les épaules, m'efforçai de la réinstaller sur ses jambes. Elle ouvrit sur moi des yeux abêtis par l'ivresse, et me lança un juron entrecoupé d'une fusée liquide qui m'eût infailliblement asphyxié, si je n'avais prestement détourné la tête. J'en fus quitte pour quelques écla-boussures sur mes vêtements. Mais ma galanterie était à bout. Tout maugréant et jurant mes grands dieux de ne jamais plus m'immiscer aux affaires de la rue, je repris mon chemin vers l'hôtel.

Je n'en finirais pas si je te mentionnais tous les incidents de ce genre qui s'offrirent à mes regards. Il en est un pourtant d'une autre nature et tout personnel, que, narrateur consciencieux, je ne puis passer sous silence, bien qu'il ne s'agisse que d'un mouchoir.

J'étais presque arrivé à l'hôtel, lorsque me trouvant avoir besoin de cet ustensile, je m'aperçus qu'il s'était éclipié. Il avait dû m'être escamoté quand j'étais mêlé à la foule rassemblée autour des deux pugilistes. Par un mouvement instinctif, je portai aussitôt la main à mes goussets. Ma montre et ma bourse, par bonheur, se

trouvaient encore à leur poste, défendues sans doute par mon paletot, qui était boutonné jusqu'au menton, sans quoi elles auraient probablement passé à l'ennemi aussi bien que le mouchoir.

Me voilà désormais prévenu. Et cette leçon-là valait bien un mouchoir.

Cet incident me rappela que Londres est très-riche en filous, et que ces messieurs sont d'une dextérité hors ligne. Les nôtres, moins nombreux, ne sont pas dignes de dénouer les cordons de leurs souliers en fait de prestidigitation ; mais, en revanche, ils sont plus habiles à éviter les filets de la police, ce qui dénoterait une plus fine intelligence. A ce propos, j'ai lu quelque part une anecdote qui a bien son petit mérite comme peinture de mœurs nationales.

C'était à Calais, si j'ai bonne mémoire. Cette ville ayant annoncé une grande fête, des trains spéciaux de Paris et de Londres avaient amené un nombre considérable d'excursionnistes. Il va de soi que la gent aux doigts crochus des deux capitales y était représentée, et ce tellement, qu'avant la fin de la journée, cinquante-cinq montres d'or ou d'argent se trouvaient avoir changé de poche. Les vide-goussets de l'un et de l'autre pays s'étaient revus le soir au cabaret. On



avait bu, on avait fraternisé, et les Français avaient été forcés d'avouer leur déconfiture, les Anglais ayant pris quarante-cinq montres, et eux dix seulement. Néanmoins, sans rancune, les Français demandèrent à faire les honneurs de chez eux, et proposèrent un punch. A une heure du matin, les Anglais, ivres-morts, roulaient sous la table, et les Français roulaient vers Paris, emportant les cinquante-cinq montres.

Pour en finir à ce sujet, les capitales de l'Europe sont farcies de filous et de chevaliers anglais, qui portent ainsi au loin la gloire de leur pays dans cette honorable industrie. New-York même est largement exploité par ces messieurs. On sait de plus que les étouffeurs, si terribles naguère, étaient d'origine londonienne.

Rentré à l'hôtel, je me mis naturellement à passer en revue les scènes de la soirée. Je n'avais certes point lieu de me plaindre; elle avait été bien remplie, voire même j'avais fait quelques découvertes précieuses, et trouvé l'Angleterre plus riche en libertés que je ne m'y étais attendu; elle en avait, Dieu merci! à en revendre. Peuple fortuné! que n'avons-nous un brin de ce que vous possédez de trop! En somme, pas moins, à en juger par les échantillons qui m'avaient passé

sous les yeux, je trouvais ces demi-dieux peu nobles, peu dignes, mais plutôt grossiers, brutaux et crapuleux, le menu peuple s'entend. Cela dérangeait quelque peu, je l'avoue, la notion en moi tendrement nourrie touchant l'heureuse influence que la liberté doit exercer sur les masses. En effet, à quoi est-elle bonne, je te le demande, sinon à rendre une nation meilleure et plus heureuse que celles qui en sont privées ?

Ici une idée me saisit soudainement au collet. Et si l'Angleterre n'était pas réellement libre ! si, par hasard, elle n'avait de la liberté que des apparences trompeuses ! Mais promptement je secouai cette supposition. Non, me dis-je, cela ne se peut, il est impossible que tout le monde se trompe sur un point qui est simplement une question de fait. D'ailleurs, je n'ai vu qu'un tout petit coin du tableau ; c'est sans doute l'ombre nécessaire pour faire ressortir les beautés avec plus de relief. Gardons-nous d'être prime-sautier, recueillons une abondance de faits, et ne jugeons du paysage qu'après l'avoir embrassé dans son ensemble.

Là-dessus je me couchai, résolu à recommencer le lendemain mes investigations, toujours sur le peuple proprement dit, sans trop m'inquiéter,

pour le quart-d'heure, des autres classes, bien assuré que c'est sur les degrés infimes de l'échelle sociale que je trouverais le mot du problème que j'étais venu élucider. Et cela saute aux yeux ; là où la plèbe est libre et partant respectée, prospère et heureuse, il est de toute impossibilité que les classes supérieures ne le soient pas.

CHAPITRE TROISIÈME

Jean-Jacques Dauphin continue d'analyser les éléments de son bain de liberté, et les trouve de plus en plus malsains.

Le lendemain, en faisant mes ablutions matinales, je m'aperçus, à mon grand dégoût, que j'avais sur les mains, le cou, le visage, toute une croûte de suie, et diantrement tenace qu'elle était ; sans compter ce qui s'était fourré dans les yeux, les oreilles, le nez, la bouche, et du diable s'il n'y en avait pas jusque dans la gorge, à telles enseignes que je crachais noir et mouchais de même. Je me voyais transformé en cheminée !

Après m'être lavé ou, pour parler plus juste, après m'être raclé, ratissé, ramonné du haut en bas avec brosse et savon, je descendis à la salle à manger, où, quoiqu'il se fit déjà tard, je ne trouvai âme qui vive. Nulle rumeur dans la maison, pas un symptôme de vie. Cela s'explique : on était au jour du Seigneur, et ce jour-là Londres s'ensevelit dans le silence et fait le mort. En attendant, je ne trouvai rien de mieux que de parcourir les journaux qui gisaient à foison sur la table.

Tout d'abord je pris une feuille hebdomadaire intitulée : *Weekly Dispatch*, dont plusieurs longues colonnes étaient bourrées de faits divers. Les délits de tout genre y abondaient, plusieurs desquels commis sous l'influence bachique, source toujours féconde en méfaits, en malheurs et en misère. Un certain paragraphe, entre tous, arrêta mon attention. Il avait pour titre : *Morts de faim*. Six cas il y en avait, à différents jours de la semaine, et tous dans la capitale. De ces six victimes, trois avaient été ramassées roides mortes dans la rue, et les autres avaient rendu l'âme chez elles, si tant est que l'on puisse se flatter d'avoir un chez soi quand on n'a pas une croûte à se mettre sous la dent. Parbleu ! pensai-je, voilà ce qui faisait dire à mon jeune Français du

paquebot qu'en Angleterre le peuple est libre... de mourir de faim. Il n'est donc pas si écervelé que je le croyais. Parole d'honneur ! si d'aventure je le retrouvais sur mon chemin, je lui présenterais mes excuses pour la façon un peu cavalière dont je l'ai traité sur le moment. Néanmoins, au demeurant, ce doit être une exagération outrée, quelques cas isolés par-ci par-là ne suffisant pas à justifier cette épigramme. Et d'ailleurs, au pis aller, cela fait partie de l'ombre que, selon les règles de l'art, tout tableau doit offrir. Tu vois, ami Guillaume, que je me tenais ferme à cheval sur la conviction que les Anglais étaient un peuple éminemment libre, et que sa liberté était du plus pur aloi.

Là-dessus je poursuivis ma lecture, en quête de données et de faits propres à jeter le jour sur la matière en question. Et j'eus la chance de tomber sur un petit tableau de statistique comparative constatant la mortalité causée par l'ivrognerie chez quelques-unes des nations européennes ; à savoir : la Grande-Bretagne, cinquante mille, dont douze mille femmes ; l'Allemagne, quarante mille ; la Russie, dix mille ; la Belgique, quatre mille ; la France, quinze cents. Tudieu ! m'exclamai-je, voilà mon peuple modèle qui remporte haut la

main la palme de l'ivrognerie ! Et qui mieux est, le beau sexe contribue pour une bonne part à la victoire.

Cela me remit en mémoire un passage de Guillaume de Malmesbury, chroniqueur presque contemporain de la conquête franco-normande. « Les Anglo-Saxons, dit-il, étaient universellement adonnés à la boisson et y passaient des nuits et des journées entières. Ils dépensaient leur avoir dans des habitations chétives et minables, au contraire des Normands et des Français, qui vivaient frugalement dans de nobles et splendides châteaux. » De tout temps donc, l'ivrognerie a été le vice mignon de la race anglo-saxonne.

Franchement, cette fois, je me sentis rudement ébranlé et ne gardai les arçons qu'à grand'peine, mais enfin je les gardai tant bien que mal, toujours me cramponnant à cette idée fixe en moi, que ces misères ne faisaient que contribuer à la beauté de l'ensemble. Peut-être était-ce un peu trop sombre, lugubre presque, tu me diras ; mais obstiné que je suis de ma nature, je ne voulais me rendre qu'à bon escient et à l'extrémité.

Pendant que j'étais ainsi occupé, l'établissement avait secoué son sommeil dominical, le

garçon avait descendu, mis la table et servi un déjeuner tout fumant chaud, auquel je m'empresai de rendre les honneurs qui lui étaient dus.

A peine m'étais-je mis à l'œuvre, que voici venir un monsieur d'un extérieur distingué, tiré à quatre épingles, ciré, brossé, lissé, net comme une perle, droit comme un cierge, raide comme un pieu, un véritable gentleman anglais dans toute sa majesté. Il n'avait qu'un défaut, c'était d'être parfait. A mon avis, il y a quelque chose d'efféminé chez un homme qui semble sortir d'une boîte, attifé de toute pièce.

Il prend place vis-à-vis de moi, et après avoir commandé son repas, se met à feuilleter les journaux.

Il ne me fâchait point de trouver à qui m'ouvrir et demander des éclaircissements sur la matière qui m'absorbait. Seulement il s'agissait de lui délier la langue, et je n'avais personne pour faire la présentation de rigueur. A moins, pensai-je, que messieurs les Anglais ne soient plus affables chez eux que chez les autres. Je ne me trompais point dans mon hypothèse, et j'ai eu plus d'une fois occasion de me convaincre que si John Bull fait une provision extraordinaire de morgue en quittant son île, il la met bas en y

remettant les pieds , tout en ayant soin , comme de juste, d'en conserver une dose suffisante pour sa consommation domestique.

Son déjeuner apporté, mon gentleman repoussa les journaux, et tout en inspectant, tournant et retournant sa côtelette d'un air épanoui :

« Beau temps ce matin , fit-il , pas si brumeux qu'hier. »

Supposant que cette manière de salutation s'adressait à moi et non à sa côtelette, je répondis :

« Oui, il fait plus beau et pas si froid, je trouve. »

Ici la conversation resta suspendue pour le moment. Mais la glace britannique était rompue, et j'étais en train de chercher un biais pour insinuer mon sujet favori, lorsque mon compagnon s'y prêta à merveille en disant :

« Comment trouvez-vous Londres, monsieur?

— Ma foi! je ne puis en dire grand'chose encore, n'y étant arrivé que d'hier au soir.

— Ha! en vérité!

— Cependant, repris-je, ce peu de temps je l'ai bien mis à profit, et je me flatte d'avoir observé autant qu'il se peut faire en quelques heures de promenade. »

Sur quoi je lui fis part de l'objet qui m'avait amené en Angleterre, et lui crayonnai à grands traits les scènes qui s'étaient présentées à mes regards durant ma pérégrination nocturne.

« En est-il ainsi de coutume ? lui demandai-je en finissant ; ou bien était-ce hier un de ces jours de fête où la population en liesse sort des bornes et se livre à des extravagances bachiques et autres ?

— Pas que je sache, répondit-il ; non, seulement la soirée de samedi abonde un peu plus que les autres en spectacles de ce genre, grâce à la paie qui se fait à la classe ouvrière.

— Il paraîtrait, repris-je, en lui montrant les journaux, que le peuple ici est coutumier d'ivrognerie, si ces chiffres sont exacts.

— Oh ! cela ne me surprend point ; ce vice n'est pas trop mal florissant parmi nous.

— Et le paupérisme également, si je puis en juger par ce que j'ai vu dans la soirée d'hier.

— De fait, cette plaie du corps social est très-étendue, et coûte aux contribuables quelque chose comme sept millions sterlings.

— Diable ! Et quel est le nombre de personnes secourues ? hasardai-je.

— Douze cent mille, ou peu s'en faut, tant dans l'Angleterre propre qu'au pays de Galles.

— Sans compter celles qui ne le sont point, et qui meurent d'inanition, puisque les gazettes constatent six cas de famine mortelle, à Londres seulement, la semaine passée.

— Oui, ceux-là je les ai lus, et d'autres encore qui ont eu lieu lors du grand froid, il y a une quinzaine environ. Dans la capitale, le même jour, il a été ramassé dans la rue cinq personnes, lesquelles sont mortes aussitôt, ou peu après. Ces derniers cas, à la vérité, ont été mis sur le compte de la gelée, mais la faim y est au moins pour autant, à preuve que les corps se trouvaient dans un état d'émaciation pitoyable.

— C'est juste. Maintenant, si de l'Angleterre il en est comme de tout autre pays, c'est-à-dire si les villes de province sont en petit ce que la métropole est en grand, il me faudrait forcément en conclure que l'ivrognerie, la prostitution et la misère abondent parmi le peuple.

— Il n'y a point à dire non.

— D'autre part, le pays est en possession de toutes les libertés possibles : liberté de la presse, liberté de la parole, liberté de réunion et les autres, n'est-ce pas ?

— Nous nous faisons gloire d'être la nation la mieux gouvernée et la plus libre qui soit sur la terre. Cela ne fait pas question.

— Du moins tout le monde à peu près paraît-il être d'accord sur ce point, et c'est sur la foi de cette quasi-unanimité que, fatigué du gouvernement personnel qui pèse sur mon pays, je suis venu ici comptant me rafraîchir dans un bain de liberté. Mais, à parler franc, bien que l'élément abonde, je le trouve tant soit peu sale, et j'en suis à me demander si c'est bien la vraie liberté qui règne chez vous, et s'il n'y aurait pas, par hasard, dans vos institutions un vice radical qui ronge le corps social et politique. Je n'affirme point, croyez-le bien, je ne cherche en ce moment qu'à m'éclairer ».

Mon interlocuteur ne sonna mot, mais ouvrit de grands yeux à la façon bovine ; il semblait tout ébahi que l'on osât seulement soupçonner un vice quelconque dans les institutions anglaises.

Et moi de pousser ma pointe.

« Nul doute, lui dis-je, que chez vous la masse de la nation n'ait part au gouvernement.

— Dieu merci ! non, cria mon homme, scandalisé. Ne faudrait-il pas, morbleu ! que l'Angleterre fût gouvernée par ce tas de prolétaires, de

vauriens et de va-nu-pieds dont hier vous avez vu des échantillons !

— Dame ! il me semble, sauf correction, que ce serait selon les règles de la logique. De deux choses l'une : ou le peuple est digne d'être libre, ou il ne l'est pas ; s'il est digne d'être libre, il doit être digne aussi d'avoir sa part au gouvernement ; s'il ne l'est pas, alors pourquoi lui accorder la liberté, et surtout autant de liberté qu'il paraît en avoir ? Que vous en semble ? »

Ici mon interlocuteur d'être plus ébahi que jamais. Évidemment il se sentait mal à l'aise dans le dilemme où je venais de l'enserrer, et paraissait, mais vainement, chercher une issue par où s'en échapper. Il en sortit néanmoins, mais ce fut en sautant par-dessus.

« En vérité, dit-il, avec un léger ricanement, messieurs les Français ont d'étranges notions sur le gouvernement et la liberté. Aussi en font-ils de belles chez eux, parole d'honneur ! Toutes ces révolutions, toute cette effusion de sang, tout ce fracas effroyable depuis soixante-quinze ans, de quoi leur ont-ils servi à eux-mêmes, je vous le demande ; absolument de rien ; les autres nations seules en ont retiré quelque profit. »

Toi qui me connais pour un Français à vingt-

quatre carats, tu peux penser si cette sortie malveillante me piqua au vif.

« Tout beau ! monsieur, ripostai-je, m'armant d'un air calme, et lui rendant son ricanelement ; au lieu de répondre à mon argument, vous avez trouvé plus commode de le franchir, ce que, soit dit à votre louange, vous avez exécuté avec une désinvolture des plus charmantes. Ce n'est pas précisément de bonne guerre, convenez-en. Je veux bien, pourtant, vous suivre sur le terrain où vous avez pris refuge, et où vous croyez être si fort. Et d'abord, une question, si vous le permettez. A qui appartient le gros de la terre dans ces îles fortunées ? Est-ce au peuple ou à l'aristocratie ?

— Au peuple ! à Dieu ne plaise ! c'est à l'aristocratie, comme de juste. Sachez, monsieur, que la moitié du sol est entre les mains de la noblesse, et que le reste se trouve réparti parmi un nombre minime de propriétaires.

— Ah ! c'est donc cela ! m'écriai-je comme éclairé d'une clarté soudaine, je saurai désormais à quoi m'en tenir.... Eh bien ! monsieur, repris-je, les Anglais connaissant mieux notre pays que nous ne connaissons le leur, vous n'en êtes sans doute pas à ignorer qu'en France il en est tout

autrement, et que le sol y est divisé entre cinq ou six millions d'individus, ce dont, au contraire de vous, je me réjouis grandement. Et voilà, monsieur, une des grandes choses accomplies par notre première, notre grande révolution. Et n'eût-elle fait que cela, que déjà ce serait assez pour la bénir et la glorifier, car c'est la base par excellence de la liberté et du bonheur des peuples, base si inébranlable et si imposante, que nul encore n'a osé y porter les mains, pas même le grand Napoléon, sans quoi, pour grand qu'il fût, il ne serait pas demeuré vingt-quatre heures sur le trône. Mais vous, messieurs les Anglais, il paraît que dans votre haute sagesse, vous en avez jugé autrement, et avez établi votre édifice en l'air, pour ainsi dire, à l'instar de certains châteaux que l'on bâtit en Espagne. Alors je ne m'étonne plus que vos fameuses institutions produisent d'aussi merveilleux résultats..... Cependant, veuillez agréer, monsieur, mes remerciements sincères ; vous m'avez rendu un service réel en m'éclairant sur ce point. J'étais au moment de conclure que la liberté n'est pas une si bonne chose que je l'avais toujours imaginé, et qu'une forte dose de servitude est indispensable au bonheur et à la dignité de l'espèce humaine,



ce qui m'aurait douloureusement blessé dans mes plus chers sentiments.»

Sur quoi, je saluai mon gentleman et sortis de l'hôtel.

Une fois dans la rue, je me pris, selon mon habitude, à ruminer sur l'entretien que je venais d'avoir avec mon Anglais. Et je ne pus me dissimuler qu'il n'eût, vers la fin, tourné tant soit peu à l'aigreur. Dame ! aussi pourquoi blesser de la sorte mon amour-propre national. Au demeurant, néanmoins, me trouvant la conscience nette, il ne me fâchait point qu'il en fût allé ainsi, par la raison que je venais de faire un grand pas dans la question qui me travaillait l'esprit. En effet, la piqure faite à ma susceptibilité nationale stimulant ma perspicacité, j'étais tombé en droiture sur le pivot autour duquel tourne le sujet, à savoir la propriété territoriale. Non pas certes que dès lors je me flattasse d'avoir résolu le problème ; pour ce, des données à la fois plus développées et plus précises m'étaient nécessaires. Mais, du moins, avais-je bonne raison de me croire sur le chemin au bout duquel je trouverais le mot de l'énigme, et où même d'ores et déjà il me semblait l'entrevoir.

Une particularité, dans les propos de mon

interlocuteur, me donnait à penser. Il avait dès l'abord reconnu le plus gracieusement du monde qu'en Angleterre l'ivrognerie abonde, la misère pullule, et la prostitution fleurit ; puis, l'instant venu de mettre le doigt sur la cause de ces fléaux, il s'était montré rétif et avait regimbé comme un beau diable. A quoi attribuer cela ? Était-ce chez lui orgueil insulaire ou manque de perspicacité ? Ou bien, y avait-il à la fois de l'un et de l'autre ?

Mainte fois, dans la suite, j'ai eu, avec des Anglais bien élevés, de semblables propos, et à de rares exceptions près, j'ai trouvé une égale facilité à convenir de ces trois plaies sociales, et par contre, une égale obstination à en nier la véritable cause. C'est que l'ivrognerie, la prostitution et le paupérisme vous sautent aux yeux, et qu'il y aurait flagrante mauvaise foi à les méconnaître, tandis que les institutions, où il faut surtout en chercher la source, se prêtent fort par leur complexité et leur embrouillamini aux échappatoires et aux dénégations.

Ainsi cogitant, j'étais arrivé en face d'une église. N'ayant rien de mieux à faire, et ne trouvant plus à observer dans la voie publique, veuve alors de sa population, j'entrai.

Je comptais y retrouver mon peuple, mon grand peuple, mon beau peuple, comme disait Oscar, l'ami de Jérôme Paturot. L'ayant étudié dans les carrefours et au cabaret, j'étais curieux de voir comment il se comportait à l'église, et s'il manifestait une soif aussi ardente pour la parole de Dieu que pour les liqueurs fermentées du tavernier.

L'église était pleine comme un œuf; pas un siège vide sur les bancs, et aux galeries il y avait foule. Mais c'étaient tous gens respectables, ainsi que disent les Anglais, vu qu'il n'y a ici de dignes de respect que ceux qui sont bien habillés, et s'il y avait des ouvriers, ils devaient être de ceux qui, par leur aisance, confinent à la classe moyenne. Mais de menu peuple il y avait absence totale.

A l'instant de mon entrée, le ministre prélu-dait à son sermon; ce qui m'engagea surtout à rester, désireux que j'étais d'avoir un échantillon de l'éloquence sacrée en Angleterre. Eh bien ! je puis dire, en toute conscience, que de ma vie je n'avais oncques entendu rien d'aussi plat, monotone, somnifère. Figure-toi un prédicateur penché sur un cahier, qu'il lit les trois quarts du temps, et qu'il débite à peu près comme un éco-

lier fait une leçon qui l'ennuie ; une voix traînante et invariablement cadencée à chaque phrase ; point d'animation, point de chaleur, pas le moindre mouvement oratoire, pas le plus petit geste. Que je meure si ce n'était à dormir debout d'entendre un pareil débitant des pavots de Morphée ! Plus tard j'ai trouvé que les neuf dixièmes des prédicateurs de l'église anglicane étaient, à peu de chose près, de la même force, tellement que John Bull lui-même se plaint, et il faut que ce soit bien mauvais, car en matière d'éloquence, le bonhomme n'est point difficile à contenter, je t'assure. Aussi me surpris-je bientôt à bâiller comme une porte-cochère, et ne voulant pas scandaliser l'auditoire, je n'attendis pas la fin de l'homélie, et je me glissai tout doucement dans la rue.

Je visitai de la sorte plusieurs temples, et dans tous j'eus lieu de faire de semblables remarques. Ce qui m'intriguait dès lors, c'était de savoir si le peuple avait des édifices à lui exclusivement appropriés, ou s'il n'assistait à aucune manière de culte public. La réponse ne se fit pas longtemps attendre.

Toujours marchant, j'arrivai à un carrefour, au milieu duquel se tenaient une centaine de per-



sonnes du bas peuple, hommes et femmes, groupées autour d'un individu qui, un livre à la main, psalmodiait des hymnes, que de fois à autre il entrecoupait de prières et d'allocutions. Je vis alors ce qu'il en était. Dans l'aristocratique Angleterre, le bas peuple est tenu en un tel mépris, que l'on n'y reconnaît même pas son égalité devant l'Être suprême, et que, s'il veut lui rendre un public hommage, c'est dans les carrefours et exposé aux intempéries des saisons. Ainsi le traitaient les Pharisiens de jadis, ainsi le traitent les Pharisiens de nos jours, classe nombreuse parmi l'aristocratie et la finance anglaises. Oh ! comme le Christ l'entendait autrement, lui qui, de préférence, rassemblait autour de sa personne les pauvres, les infirmes et les infortunés de toute sorte !

Durant le reste de la journée, jusqu'au soir à une heure assez avancée, je tuai l'ennui du dimanche en explorant une collection du *Times* qui se trouvait à l'hôtel. Ce que faisant, je tombai sur un tableau comparatif des délits qui se commettent annuellement en France et dans la Grande-Bretagne. Les chiffres étaient présentés comme officiels, et avaient particulièrement rapport à l'année 1867. En somme, la Grande-Bre-

tagne accusait un nombre à très-peu près double de celui de la France, nombre qui s'augmente d'un sixième, si l'on met en ligne de compte les cinq millions d'habitants qu'elle possède en moins.

— Eh bien ! m'écriai-je, voilà donc ce que produisent ces fameuses institutions anglaises que l'on proclame si haut les meilleures, les plus belles du monde. Morbleu ! si l'on juge de l'arbre par le fruit qu'il porte, il faut en rabattre et diantrement de tous ces panégyriques. Que penser en particulier de M. Gouraud lorsque, dans son style emphatique, il s'exclame : « Libre ! c'est-à-dire également capable de discuter ses lois et de les *respecter* ; libre ! etc. »

A ce propos, je me rappelai avoir lu dans l'histoire que John Fortescue, juge suprême du banc du roi (XV^e siècle), constate qu'en Angleterre il y avait plus d'hommes pendus pour vol annuellement qu'en France ou en Écosse en sept années. Vrai Dieu ! il faut que ce peuple ait la bosse du vol bien extraordinairement développée !

A ce compte-là, il y aurait donc beaucoup plus de moralité en France qu'en Angleterre ; ce qui n'empêche pas messieurs les Anglais de se piquer d'être plus moraux que nous, une prétention qui,

soit dit en passant , a une furieuse odeur d'hypocrisie et d'orgueil pharisaïques.

Ce soir-là ma promenade fut plus brève que la veille, par la raison qu'il y avait moins à voir, Londres ayant mis de l'eau dans son vin et se reposant des orgies et du tohubohu de la semaine.

Cependant elle ne fut pas tout à fait stérile, et je fis une rencontre où j'appris une anecdote dont je veux te faire part, parce qu'elle met fortement en relief la manière dont on entend la protection de la société dans ce pays modèle.

Comme je me trouvais dans une rue détournée et quasiment déserte, voilà que je suis accosté par une de ces batteuses de trottoir qui infestent Londres, ou plutôt l'Angleterre, car il y en a jusque dans les villages. Pas besoin n'est de te répéter ce qu'elle me proposa, ni de te dire que, pour plus d'une raison, je n'eus garde de mordre à l'orange du plaisir, fruit plus que suspect quand il est offert par de parcilles mains. Après quelques propos ainsi échangés, je lui souhaitai bonne chasse et bonne nuit.

A peine l'avais-je quittée, qu'un policeman, qui, paraît-il, nous avait guignés, m'aborda en disant :

« Vous avez eu bon flair de ne pas vous laisser enjôler par cette drôlesse.

— Ah ! et pourquoi donc ? demandai-je intrigué.

— C'est qu'elle demeure dans une rue très-mal famée, où il s'est commis plusieurs vols, et un entre autres, il n'y a guère plus de quinze jours.

— Ah ! voyons.

— La victime est un jeune étranger, un Allemand, si je ne me trompe, lequel n'était à Londres que depuis peu, et qui, se trouvant avoir trop bu d'un coup, se laissa allécher par une des filles qui hantent la rue en question. Le lendemain, à son réveil, il ne fut pas peu surpris de ne pas voir âme qui vive dans la chambre. Mais c'était là le moindre de ses malheurs. Lorsqu'il s'agit de s'habiller, il ne trouva rien à mettre : pantalon, habit, gilet, chaussure, tout s'était envolé ; il ne lui restait, pour tout potage, que la chemise qu'il avait sur le dos ; pis encore, il y avait parmi les dépouilles, une trentaine de souverains, une montre de prix et une chaîne d'or, à peu près tout ce qu'il possédait sous le ciel.

— Le voilà dans de beaux draps !

— Il est probable qu'un rufian, de connivence

avec la drôlesse, se sera glissé dans la chambre durant la nuit, et que, profitant du lourd sommeil de l'ivresse, il aura fait raffle complète des effets du pauvre diable.

— Que devint-il alors ?

— Il se fit envoyer quelques hardes de l'hôtel afin de pouvoir y retourner.

— Nul doute que les coupables n'aient été relancés et saisis.

— Nullement.

— Tiens ! vous m'étonnez. C'est qu'alors votre police n'est pas bien habile.

— Oh ! l'adresse ne lui manque point, mais il faut du quibus pour la mettre en campagne, et le malheureux n'en avait plus.

— Pourtant la communauté, il me semble, est intéressée à ce que tout crime soit puni, et partant c'est sur elle que devraient peser les frais de poursuite. Il n'en va pas de même en France. D'abord la fille, comme prostituée, aurait été inscrite sur les registres de la police, et par ce moyen il eût été facile de se mettre sur ses traces, ce qui aurait singulièrement simplifié la recherche de ses complices.

— Oui, mais chez nous, dans la libre Angle-

terre, on a plus de respect pour la liberté individuelle. »

Nullement désireux d'entrer en discussion avec l'homme de la force publique, auquel j'eusse probablement parlé en pure perte, je le remerciai et repris mon chemin en grommelant : « Au diable leur liberté, qui donne carte blanche à la prostitution et ne se soucie de la santé non plus que de la bourse de ceux qui se fourvoient dans ses panneaux ! »

A quelque distance de là, de nouveau je fus obligé de me renseigner sur ma route auprès d'un policeman ; et, comme il m'avait l'air intelligent et communicatif, je profitai de l'occasion pour tirer de lui certaines données concernant la « plaie sociale ».

« Avez-vous une idée approximative du nombre de filles qui exploitent Londres ? commençai-je.

— Par ma foi ! répondit l'homme, surpris et hésitant, je serais assez embarrassé de vous donner un chiffre, ces demoiselles n'étant point embrigadées. Mais Londres est immense, et elles se trouvent semées partout plus ou moins épais ; que sais-je ? peut-être une centaine de mille n'est pas bien loin de la vérité.

— Malepeste ! voilà un chiffre assez honnête, dis-je. Mais, franchement, je ne l'aurais pas jugé aussi énorme.

— C'est que, parmi elles, il en est beaucoup qui n'ont pas les allures de la profession ; telles sont les bonnes, les ouvrières et demoiselles de magasin qui, leur journée finie, battent le trottoir en quête d'aubaines pour arrondir leurs minces salaires.

— Je comprends ; ce sont là les glaneuses de la prostitution... Nécessairement, ajoutai-je, toutes ces donzelles sont patronnées plus ou moins ?

— Dans ce commerce, ainsi que dans tout autre, la marchandise est en raison de la demande. Pourtant, ce ne serait pas justice de mettre tous ces péchés sur le compte de la capitale ; la province nous envoie beaucoup de prévaricateurs, hommes mariés surtout, qui, n'osant faire leurs fredaines chez eux, viennent ici pour donner tout à leur aise un coup de canif au contrat de mariage.

— Il va sans dire que toutes ces filles avaient été mises à mal, car on ne saute pas tout de go dans la dégradation.

— Sans compter qu'elles se renouvellent assez fréquemment. A coup sûr, dans six mois d'ici,

de toutes celles qui font le trottoir à cette heure, il en restera tout au plus un dixième.

— Que deviennent donc ces malheureuses?

— Dieu sait ! les unes, et c'est le plus grand nombre, meurent à l'hôpital ou ailleurs des effets de la débauche et de l'ivrognerie ; d'autres se font jeter en prison pour vol et autres méfaits ; quelques-unes entrent dans des maisons de refuge appropriées à cette classe de femmes ; d'autres, enfin, retournent au bercail de la famille en épousant de bons diables qui n'exigent point d'elles un certificat de vertu.

— En vérité, tout cela dénote une effrayante promiscuité. A vous parler franc, je suis venu avec l'idée que John Bull était un animal assez pur de ces excès ; du moins il s'en flatte, je crois.

— Bah ! John Bull est fait du même bois que le reste de l'humanité.

— Ou plutôt il n'est pas fait de bois non plus que les autres. Mais alors pourquoi se vanter et se donner pour meilleur qu'on ne l'est ?

— Ah ! un léger grain d'hypocrisie..., je suppose. »

Là-dessus, je glissai un shelling à mon interlocuteur, et je le quittai, de plus en plus édifié sur la moralité de nos voisins.

Le lendemain, ayant lu dans les gazettes que deux cents individus, tant hommes que femmes, avaient été arrêtés le samedi et le dimanche pour ivresse et tapage, il me prit fantaisie de visiter un des tribunaux de police correctionnelle, à l'effet de voir comment s'y passaient les choses. Information prise à l'hôtel, je me décidai pour celui de Clerkenwell, par la raison que pour m'y rendre j'avais à traverser un des bas-fonds où croupit la population londonienne, et où j'aurais occasion de poursuivre mes études tout en cheminant.

Ayant une longue course à fournir, et de plus ignorant des parages où j'aurais à naviguer, je sortis de bonne heure, presque au saut du lit. La matinée n'était point riante, tant s'en fallait. Il faisait un brouillard à couper au couteau et marié à une fumée jaunâtre, qui rendait le jeu des poumons passablement difficile. Une bruine menue comme de la rosée, mais un peu moins agréable, saturait l'atmosphère. Le soleil, bien que levé à cette heure, brillait par son absence. Et certes il lui aurait fallu toute sa force tropicale pour percer le voile épais dans lequel était noyée la ville.

Après m'être égaré quatre ou cinq fois, j'ar-

rivai au quartier ci-haut mentionné, que je devinai à la saleté hors ligne des rues et à la physionomie sordide des habitations. Les carrefours fourmillaient d'hommes, de femmes et de marmaille, malgré l'heure matinale. Que la richesse mollement et chaudement couchée dorme la grasse matinée, cela se conçoit; mais l'indigence, qui grelotte sur son grabat de chaume, sent le besoin d'activité pour ramener dans ses membres une chaleur normale.

En rasant les maisons, je passai devant quelques intérieurs assez peu protégés contre la curiosité, pour que je pusse y plonger mes regards investigateurs. Mon intérêt s'attacha particulièrement à l'un d'eux.

Il y régnait une confusion, un pêle-mêle indescriptibles, où les choses les plus antipathiques se trouvaient d'aventure gisant côte à côte. Les rares meubles et ustensiles étaient dans un état pitoyable. Rien de valide; ici une table boîteuse ne se tenait debout que par un prodige d'équilibre; là, une chaise aux reins fracturés devait jeter les hauts cris chaque fois que l'on s'asseyait dessus; tout au fond, un grabat étique, abject, repoussant, où, selon toute apparence, couchait la famille entière; à terre, deux vases ébréchés,

dont l'un frémissait d'horreur de se trouver en compagnie de l'autre.

A l'unisson de la demeure étaient les occupants. Une femme, avec un nourrisson sur le bras, était assise devant lâtre, où deux ou trois charbons faisaient semblant de brûler. A côté d'elle, sur le plancher, une petite fille se tenait accroupie, le menton appuyé sur ses genoux serrés, et les bras enlaçant les jambes comme pour retenir la chaleur fugitive. Trois marmots, presque du même âge, trottinaient par la chambre, vêtus d'une simple chemise et crottés jusqu'au blanc des yeux. Leurs traits pâles et hâves ne disaient que trop la maigreur de leur pitance. D'homme il n'y en avait point.

Ces observations, je les fis en passant et repassant à plusieurs reprises devant le réduit. A mon dernier tour, je vis la femme sortir dans la rue avec un petit paquet à la main, vraisemblablement quelques nippes chétives, dont le prix devait procurer à la famille un morceau de pain. Hélas!...

Ce que j'entrevis dans d'autres intérieurs n'était guère fait pour me laisser une impression plus riante de ce quartier de misérables.

Dans la voie publique, des tapées de moutards

dépenaillés et sales à l'avenant, pataugeaient les pieds nus dans la boue noire et gluante du ruisseau. Ça et là des groupes d'hommes et de femmes en costumes impossibles, quelques-uns sans chaussure aucune, fumaient, jasaient, juraient, se chamaillaient, s'engueulaient. Les voix étaient éraillées, le rire avait quelque chose de lugubre et de sinistre. Dans les pays du soleil, la misère s'épanouit parfois en une gaieté franche et de bon aloi ; ici, sous le ciel grisâtre et fumeux d'Albion, la gaieté du paria n'est que de la fausse monnaie, son rire n'est qu'un rictus forcé et sans rayonnement.

L'insondable misère du quartier n'empêchait point les buvettes de faire un furieux débit de poison, même à cette heure matinale. C'était à ne pas y croire. Les hommes y étaient en nombre, et Dieu me pardonne ! les femmes en plus grand nombre encore. D'une taverne du coin, j'en vis sortir plusieurs qui d'ores et déjà étaient sôûles, et qui peut-être venaient de boire en quelques gorgées le pain de la famille pour le restant du jour.

Une d'elles, honteusement débraillée, et la gorge pendante, avait un poupon sur le bras. Elle chancelait, la malheureuse, de manière à

faire craindre que la petite créature ne lui échappât et n'allât se briser la tête sur le pavé.

Un peu plus loin, je fus abordé par une mégère qui me demanda l'aumône, disant qu'elle et sa famille n'avaient rien mangé de toute la journée précédente. Qu'elle n'eût rien mangé, c'était fort possible, mais son haleine empestée disait assez qu'elle avait bu et beaucoup. C'était à asphyxier les mouches. Je me débarrassai d'elle en lui donnant un penny. A quelques pas de là, je la vis qui entrait dans une taverne. Je te laisse à deviner ce que devint mon aumône.

C'était triste, c'était navrant, et ce ne fut pas sans me sentir le cœur allégé, que j'émergeai enfin de cette sentine de misère toute saturée de vice et de dégradation. J'avais vu les *Cinq Points* de New-York, je connaissais les plus minables quartiers de Paris et d'autres grandes villes, mais jamais, non jamais d'aussi dégoûtantes scènes n'avaient offensé mes regards. Et dire qu'il y a pire encore que cela dans Londres, comme plus tard il m'a été donné de l'apprendre (1). N'est-ce

(1) Ce que j'ai appris également plus tard, c'est que les chiffres officiels sont loin, bien loin de donner le nombre réel des indigents qui reçoivent ou ne reçoivent pas assistance. J'ai lu dans le « *Times* » une lettre par laquelle un

pas étrange, n'est-ce pas révoltant, que le pays qui se vante, non sans raison, de posséder le plus de richesse, soit également celui qui exhibe la plus profonde, la plus abjecte misère?

Naturellement je me demandais à quoi ou à qui incombait la responsabilité d'une aussi frappante anomalie. Et une voix intérieure me criait : C'est aux institutions sans nul doute, c'est aux classes gouvernantes qui ne font rien pour élever ces créatures déchues et les mettre dans une condition qui rende impossible un semblable état de choses. Mais, diront messieurs les satisfaits, elles

pasteur de Londres demande au public des secours pour certains quartiers où abonde la misère. « Ces quartiers, » dit-il, « situés au sud de la Tamise et dans le voisinage immédiat de la rivière, contiennent environ 300,000 habitants, dont la plupart sont d'une pauvreté extrême. Cette population, en grande partie composée de savetiers, de brosiers, manouvriers, etc., dont les gages, en été, sont à la fois minces et précaires, se trouve, en hiver, réduite à une condition misérable et déchirante à voir. »

En outre, le nombre est grand, à Londres, des individus de tout âge et des deux sexes, qui, par un froid rigoureux, sont sans asile et obligés de coucher un peu partout à la belle étoile. Une nuit on a trouvé soixante-dix adolescents dans une ruelle au bas du pont de Londres ; ils étaient là couchés pêle-mêle et recouverts tant bien que mal de caisses à claire-voie ! Cela donne des frissons rien que d'y penser...

sont nourries par l'État et par la bienfaisance individuelle, et c'est là tout ce que, humainement, il est possible de faire pour elles. Ah ! vraiment ! vous leur jetez un morceau de pain, et tout est dit. Mais vous en faites tout autant pour un chien. Ainsi vous prétendez avoir atteint la limite du devoir quand vous avez traité une créature humaine ni plus ni moins qu'à l'égal d'une brute ! Allons donc !... Il est pourtant un moyen assez simple, et qu'aussi bien que moi vous connaissez ; ce serait d'élever leurs enfants intellectuellement et moralement, et une fois arrivés à l'âge convenable, de distribuer à chacun d'eux quelques acres de ces immenses terrains qui, depuis des siècles, gisent inutiles, ou ne servent qu'aux plaisirs des grands. Et alors vous en auriez fait des hommes, des citoyens utiles à la patrie, et vous pourriez vous flatter d'avoir fait pour eux tout ce qu'il est humainement possible de faire. Mais non, au lieu de cela, vous préférez tenir le peuple dans l'abaissement, afin de pouvoir l'exploiter à votre aise, et de conserver la puissance dont vous faites un si déplorable usage.

Tout en ruminant de la sorte, j'avais atteint le but de ma course.

Je vis comparaître à la barre à peu près deux

douzaines d'individus, la plupart arrêtés pour désordre, tapage, batterie, résistance à la police et autres gentilleses commises sous l'influence de l'alcool. Quasiment tous étaient coutumiers du fait, et sur leurs trognes exhibaient l'empreinte de la bestialité à différents chefs. Pardon aux brutes ; si je dis bestialité, c'est faute d'une autre qualification, car, en conscience, ce n'est pas justice que de les comparer à ces créatures qui font paille et fumier du plus bel attribut de l'homme, et dans cet état, n'ont plus même l'instinct qui conduit les autres animaux. Entre tous ces cas, qui, de nécessité, produisirent des tableaux de mœurs, suffit d'en décrire quelques-uns des plus caractérisés par la brutalité et le dévergondage.

Dans l'un, le plaignant est un homme de petite taille et de charpente grêle, mais d'ailleurs de physionomie douce et avenante. La prévenue, femme du plaignant, forme, avec son mari, un parfait contraste. Sa stature élevée, ses puissantes épaules, sa forte encolure et ses traits de virago feraient assurément plus d'honneur à la culotte qu'à la crinoline. De temps à autre elle foudroie son mari d'une œillade chargée à mitraille, et on peut juger qu'avec un pareil brin de femme,

le bonhomme ne doit pas être maître dans sa maison.

Le juge. — M. Hall, quelle plainte avez-vous à formuler contre votre femme?

Le plaignant. — Mylord, ce n'est pas la première fois que je me plains d'elle devant ce tribunal, et cela pour des actes qui font de notre ménage un enfer, et menacent mon commerce d'une ruine totale.

Le juge. — Je ne sache pas avoir jamais vu madame ici.

Le plaignant. — C'est que, jusqu'à ce jour, toutes fois et quantes elle était sommée de comparaître, madame se piquait l'intérieur de la lèvre, et prétendait cracher le sang.

La prévenue. — Ha ! vieux brigand, peut-on dire pareilles menteries... Mylord, n'allez pas croire un mot de ce qu'il vous chante là au moins. Je prouverai que je suis de constitution délicate et sujette à cracher le sang.

Le juge. — Ma foi ! ma petite dame, les apparences ne témoignent guère de ce que vous dites ; on n'est point poitrinaire avec une mine comme la vôtre. (*Se tournant vers le mari.*) Maintenant exposez vos griefs.

Le plaignant. — D'abord elle a soustrait de ma

caisse différentes sommes se montant à plus de deux cents livres, et mainte fois elle a détourné des ustensiles pour les mettre en gage. Cependant j'aurais encore fermé les yeux là-dessus, si elle n'était venue faire le diable à quatre dans la boutique, vomissant contre moi des torrents de grossièretés, et finissant par briser un tas d'assiettes, carafes, verres, tout ce qui lui tombait sous la main.

Le juge. — Que faisait-elle de tout cet argent ?

Le plaignant. — Par ma foi ! mylord, je présume qu'elle allait godailler dans les tavernes, car toutes les fois qu'une soustraction avait lieu, madame rentrait soule comme une grive, et c'est alors que j'essuyais les scènes qui sont le sujet de ma plainte.

La prévenue. — Dieu me damne ! quelle abomination ! Comment pouvez-vous croire cela, mylord ? Moi, une femme si douce, incapable de faire du mal à une mouche ! Ah ! vieux scélérat, je te ferai danser quand nous serons à la maison, va !

Le juge. — Madame, vous oubliez le respect dû au tribunal, et vous ne prenez point garde que vos insultes et menaces donnent un démenti à vos protestations. Continuez, M. Hall.



Le plaignant. — Il ne me reste plus qu'à parler de la scène qui m'oblige à présenter une demande en séparation. Le 7 au matin, elle fait tout à coup irruption dans la boutique, et, en présence de plusieurs chalands, m'apostrophe de la sorte : « Sacré coquin, tu ne toucheras pas un penny aujourd'hui, entends-tu ? Et je compte bien faire danser l'anse du panier, prendre et mettre en gage ce que bon me semblera. » Je lui fis des remontrances, elle m'accabla de sottises, me prit par le nez et se mit à le tordre comme elle eût fait une éponge, puis me sauta à la gorge, et me traîna tout autour de la boutique.

L'avocat de la prévenue. — Ma cliente affirme que vous l'avez provoquée...

Le plaignant. — Moi la provoquer ! vous n'y songez pas ; une femme qui pèse deux cent vingt livres !

L'avocat. — Combien de fois vous a-t-elle fait faire le tour de la boutique ?

Le plaignant. — Ma boutique est passablement grande, et c'est bien assez d'un tour, j'imagine, quand on a, pendue au cou, une masse de deux cent vingt livres.

L'avocat (au juge). — Je me fais fort de prouver que ma cliente est victime des mauvais trai-

tements de son mari, et, à cet effet, je produirai nombre de témoins honorables qui attesteront le caractère pacifique et la bonne conduite de mistress Hall.

Le juge. — Il vous serait impossible, je crois, de prouver ce que vous avancez là. Vous oubliez que votre cliente a été citée à plusieurs reprises devant ce tribunal pour méfaits de semblable nature, et assurément ses invectives de tantôt ne dénotent point une humeur fort bénigne. Si elle se permet de telles sorties devant un tribunal, que ne doit-elle pas faire dans l'intérieur de son ménage? Je me prononce dans le sens de la séparation, et dois prévenir mistress Hall que si elle comparait à nouveau, je n'hésiterai point à lui infliger le maximum de la peine.

L'affaire ainsi terminée, les époux se mettent en devoir de quitter la salle, mais le petit bonhomme à distance respectueuse et en arrière de son amour de femme, qui, avant de franchir le seuil, se retourne et lui décoche un regard voulant dire que, malgré la séparation, il n'était pas encore au bout de ses misères.

A ce tableau d'amour conjugal succède une toute jeune fille que deux policeman tiennent par les bras et poussent devant eux.

C'est une luronne taillée en force, haute en couleur et d'une beauté appétissante malgré le délabrement de son appareil. Elle est manifestement sous l'influence de la bouteille, et se rebiffe comme une diablesse contre ses deux acolytes, qui finissent par la traîner à force de bras jusqu'à la barre. On l'accuse d'ivresse fréquente et de gaspillage réitéré dans une boutique d'épicerie.

« Pourquoi ne pas se corriger de ce vice détestable ? lui dit le magistrat.

— C'est, répond-elle, l'amour qui est cause de tout ; c'est lui qui m'a fait perdre la boule.

— Ce n'est point la première fois que vous mettez cette boutique sens dessus dessous.

— C'est au moins la dixième, j'imagine, et pas la dernière que ce sera, vous pouvez y compter.

— En ce cas je vais vous condamner...

— Je vous en défie.

— Ha!...

— Oui, Dieu me damne ! osez me déshonorer, et je me mets toute nue devant vous ! »

Le geste suit de près la parole. Elle fait sauter son chapeau en l'air, flanque son châle à la tête de l'huissier, dégraffe sa robe, et fait mine de pousser jusqu'au bout le dépouillement. Un policeman s'élançe pour y mettre ordre, v'lan ! elle

lui plante un maître coup de poing sur le nez, et continue son décolletage. Trois policemen se sont mis de la partie, et lorsqu'enfin ils sont parvenus à la maîtriser, il ne lui restait plus que le vêtement intime, et encore n'était-il pas dans son intégrité !

Elle a été condamnée à deux mois de travaux forcés.

Eh bien ! que t'en semble, Guillaume ? Est-ce assez de dévergondage ? Non, je crois que la pudique Angleterre est le seul pays où de telles scènes puissent avoir lieu.

On avait disposé de la plupart des ivrognes, et écœuré de cette bouffonnerie bestiale, je m'apprêtais à quitter la salle, lorsqu'il se présenta un cas où l'alcool n'avait rien à voir, et qui me surprit fort par son étrangeté. Il s'agit d'un individu qui a tenté de se donner la mort, et que l'on amène devant la justice pour le remettre en goût de la vie.

Ce quasi-suicidé est un homme d'âge mûr. Il accuse quarante ans, mais sa figure dit bien cinquante, tant elle est minée par de longues souffrances morales et physiques. Ses vêtements, jadis décents, montrent la corde ; mais en revanche, sa physionomie, au contraire de celles qui,



jusque-là, ont comparu à la barre, est intelligente et ne manque pas de dignité. Il a tenté de se noyer dans la Tamise, d'où un policeman, par une sorte d'humanité que le prévenu ne paraît point apprécier, l'a retiré pour le rendre à sa misère et à ses douleurs.

Le magistrat l'admoneste en ces termes :

« Vous êtes accusé d'avoir attenté à votre existence ; convenez-vous du fait ?

— Le nier n'est aucunement mon intention.

— Très-bien ; et j'aime à croire que vous en avez repentir, et que vous concevez toute l'indignité qui s'attache à un pareil acte.

— Nullement, mylord.

— Non ! il faut que vous soyez bien endurci dans le vice.

— Dites plutôt dans la misère, mylord ; le vice, de ma part du moins, n'a rien absolument à voir dans mon affaire.

— Quoi qu'il en soit, il faut avoir un jugement profondément perverti pour ne pas comprendre que notre vie ne nous appartient pas, qu'il ne nous est point libre de quitter le poste où Dieu nous a placés, et qu'un terrible châtement attend ceux qui, comme vous, ont la lâcheté de le désertier.

— D'abord, monsieur le juge, permettez-moi

de vous faire observer que je n'ai point demandé à venir au monde, et de plus que je me burle du diable et de l'enfer, par la simple raison que...

— Malheureux ! ne croiriez-vous pas à un Être suprême et à une vie future ?

— Mille pardons, mylord ; j'ai dit le diable et non point Dieu ; ne confondons pas, s'il vous plaît. C'est précisément parce que je crois à Dieu, et surtout parce que je crois à un monde meilleur, que je veux sortir de celui-ci, où il n'y a plus pour moi que déboires, souffrance et misère ; où, à mon avis, tout marche de travers ; où la probité, si elle est pauvre, n'est tenue que pour un meuble inutile, sinon gênant, tandis que le vice et la fraude, s'ils sont riches, se trouvent entourés d'honneurs et enivrés d'adulation, non-seulement par les gens du monde, mais encore, et peut-être plus, par les soi-disant ministres de l'Évangile. La religion du Christ, telle qu'ils l'ont travestie et dénaturée, n'est qu'un moyen de faire croupir les masses dans l'ignorance de leurs droits naturels, et de conserver aux puissants et aux riches l'opulence et le pouvoir, souvent acquis par des iniquités.

— Quant à moi, longtemps j'ai lutté contre vent

et maréc, mais les forces humaines ne sont point inépuisables, et je sens que les miennes sont à bout et refusent de me traîner plus loin. Aussi ne suis-je rien moins que reconnaissant envers celui qui m'a rendu le prétendu service de me retirer de la Tamise. Il aurait mieux fait de m'y laisser. De quoi diantre se mêlait-il?

Quand de quitter la vie j'ai conçu le dessein,
Au diable le sauveur, qui n'est qu'un assassin !

— Il est regrettable qu'un homme intelligent et instruit, comme vous me semblez l'être, nourrisse des sentiments aussi exécrables. Je me vois donc forcé à vous infliger trois mois de prison, et j'aime à croire que, durant ce temps, la réflexion vous ramènera à des idées plus saines.

— Mylord, si vous vous imaginez que la prison soit propre à me réconcilier avec l'existence et la société, vous êtes dans une bien étrange erreur.»

Bien loin de vouloir faire l'apologie du suicide, je le tiens, au contraire, pour un manque de courage moral, et suis d'avis que l'on doit bravement rester à son poste jusqu'à la dernière extrémité, ne serait-ce que par la raison que, si longtemps que l'âme n'a pas fait divorce d'avec le

corps, il n'y a pas lieu de jeter son bonnet pardessus les moulins.

Viennent le vent et la foudre et les flots;
Je veux mourir le harnais sur le dos !

Mais, à part ces considérations, je trouve que la loi anglaise est d'une suprême absurdité. Car que se propose-t-elle ? Évidemment de corriger le prévenu, et de le rattacher à la vie qu'il a voulu abandonner. Or, dis-moi, l'emprisonnement est-il un moyen bien efficace pour cela ? Que le magistrat fasse comparaître devant lui le malheureux, et qu'à huis clos, il lui adresse une admonition, à l'effet de le ramener à un sentiment plus juste de son devoir et de sa dignité, rien de mieux. Mais de lui faire subir la honte d'un interrogatoire public, et pis encore, de l'envoyer en prison avec des chena-pans et des malfaiteurs de toute sorte, n'est-ce pas, au contraire, le moyen de lui rendre l'existence plus odieuse que jamais ? Un autre objet que se propose la loi, c'est que la crainte du châ-timent et de la honte détourne les autres d'imiter son exemple. Mais en ceci elle est tout aussi absurde, si elle ne l'est pas davantage. En effet, celui qui a résolu d'en finir avec la vie, ne songe guère à cette loi, et s'il y songe, ce ne peut être

pour lui qu'un motif de plus pour prendre ses mesures de manière à ne point manquer son coup. Cette loi n'a donc ni queue ni tête, ni bon sens ni logique.

Ainsi en est-il de beaucoup de choses, et de la prostitution entre autres. La législature anglaise, dans sa pudibonde réserve, répugne fort à toucher cette plaie sociale, sans doute par la crainte de s'y salir les doigts. Réglementer la prostitution ! pouah ! ne serait-ce pas la reconnaître et s'en déclarer complice ? Cent fois mieux vaut lui jeter la bride sur le col et lui laisser faire ses fredaines en toute liberté ! L'hypocrisie nationale encore et toujours.

En sortant du tribunal, je me dirigeai du côté de Hyde-Park, avec l'intention d'assister à l'exposition que les crésus de Londres y font chaque jour de leurs personnes et de leurs équipages. La brume s'était dissipée, et le temps était beau, du moins aussi beau que puisse le faire le soleil phthisique d'Albion. J'avais donc lieu d'espérer qu'il y aurait grand concours de millionnaires et de beautés aristocratiques. Après avoir vu la foire aux misères, il était bon, il était intéressant de contempler, en façon de contraste, la foire aux vanités.

Lorsque j'atteignis l'entrée du parc, il y avait foule, et les abords se trouvaient tellement encombrés d'équipages, que c'était à grand'peine que la police réussissait à mettre un peu d'ordre parmi cette pétaudière de véhicules. L'écheveau finit par se débrouiller, et la parade commença. Mais il est, au sujet de l'allée où elle avait lieu, une particularité assez curieuse pour que je t'en fasse part.

Jadis, au temps des Georges, elle était spécialement affectée à la cour, et naturellement s'intitulait Allée royale (*Royal Row*). L'attribut *royal*, s'est, par la suite, altéré en *rotten*, de façon qu'à cette heure ce n'est plus *Royal Row*, mais bien *Rotten Row* (Allée pourrie), qu'on l'appelle. Cette transformation est-elle intentionnelle, ou simplement un effet du hasard? Je ne sais. En tout cas, la différence n'est pas si énorme que, à première vue, elle en a l'air, royauté et corruption étant un peu cousines germaines, ou je me trompe fort.

Le défilé s'opérait devant une foule de badauds dont les yeux s'écarquillaient pour admirer la tourbe dorée. Parmi celle-ci, les uns jouissaient manifestement de cet hommage rendu, en leur personne, au veau d'or; d'autres, dans une attitude nonchalante et blasée, paraissaient être cui-

rassés d'indifférence ; quelques-uns portaient sur leurs lèvres le symptôme bien prononcé du dédain, et peut-être n'y en avait-il pas un sur dix qui, dans son for intérieur, ne se crût, de par la nature, à cent piques au-dessus de la cohue admiratrice.

Durant une demi-heure que je restai là planté, non certes pour m'abreuver d'extase, mais tout simplement pour observer, je vis défilier devant moi nombre de beaux hommes et de jolies femmes, de fringants chevaux et de riches véhicules plus ou moins historiés, sans parler des laquais enfarinés et galonnés, lesquels, à l'instar de la valetaille en général, avaient la mine plus hautaine que leurs maîtres. Besoin n'est pas de te dire que les femmes, jeunes et vieilles, étaient ébouriffantes de toilette. Chacune d'elles, je suis assuré, étalait sur sa personne assez d'étoffe pour en habiller quatre fort décemment ; et de diamants, montres, chaînes, médaillons, colliers, bracelets, anneaux et autres somptueux brimborions, il y en avait, sur ma foi ! des charretées.

Quel pénible contraste entre ces enfants gâtés de la fortune, ces nababs tout cousus de guinées, nageant dans le luxe et les voluptés du monde, et ces pauvres hères des bas fonds de la capitale, à demi-nus, sans pain ni abri assurés, se vautrant

dans l'ordure, la misère et la dégradation ! Nulle part ailleurs, à coup sûr, ces extrêmes n'atteignent des proportions aussi démesurées, et, après avoir contemplé de pareils tableaux, on ne s'étonne plus de cette définition épigrammatique : « L'Angleterre est un pays d'aristocrates et de mendiants. » Pourtant elle n'est pas complète, puisqu'on a laissé en dehors la classe moyenne qui, pécuniairement, est dépendante des nobles et des princes du commerce, et partant se trouve disposée, dans son intérêt matériel, à être leur très-humble et très-obséquieuse servante. Cette définition fait donc un tort flagrant à la classe boutiquière, et, pour lui rendre justice, je propose de la remplacer par celle-ci : « L'Angleterre est un pays d'aristocrates, de valets et de mendiants, ou, autrement dire, un pays où l'aristocratie, avec ses scandaleuses richesses, tient la classe moyenne par la bourse, et les classes infimes par le ventre. »

Puisque je tiens sous ma plume les aristocrates et leurs compères les crésus, mal ce serait à moi de les lâcher sans avoir touché au moins un tantinet aux mœurs de ces messieurs. Jusqu'à présent, c'est le menu peuple, ou la lie, si tu veux bien, qui a été presque exclusivement l'objet de mon récit ; des hautes classes, des seigneurs

du sol, des crésus du commerce et de la finance, de la fine crème de la société enfin, je l'ai dit seulement quelques mots en passant, et comme à la course. Cela va de soi; le peuple vit beaucoup dans la rue, à ciel ouvert, et pour peu qu'on y tienne, c'est chose facile que de le prendre sur le fait; mais les richards et les grands, ils ont les moyens de faire leurs fredaines en cachette, et de mettre une sourdine à leurs vices, voire même à leurs crimes. Il aurait fallu, pour les étudier, être à même de franchir le seuil sacré de leurs demeures, de fréquenter leurs clubs et leurs lieux d'amusement; bref, il aurait fallu avoir l'honneur grand d'être admis à leur société intime. Mais le moyen, quand on n'a pas la plus petite lettre d'introduction, et que, de plus, on est comme moi marqué au sceau du prolétariat? Pour le moment donc, j'étais réduit, afin de compléter le tableau, de puiser ailleurs que dans mes observations personnelles, et d'avoir recours à une peinture d'emprunt. Cette peinture, la voici dans toute sa fraîcheur, telle que je l'ai trouvée dans le journal *The Irish Republic* :

« La décadence de l'Angleterre est due à la corruption qui règne en souveraine dans toutes les couches de son système social. Depuis deux ou

trois siècles, elle pille impitoyablement les nations faibles de la terre. Sous l'hypocrite prétexte de répandre les vérités sacrées de l'Évangile parmi les païens, elle a pillé et pille encore l'Inde, la Chine, le Japon et tous les autres peuples qu'elle sait incapables de résister à ses armées ou à ses flottes. Elle vole aux Irlandais, en moyenne, quatre cent mille dollars par an, et les sommes qu'à la gueule du canon elle a extorquées aux Indiens et aux Chinois, sont incalculables. Cette pléthore de richesses a eu pour effet de la dégrader et de la corrompre au-delà de ce qu'il est possible d'imaginer. Dès longtemps, son aristocratie est, de notoriété publique, perdue à tout sentiment d'honneur, et ses mœurs, ainsi qu'en font foi les cours criminelles, sont d'une licence dont rien n'approche. Se griser honteusement, flouer aux courses de chevaux, jouer aux jeux de hasard et refuser de payer quand on perd, se cribler de dettes et faire des trous dans la lune, sont choses d'assez commune occurrence parmi ses membres. Et, comme pour mettre le comble à tout cela, voilà que le « *Saturday Review*, » l'organe de l'aristocratie, dans un article intitulé « *Ivrognerie dans les hauts lieux*, » vient nous apprendre que les femmes d'Angleterre suivent

l'exemple de leurs hommes, et souillent leur intérieur par le vice et la débauche. Avec la perte de son prestige national et le déclin toujours croissant de sa puissance, avec une noblesse abimée dans la boisson, le jeu, la flouerie et les dettes, avec la masse de ses électeurs qui se vend pour quatre sous et un verre de grog, avec ses femmes adonnées à des habitudes vicieuses, ne peut-on pas dire de cette Angleterre, jadis si hautaine, qu'elle s'achemine vers une convulsion politique aussi terrible que la première révolution française, ou vers une débâcle aussi complète et non moins irréparable que celle de l'empire romain ? »

Certes, entre cette satire nauséabonde et l'apologie parfumée de M. Gouraud, la différence est incommensurable, et si le nom de l'Angleterre n'avait pas été écrit en toutes lettres dans l'une et dans l'autre, jamais on ne se fût douté qu'il y était question d'un seul et même peuple. Il s'agissait donc de juger lequel de ces deux morceaux disait vrai, ou tout au moins lequel se rapprochait de la vérité. Je ne restai pas longtemps indécis. J'avais déjà trop appris et trop vu de l'Angleterre pour décerner la palme de la véracité à M. Gouraud, et en supposant même que le journal cité eût un peu trop sévèrement manié la

verge, et que la corruption ne fût pas aussi profonde qu'il la représentait, je devais forcément conclure que cette critique était, au demeurant, assez conforme à la vérité. D'ailleurs, s'il est vrai, comme l'histoire nous en fournit de si nombreux exemples, que l'extrême pauvreté et l'extrême richesse produisent, à la longue, des effets éminemment pernicieux sous des formes différentes, c'eût été merveille en vérité, si l'Angleterre n'avait pas subi l'influence de ce double fléau social. Au surplus, ce que depuis lors j'ai été à même de voir ou d'apprendre de sources non équivoques, ne m'a laissé aucun doute à ce sujet, et je tiens pour assuré que dans ce pays les classes gouvernantes, y compris la plus haute famille du royaume, sont assez généralement adonnées à la boisson, aux jeux de hasard et à la débauche.

Après mon dîner, je me mis à fouiller dans les feuilles publiques encore et toujours à la recherche de renseignements. Les journaux offraient alors un intérêt peu ordinaire, grâce à l'approche de nouvelles élections nécessitées par la réforme électorale. Les orateurs de l'un et de l'autre parti, qui sont comme les deux grandes roues de la vénérable machine constitutionnelle de la Grande-

Bretagne, s'étaient mis en campagne, et prélu-
daient, par des escarmouches, à la longue bataille
que devait décider le vote électoral. Comme
d'habitude, les gazettes reproduisaient ces haran-
gues en tout ou en partie, et les appréciaient plus
ou moins longuement selon l'importance et l'ha-
bileté de l'orateur. Or, en jetant les yeux sur le
« *Daily Telegraph*, » je m'arrêtai au compte-
rendu d'un discours prononcé par un éloquent
avocat de Manchester, M. Jones, lequel avait
joué un rôle éminent dans l'agitation chartiste,
et avait subi l'emprisonnement pour la cause de
la liberté. M. Jones était un de ces grands et
nobles cœurs, bien rares de par le monde, en
Angleterre surtout, poussant le dévouement pour
le peuple jusqu'à l'héroïsme, et volontiers souf-
frant pour leurs convictions. Un trait de lui met
bien en relief son caractère généreux et chevale-
resque.

Lorsqu'éclata l'insurrection de la Pologne, en
1830, il se trouvait à Berlin, où son père était
attaché comme major à l'armée prussienne. Un
beau matin, il disparut sans mot dire, de la mai-
son paternelle. On battit la ville et la campagne
à sa recherche, et on finit par l'attraper sur la
grand'route, à une bonne distance de la capitale.

Jones, âgé alors de douze ans, était parti en guerre au secours des Polonais opprimés.

Dans son discours électoral, d'ailleurs fort remarquable, il y avait un passage qui attira particulièrement mon attention, attendu qu'il avait trait à la base des institutions sociales et politiques, je veux dire la question territoriale. L'orateur non-seulement y confirmait ce que je tenais de mon interlocuteur de la veille sur le petit nombre de propriétaires fonciers, mais de plus il faisait une remarque pleine de signification; c'est que leur nombre, à la fin du siècle dernier, s'élevait encore à 250,000, et que, depuis cette époque, il avait toujours été en diminuant, à tel point qu'en 1822, il se trouvait réduit à 32,000. Mieux que cela, de nos jours, la moitié de l'Angleterre et les trois quarts de l'Écosse, sont la propriété de deux cent cinquante personnes au plus! Là-dessus, M. Jones faisait contraster la France avec la Grande-Bretagne; la première, où le nombre de propriétaires déjà fort grand tend encore à augmenter; la seconde, où ce nombre déjà si minime menace de se réduire de plus en plus. Et il se demande si ce n'est pas bien à cela qu'il faut attribuer la différence entre les deux pays à l'endroit du paupérisme, différence énormément



en faveur de la France. Pour moi, je suis assuré que c'est là que réside le secret de notre supériorité à cet égard, ainsi qu'à certains autres que je te mentionnerai en temps et lieu convenables.

A ce sujet, le *Daily Telegraph*, que j'avais entre les mains, contredisait l'orateur, prétendant que les possesseurs de maisons sont eux aussi, de par le fait, propriétaires fonciers, et comme tels devraient être ajoutés au chiffre donné, ce qui le ferait monter considérablement plus haut. Voilà, ce me semble, une argutie passablement sotté, si elle est de bonne foi. A coup sûr, la maison, à moins que ce ne soit un château en Espagne, n'est point bâtie en l'air. Mais est-on propriétaire territorial par le seul fait que l'on possède le terrain sur lequel se trouve la bâtisse? Évidemment non, car le sol fait partie intégrante de la maison, et tant que le bâtiment est debout, il y a là une maison et rien de plus. Les arguties du *Daily Telegraph* prouvent seulement une chose, c'est que lorsque l'on veut à toute force défendre un système vicieux, on en est réduit à fendre des cheveux en quatre et à élaborer des finasseries indignes d'une plume sérieuse.

La lecture de ce discours achevée, je me pris à passer une revue rétrospective de tout ce que

j'avais vu de mes propres yeux ou que j'avais appris par divers intermédiaires depuis mon arrivée dans la Grande-Bretagne. D'ores et déjà, à la vérité, j'avais ébauché certaines conclusions, mais ce n'était que sous réserve, ne voulant point me prononcer à la légère sur une matière de cette importance. Aussi m'étais-je promis de revenir sur mes pas à la façon de Descartes, et de ne conclure définitivement qu'avec pleine connaissance de cause. Or, dans ma récapitulation, je me trouvais en présence de faits passablement contradictoires. D'un côté, je voyais liberté de la presse, liberté de la parole, liberté de rassemblement, tout ce qui constitue la liberté politique la plus large, et de l'autre la misère et l'opulence portées à leurs extrêmes limites, la prostitution exercée sur une immense échelle, l'ivrognerie plus répandue que nulle autre part, la violation des lois double de ce qu'elle est en France, en un mot comme en cent, je voyais la liberté sans le cortège de bienfaits qui, selon moi, et d'un accord général, doivent nécessairement accompagner ses pas. Je me trouvais ainsi face à face avec cette alternative : ou la liberté n'est point ce que j'ai toujours aimé à me la figurer, à savoir la bienfaitrice des peuples, la nourrice féconde

du bien-être, de la moralité et de la dignité personnelle, ou bien l'Angleterre est sous le coup d'une étrange illusion, elle qui se croit en possession du plus parfait des gouvernements, et se glorifie d'être de toutes les nations la plus libre, tandis que de toutes les libertés elle n'a guère que les apparences, le faux semblant, l'ombre au lieu de la réalité. Mais il m'en coûtait trop de me rendre à la première hypothèse, d'autant plus que ma croyance aux bienfaits de la liberté était basée sur des faits positifs, soit dans les temps antiques ou dans les modernes. L'histoire ancienne faisait passer sous mes regards les républiques de la Grèce ainsi que celle de Rome cheminant dans la voie du progrès, leurs populations morales et heureuses tant que chez elles s'était conservée la liberté dans sa pureté et dans sa vigueur originelles; puis, se corrompant et déclinant du moment où commencèrent à se corrompre et à décliner leurs institutions sociales et politiques. Encore mieux, j'avais devant moi le vivant tableau de la plus grande république qui jamais ait existé, celle des États-Unis de l'Amérique du Nord. Ce n'était ni par ouï dire ni parce que j'en avais vu dans les livres, que je connaissais cette grande et glorieuse démocratie; c'était,

comme tu le sais, de mes propres yeux que je l'avais contemplée à l'œuvre, et que j'avais approfondi ses institutions civiles et politiques. Or, à l'exception de deux ou trois grandes cités du littoral, qui sont infestées d'un ramassis d'aventuriers, de chevaliers d'industrie et de sacripans venus des quatre coins du monde, tout ce dont j'avais été témoin n'avait fait que consolider en moi ma croyance en la supériorité du gouvernement démocratique. Le spectacle seul de la Nouvelle-Angleterre, où longtemps j'avais habité, aurait amplement suffi à me convertir à la foi républicaine, si déjà elle n'avait pris racine en mon âme; car cette partie de l'Union avait offert à mon admiration la population la plus morale, la plus industrielle et la plus exempte de misère qui soit sur la surface du globe.

Ma croyance aux bienfaits de la liberté se trouvant ainsi retrempée, je pouvais hardiment conclure que si les données par moi acquises étaient exactes, les institutions britanniques devaient être, dans une grande mesure, mensongères, sophistiquées, malsaines, attendu que je ne pouvais admettre que la liberté fût à la fois, pour l'Angleterre, une cruelle marâtre, et pour les autres nations une mère pleine de tendresse. Il y a certes,

dans les lois morales trop de logique, pour qu'une pareille anomalie soit possible.

Arrivé à ce point, il allait de soi que j'investigasse la cause qui faisait de la sorte avorter les institutions de la Grande-Bretagne, en d'autres termes, je voulais découvrir le ver rongeur qui faisait que l'arbre ne portait guère que des fruits tarés et insalubres. Pour ce, je raisonnai comme suit :

La cause que je cherche est à coup sûr un vice radical, et, comme tel, doit résider dans la constitution sociale, d'où découle la constitution politique, laquelle n'est, à tout prendre, que le boulevard de la liberté, là où la liberté existe, et non point, comme beaucoup le croient, la liberté essentielle. Or, sur quoi est basée la liberté sociale et civile? Sur la propriété, à mon avis, et surtout la propriété foncière, qui donne à l'individu des moyens assurés d'existence, et lui permet d'être, à un haut degré, indépendant des autres. Non pas qu'il soit nécessaire, pour qu'un peuple soit libre, que tous les individus soient propriétaires, mais au moins faut-il que la majorité le soit, la majorité qui par là est la source du pouvoir, et qui, si elle est politiquement assez éclairée, se sent intéressée à ce que nulle classe, nul individu ne domine et n'impose la loi à toute la nation.

Mais ne perdons pas de vue que c'est la terre avant tout qui est la base du pouvoir, soit oligarchique ou démocratique, selon qu'elle se trouve entre les mains d'un petit nombre d'hommes ou entre celles d'une portion majeure de la population. « *Land is freedom,* » la terre c'est la liberté, et c'est également le pouvoir, puisqu'il n'y a pas de liberté véritable sans le pouvoir législatif. Aussi la question territoriale a-t-elle été une question de vie ou de mort dans les républiques anciennes comme dans les modernes.

A Sparte, l'énorme inégalité des fortunes causant des troubles continuels et de sanglantes émeutes des pauvres contre les riches, Lycurgue décréta le partage des terres, et aussi longtemps que fut respectée cette loi, Lacédémone jouit de l'ordre et de la liberté, tels du moins qu'elle entendait ces deux choses. A Athènes, mêmes désordres amenés par la même cause. Solon, il est vrai, refusa le partage de la propriété, mais il abolit les dettes et promulgua des lois tendant à éviter la concentration des biens territoriaux. Rome, où il n'y eut jamais autant de liberté que dans les républiques grecques, précisément à cause de la plus grande inégalité des fortunes, Rome conserva ses institutions intactes durant

toute la période où elle demeura pauvre; mais ses conquêtes ayant enrichi ses patriciens outre mesure, l'oppression d'une part et la vénalité de l'autre, furent portées à leurs extrêmes limites. Et en vérité il ne pouvait en être autrement dans une ville où, à une certaine époque, il y avait tout au plus deux mille individus qui fussent propriétaires, et où le reste se composait de trois cent mille mendiants! Dans la vue d'extirper cette lèpre sociale et politique, et de ramener Rome à ses vertus premières, les Gracques ne virent rien de mieux que de transformer tous ces pauvres en propriétaires et de les régénérer par la saine influence du travail. La république possédait des terres immenses dont les grands s'étaient emparés contre toute justice; les Gracques proposèrent de les leur reprendre et de les distribuer à la plèbe en petits lots inaliénables. C'était là enfoncer le bistouri jusqu'aux chairs vives et trancher le mal dans sa racine même. Telle fut la fameuse loi agraire. Les patriciens sentant bien que cette mesure une fois mise à exécution, leur pouvoir serait perdu à tout jamais, s'y opposèrent désespérément, et réussirent enfin à la faire avorter dans des rixes sanglantes, où ses deux auteurs trouvèrent une mort glorieuse.

Passant du monde antique au monde moderne, mes regards s'arrêtent sur l'Union américaine et sur la Suisse, les deux nations qui seules jouissent d'une liberté incontestable, et je vois que le sol est, dans l'une comme dans l'autre, divisé en un grand nombre de fermes, que, pour la plupart, les propriétaires cultivent de leurs propres mains. En Amérique, je vois que naguère, dans les États du Sud, où prévalait le système opposé, la liberté n'était qu'une ombre, et qu'en fait les planteurs formaient une oligarchie pure et simple, qui faisait une tache honteuse sur l'étendard étoilé de la Confédération. Je vois encore que c'est surtout à la classe nombreuse des fermiers que la république doit d'avoir conservé son intégrité dans l'effroyable conflit qui a eu lieu entre les deux sections jusque-là toujours discordantes, le Nord et le Sud. Car ce fut la classe des fermiers qui fournit les plus nombreux et les plus vaillants soldats aux armées de la liberté; et ce furent encore les fermiers qui, par leurs votes, contribuèrent le plus à porter l'honnête patriote Lincoln pour la deuxième fois au fauteuil présidentiel. Donc, dans tous les États où il y a eu et où il y a de nos jours une liberté de bon aloi, cette liberté se trouvait et se trouve fondée sur la propriété

foncière suffisamment divisée pour former une classe capable de résister aux empiétements de l'ambition.

Halte-là ! tu me cries, et la France ! Le gouvernement personnel de Louis-Napoléon ne contredit-il pas la théorie que tu viens de développer ? Pardon ; j'ai dit que pour s'opposer à la domination d'une classe ou d'un individu, il faut que la majorité soit politiquement assez éclairée. D'ailleurs je maintiens que, depuis la grande révolution, la France jouit d'une plus grande somme de liberté civile, c'est-à-dire de liberté essentielle, qu'aucune des nations où le sol se trouve en un petit nombre de mains. N'eût été leur courte vue en matière politique, les paysans auraient su qu'à la liberté civile il faut un boulevard protecteur, et ils ne se fussent point prêtés à l'absorption du pouvoir législatif par un seul individu.

Cela dit, je reporte les yeux vers la Grande-Bretagne, et là un spectacle tout différent de celui de l'Union américaine et de la Suisse, offusque mes regards. Cette liberté dont elle se vante si haut, et à laquelle presque tout le monde semble croire, sur quelle sorte de base est-elle établie ? Sur le paupérisme et le servage d'une grande

portion des travailleurs de la ville et de la campagne. De fait, que sont ces manouvriers du sol avec leurs étiques salaires, leurs nombreuses familles, leur incessant et pénible labeur, leur ignorance crasse et l'abrutissement qui est la conséquence inévitable de leur misérable condition, que sont-ils, si ce n'est des serfs que la loi n'attache pas à la glèbe, il est vrai, mais que la nécessité n'enracine pas moins fatalement à la terre qu'ils fertilisent de leurs sueurs? Et les ouvriers des fabriques, classe nombreuse dans un pays où l'excès de la population, l'insuffisance du sol et le système des grandes fermes rendent indispensable l'immense développement de l'industrie manufacturière; ces ouvriers que sont-ils, si ce n'est les serfs des villes, livrés à une occupation étioilante, et travaillant par centaines et par milliers, pour un seul homme qu'ils enrichissent à leurs dépens? Toi, citoyen d'un pays libre, où prévaut un système diamétralement opposé, crois-tu qu'une pareille fondation soit capable de supporter une liberté substantielle et forte? Non, assurément, et comme moi tu jugeras qu'elle peut bien porter l'ombre de la liberté, mais jamais la chose elle-même.

Tu dois voir dès à présent dans quel but la

concentration des biens territoriaux a toujours été en augmentant depuis la fin du siècle dernier, ainsi que M. Jones en fait la remarque dans son discours électoral. L'aristocratie anglaise, effrayée par la révolution française, et craignant d'être débordée par le flot démocratique, aura voulu lui opposer une digue, et se sera dit : Concentrons de plus en plus le territoire entre nos mains, ôtons plus que jamais au peuple ses meilleurs moyens d'indépendance, et alors, si par trop il nous presse, nous pourrons impunément lui faire des concessions, voire lui octroyer toutes les libertés possibles, sur le papier s'entend.

Ici, il me restait à m'expliquer comme quoi un peuple se laisse décevoir à un tel point, et bonnement, pour ne pas dire bêtement, s' imagine la liberté possible en de semblables conditions. D'abord, de nos jours, au point de progrès où nous sommes arrivés, il entre dans la politique des gouvernants qui exercent un pouvoir arbitraire, de déguiser les dehors et de faire accroire à leurs gouvernés que leurs droits naturels ne sont point lésés par eux. Au temps jadis, aucunement nécessaire n'était cette précaution, et de sauver les apparences, monarques ou oligarques avaient fort peu souci; ils étaient simplement,

brutalement despotiques. Mais à cette heure, il en va autrement ; on estime, ou plutôt on craint assez le peuple pour se donner la peine de lui jeter de la poudre aux yeux. Aussi, l'oligarchie britannique, nobles ou crésus, ne se lasse-t-elle point de corner sur tous les tons, soit elle-même ou par ses organes, que la nation est aussi libre qu'il soit possible de l'être. Et en cela, elle se trouve singulièrement servie par l'orgueil insulaire qui se plaît à considérer Albion comme un pays privilégié, et les Anglais comme un peuple choisi entre tous pour être offert en modèle aux nations de la terre. Une autre chose lui vient puissamment en aide, à savoir la complexité, l'enchevêtrement, l'embrouillamini, les ténèbres qui font de la constitution britannique un dédale inextricable, où seuls ceux qui en ont spécialement exploré les tours et les détours, les coins les arrière-coins, les panneaux et les chausse-trappes, peuvent retrouver leur chemin, et encore ! Ajoute à cela que l'esprit anglais n'est pas des plus clairs, qu'il est matériel, pesant, et que les idées s'y débrouillent avec une lenteur extrême, et tu auras la clef de cet immense charlatanisme qui fait que ce peuple entravé, de liens assez grossièrement déguisés, au demeurant, se figure

jouir de la plus grande somme de liberté possible.

Je ne t'ai pas, jusqu'à présent, dit un seul mot de l'Irlande dans ses rapports avec l'Angleterre. Mais le moment est venu, et je sens que ce chapitre serait incomplet, si je n'insérais ici quelques appréciations sur un sujet d'aussi majeure importance.

De prime-abord, si, comme le démontrent les faits, il y a en Angleterre si peu de véritable liberté et tant de misère, que doit-il en être de l'Irlande, qui toujours a été traitée en pays conquis, et qui toujours le sera, je le crains, aussi longtemps qu'il ne lui sera pas permis de légiférer pour elle-même. Les Anglais nient cela, je le sais, ils nient que l'Irlande ait de justes griefs contre leur pays, et ils vous diront que, représentée comme elle est au parlement britannique, elle a une garantie suffisante pour le maintien de ses droits et de ses libertés, tout comme l'Écosse ou n'importe quel comté d'Angleterre. Mais ce qu'ils ne disent point, c'est qu'il existe très-généralement parmi eux une malveillance et un mépris fortement accentués à l'encontre de la nation irlandaise, une détermination bien arrêtée de la fouler aux pieds et de la tenir dans la misère. En cet état des esprits, à quoi sert aux Irlandais

d'être représentés au parlement britannique? tout au plus à proférer des plaintes auxquelles on fait la sourde oreille, ou à émettre des projets de loi qui viennent fatalement se briser contre l'antipathie d'une écrasante majorité.

Un long et lugubre chapitre est celui des griefs de cette généreuse Irlande, et pour le traiter convenablement et à fond, ce ne serait point trop de tout un volume. Obligé que je suis de me restreindre, je m'en tiendrai à la question territoriale, qui renferme le grief capital, celui où prennent leur source presque tous les autres.

Ce fut sous la reine Élisabeth que fut inauguré ce diabolique système de spoliation qui a fait de la verte Érin un des plus pauvres et misérables pays de notre globe. Jusqu'à Henri VIII, la dépendance de l'Irlande n'avait guère été que nominale, la plupart des chefs étant indigènes et gouvernant leurs petites possessions sans trop s'inquiéter de la métropole. Ce monarque, pour la mieux tenir sous sa griffe, l'érigea en royaume, et y institua une espèce de parlement national, tout en ayant soin de se concilier l'esprit des chefs en leur garantissant la propriété du sol par des lettres-patentes. Ce fut par ce moyen qu'il put tranquillement effectuer la suppression des



monastères dans le pays. Élisabeth, la royale mégère, alla plus loin. Le grand crime de l'Irlande, à ses yeux, était d'être de la même religion que sa victime, la belle et infortunée Marie Stuart. En violation flagrante des lettres-patentes de son père encore toutes fraîches, une grande partie du sol fut morcelée et conférée en toute propriété à des colons anglais, dont la race et la religion étaient autant de sources d'antipathie entre eux et les indigènes. Cette spoliation ne s'accomplit point sans coup férir; vaillamment les Irlandais défendirent leurs terres, et de sanglants conflits eurent lieu. Mais le nombre finit par l'emporter.

Cromwell, cet autre ennemi forcené des catholiques, mit le couronnement à l'œuvre d'Élisabeth, un couronnement qui a pour sanglants fleurons les horribles massacres de Drogheda, de Waxford, de Clonmel et autres lieux. Drogheda, nom écrit en lettre de sang dans le cœur de tout véritable Irlandais! Ce fut là que Cromwell, le stricte puritain, l'homme pieux entre tous, après avoir donné sa parole qu'il épargnerait la garnison, si elle voulait mettre bas les armes, ordonna un massacre général où périrent cinq ou six mille individus de tout âge et de tout sexe. **L'Irlande**, une fois sous le talon de sa botte,

Cromwel peupla le nord de l'île de colons étrangers; et ainsi fut consommé ce crime de lèse-nation, ainsi fut introduit cet élément de discorde qui depuis lors a fait couler des flots de sang entre les catholiques et les orangistes. D'autant plus cruelle était cette spoliation, que les Irlandais, à l'instar des populations celtiques, sont fortement attachés au sol, et partant inclinent plus à l'agriculture qu'à la fabrication et au commerce. A quoi il est bon d'ajouter que, parmi les grands propriétaires fonciers, beaucoup ne résident pas dans l'île, et ainsi dépensent ailleurs les énormes richesses qu'ils tirent de ses entrailles. Donc, cet infortuné pays est dépouillé de sa substance, pressuré, saigné à blanc; c'est pour l'Angleterre une vache à lait qui, de cette parasite ne reçoit en retour que le mépris et la servitude. Quoi d'étonnant alors qu'elle soit affligée de famines fréquentes, et que sa population, au lieu de s'accroître, diminue dans d'effrayantes proportions! Avec cela qu'il n'y a point apparence de meilleures destinées pour elle dans cette union si mal assortie. Non, tant que l'Irlande sera liée à l'Angleterre, elle sera traînée à la remorque, et jamais n'aura la liberté d'action nécessaire pour développer ses ressources nationales. Le chef du parti

conservateur, M. Disraéli, a eu le révoltant cynisme de dire publiquement que la famine était la plus heureuse chose qui pût arriver à l'Irlande pour le bien-être de sa population ! Machiavel ou Malthus n'aurait pas mieux dit. De telles paroles dans la bouche d'un homme d'État te donnent la mesure du bon vouloir de l'aimable Albion à l'égard de la pauvre Érin. Même parmi les Anglais les plus libéraux, il n'en manque pas qui ne veulent voir en elle qu'une sœur disgraciée de la nature, incapable d'agir en bien pour elle-même, et bonne tout au plus à servir de Cendrillon aux autres. Si ce n'est point vrai, c'est du moins logique. Parbleu ! ne faut-il pas calomnier ceux que l'on opprime sous peine de passer pour injuste et tyrannique ? Un crime en amène un autre ; c'est la brutale logique des faits.

Mais quoi qu'en dise M. John Bull, l'Irlandais est intelligent et de plus spirituel, et, dans les classes aisées, il est généralement plus instruit que son maître. Doué d'un esprit limpide en sa qualité de Celte, il est de première force dans l'organisation et l'administration, deux choses auxquelles l'Anglais, avec sa cervelle brumeuse, s'entend comme à ramer des choux. Érin a donné à l'Angleterre ses plus grands orateurs : Burke,

Grattan, Sheridan et bien d'autres encore; elle lui a donné son plus heureux, sinon son plus habile général, Wellington; quelques-uns de ses meilleurs écrivains, Swift, Goldsmith, Moore, Sheridan, Francis, l'auteur du célèbre *Junius*; et de plus, elle lui fournit aujourd'hui ses journalistes les plus spirituels et les plus élégants. Parasite ingrate pour les productions intellectuelles aussi bien que pour les autres, Albion les accapare, se les attribue comme son bien propre, et ne dit même pas merci.

Cependant, si au lieu de faire de l'Irlande sa Cendrillon, l'Angleterre l'eût traitée en véritable sœur, de quelle amitié, de quel dévouement ne l'eût-elle pas payée en retour! Douée d'une nature sympathique et aimante, l'Irlande se fût attachée à elle par des liens indissolubles, et loin d'être à son égard une Pologne haineuse toujours prête à se regimber, elle aurait été une Alsace aimante, dévouée et fidèle. Mais il a toujours fallu à l'orgueilleuse Angleterre une faible nation sur qui faire peser le joug, et à qui administrer le fouet. Ce n'est pas, à la vérité, que John Bull, effrayé de certains symptômes alarmants, n'ait fait dernièrement quelque petite chose comme pour réparer les iniquités dont il s'est rendu coupable.



Mais ce n'est point de bon cœur qu'il a mis la main à l'œuvre, et ces réformes ne sont, au mieux aller, que de mesquins replâtrages qui, chez lui, accusent un manque de sincérité. Aussi les Irlandais (peuple ingrat !) sont-ils loin d'être satisfaits et se burlent-ils de ces simulacres de bon vouloir avec lesquels on s'imagine les amadouer. Des actes de charité, disent-ils, nous n'avons qu'en faire ; ce que nous voulons, ce sont nos droits naturels, rien de plus, rien de moins ; il nous faut notre parlement irlandais, et une fois en possession d'un gouvernement national, alors nous tâcherons de guérir de nos propres mains les plaies que nous a faites l'Angleterre. M'est avis qu'ils n'ont pas si grand tort, ces braves Irlandais ; que t'en semble, ami Guillaume ? Encore un coup, John Bull ne me semble point disposé à s'exécuter de bonne grâce. Il veut bien leur faire par-ci par-là une miette de justice en guise d'aumône, mais de jeter la bride sur le cou à celle que, jusqu'ici, il a menée si cavalièrement, c'est une tout autre histoire. Il lui semble si bon de labourer de l'éperon les flancs de sa monture et de la sangler de coups de cravache. En attendant, l'Irlande se replie sur elle-même, elle rassemble ses forces, et le jour n'est peut-être pas éloigné où, profitant

d'un embarras quelconque, elle flanquera par terre son brutal cavalier et lui faussera compagnie.

CHAPITRE QUATRIÈME

Jean-Jacques Dauphin se met en route pour la contrée où règne le roi Coton, et fait halte dans un comté agricole, dans le but de lier connaissance avec le Jacques Bonhomme anglais.

Cependant, même après ce dont je viens de te faire part, je ne me trouvais pas complètement satisfait. Il y avait certaines données dont je désirais vérifier l'exactitude, et surtout je tenais fort à voir la machine en pleine opération pour épier les manœuvres, les tours de gobelet, le tripotage et toutes les diableries au moyen desquelles se manigance, en Angleterre, le charlatanisme politique. Pour ce, la chance me favorisait à merveille, des élections parlementaires devant avoir lieu prochainement, ainsi que déjà je te l'ai dit.

Il ne pouvait assurément se présenter une oc-

casion plus belle, car l'élection étant un acte direct par lequel une nation est appelée à exercer sa souveraineté, on peut dire en toute vérité que c'est la pierre de touche par excellence des institutions politiques. Cela devait donc décider sans appel si le point de départ de mon raisonnement était juste, ou si, jusqu'alors, j'avais nourri et caressé dans mon âme un faux principe.

Il me restait à voir si j'y assisterais dans la capitale ou dans la province. Mais en réfléchissant qu'une capitale n'est pas le lieu le plus propre à faire de pareilles observations, attendu qu'il y a plus de liberté que partout ailleurs, simplement parce qu'il y a plus de lumières et partant plus de contrôle, je n'hésitai plus, je jetai mon dévolu sur la province, et parmi les quarante comtés qui divisent l'Angleterre, je choisis le Lancashire, contrée éminemment manufacturière, qui devait offrir un beau champ à mes investigations.

Ce pays m'attirait d'autant plus qu'un mien ami et compatriote résidait dans la ville de B...., lequel ami m'offrait un logement dans sa famille, et se faisait fort de me venir en aide avec les connaissances par lui déjà acquises des coutumes et des institutions de la Grande-Bretagne. C'était, ma foi ! une aubaine qui n'était pas à dédaigner,

et tu peux penser si je la saisis avec empressement et gratitude.

Me voilà donc en route pour ces fortunés parages où fleurit le coton, et où la navette règne en souveraine. Mais comme, pour m'y rendre, je passais par des comtés essentiellement agricoles, et que d'ailleurs la fièvre électorale ne s'était pas encore emparée de maître John Bull, il me prit envie d'en faire la grande halte de mon voyage, dans le but d'étudier de près la question foncière ainsi que les mœurs et la condition des populations rurales. Je m'étais d'avance muni à cet effet de certaines notions historiques, et comme elles ne sont pas inutiles à l'entendement du sujet, laisse-moi t'en donner un aperçu. Seulement, je te préviens que pour te démontrer le système de l'aristocratie et les procédés par lesquels elle en est venue au point actuel, il me faudra prendre les choses d'un peu haut. Néanmoins ne t'effraie pas outre-mesure, mon intention n'étant point de te faire remonter avec moi jusqu'à l'arche de Noé.

Aussi bien que moi tu sais que lors de la Conquête, en 1066, les Franco-Normands, en véritables conquérants qu'ils étaient, firent main basse sur le sol et se le divisèrent entre eux en réduisant

servage les anciens propriétaires, tout comme avaient fait plus ou moins les Francs dans les Gaules, et tant d'autres envahisseurs autre part. Mais Guillaume, qui ne faisait pas les choses à demi, s'empara de tout et divisa le pays entier en soixante mille fiefs, en sorte qu'il eut, et amplement, de quoi satisfaire ses valeureux compagnons de France. Trois siècles durant, l'institution du servage se conserva dans toute sa force et ne fut troublée que par de rares soulèvements, pâles images de nos terribles jacqueries françaises.

La plus considérable de ces affaires eut lieu sous le règne de Richard II, où cent mille insurgés, conduits par Wat Tyler, marchèrent sur Londres, demandant à cor et à cri l'abolition de la servitude et certaines réformes gouvernementales. Une aussi nombreuse armée, si elle avait eu du cœur et un peu d'intelligence, aurait pu conquérir l'Angleterre haut la main, et redresser ses torts une fois pour toutes. Mais il n'en fut rien. Pendant plusieurs jours, les *Jacques* anglais occupèrent Londres comme une ville conquise, brûlant les édifices, détruisant stupidement de droite et de gauche, massacrant les étrangers, mais surtout, en véritables Anglais qu'ils étaient,

s'en prenant aux caves, où un grand nombre d'entre eux restèrent littéralement noyés dans la boisson. Richard II, alors âgé de quinze ans, se trouvait dans un énorme embarras, n'ayant sous la main qu'une simple poignée de troupes à opposer à cette avalanche de cent mille rustres furieux. Mais l'astuce, il paraît, chez les princes, est un don de naissance, et pour jeune qu'il fût, Richard les joua royalement, et se tira d'affaire avec une adresse dont Machiavel même l'eût complimenté. Il se présenta devant eux presque sans escorte, écouta leurs griefs, accéda à toutes les demandes, et leur octroya autant de chartes qu'ils en voulurent. Mais peu après, les ayant ainsi mis hors de garde, il les fit attaquer à l'improviste, et en rien de temps, les rebelles, privés de leur chef massacré tout d'abord, s'enfuirent devant les troupes royales comme une volée de pigeons devant l'épervier. Ce coup de maître exécuté, Richard fit une tournée dans les provinces, retira toutes ses chartes, décima les insurgés, et dit au reste que serfs ils étaient et que serfs ils resteraient à tout jamais, avec aggravation de corvées et de rigoureux traitements.

Mais un siècle environ après cet événement, la guerre des Deux-Roses effectua en grande partie

ce que les réclamations des vilains et le cri de la justice n'avaient pu faire. Un grand nombre de nobles, comprenant des familles entières, furent exterminés dans ces conflits à outrance, et la plupart des serfs, profitant du désarroi de l'aristocratie, se dégagèrent de leurs entraves sans coup férir. Le servage, ainsi fatalement atteint, ne fit plus que languir, et finit par être complètement extirpé du sol de l'Angleterre. Nécessairement, le travail libre fut implanté à sa place, et grâce à la paucité de la population rurale décimée par la guerre civile, il fut dès l'abord très-florissant, voire même plus florissant qu'il ne l'a jamais été par la suite.

Ce fut alors que prit naissance le système des quasi-métairies, où les seigneurs fournissaient le bétail, la semence et les instruments de labour. Cette classe, choisie naturellement parmi les plus intelligents et industrieux journaliers, améliora graduellement sa position, et plus tard joua un rôle fort remarquable dans les événements politiques de la Grande-Bretagne. Cette révolution sociale s'opéra sous le règne de Henri VII, fondateur de la dynastie des Tudors.

Ce fut sous celui de son fils et successeur, Henri VIII, qu'eurent lieu la suppression des

monastères et la spoliation qui en fut la conséquence ou plutôt le motif. Jamais despote ne procéda d'une manière plus impudente, plus tyrannique, plus contraire aux droits et intérêts de son peuple que le monarque anglais en cette occasion. Ces biens, qui étaient immenses, avaient été confiés aux monastères soit par les souverains ses prédécesseurs, soit par des particuliers, en vue de l'utilité publique; ils appartenaient donc de plein droit à la nation, et si le gouvernement jugeait convenable de les faire passer à d'autres mains, du moins, la nation ne devait-elle pas cesser d'en recueillir le bénéfice. Mais Henri VIII, un des plus brutaux tyrans qui aient jamais tenu le sceptre, se souciait de la justice non plus que de ses vieilles bottes, et en vertu de la notion essentiellement royale, que le peuple est simplement un vil bétail fait pour être tondu, écorché ou égorgé à merci, il s'adjudgea les domaines des monastères, et les tripota de la façon la plus capricieuse et la plus folle. Une portion servit à grossir les revenus annuels de la couronne, et le restant fut donné ou vendu à vil prix aux sycophantes qui flattaient ses atroces passions. Ce fut de la sorte que se forma une nouvelle aristocratie, qui, devant ses titres et son opulence à la bassesse, ne

se distingua longtemps après que par une servilité à toute épreuve. Barbe-Bleue couronné poussa le gaspillage des biens nationaux jusqu'à donner le domaine entier d'un couvent à une vieille femme qui avait inventé un pudding pour la table de sa majesté ! A la bonne heure ! voilà un ventre royalement reconnaissant. Certes Néron et Caracalla n'eussent pas mieux agi en pareille occurrence. Au surplus, ce trait de gourmandise est assez caractéristique chez les monarques anglais, dont deux ont crevé bel et bien d'indigestion : Henri II, qui fut tué par des lamproies, et Jean Sans-Terre, par des abricots.

Ces monstrueuses rapines donnèrent lieu à quelques soulèvements partiels des populations rurales, lesquels furent étouffés dans le sang des insurgés, en quoi Henri VIII se distingua à peu près de la même façon que son prédécesseur Richard II, c'est-à-dire qu'il les leurra par de magnifiques promesses, et qu'une fois dispersés, il les fit massacrer tout à son aise et sans merci.

Dans le règne suivant, la misère des campagnards atteignit un haut degré d'intensité par suite des changements qu'avait subis la culture de la terre. Les grands propriétaires trouvant la production de la laine plus profitable que tout

autre, avaient transformé une bonne partie de leurs domaines en pâturages, en sorte qu'un grand nombre de travailleurs se virent sans moyen aucun de gagner leur pitance. A quoi il faut ajouter que la spoliation des monastères, qui avaient toujours nourri quantité de nécessiteux, les privait de la ressource des distributions gratuites de vivres. De là, nouvelles tentatives d'insurrection, avec les mêmes résultats obtenus par les mêmes procédés.

Cependant la classe des métayers, formée lors de l'abolition du servage, s'était graduellement élevée sur l'échelle sociale ; de métayers ils s'étaient transformés en fermiers à bail, et de fermiers étaient devenus propriétaires. Ce fut parmi eux que le puritanisme trouva ses plus zélés partisans, et parmi eux encore que Cromwell recruta ces intrépides soldats qui, à Nasby et à Marston-Moor, firent mordre la poussière aux cavaliers de Charles, mirent en pièces le trône des Stuarts, et durant des années, si peu nombreux qu'ils fussent, tinrent la nation entière dans l'obéissance, et partout firent respecter les armes de l'Angleterre.

En rapprochant ces deux faits, à savoir les tentatives des serfs, qui n'aboutirent qu'à une bou-

cherie impitoyable, et la révolte des cultivateurs-propriétaires, qui obtinrent des résultats si brillants, on peut, je crois, en inférer que ce n'est pas alors que les populations sont le plus opprimées, qu'elles s'insurgent sérieusement et avec succès, mais bien lorsque déjà elles ont atteint à un certain degré de bien-être matériel et d'indépendance. Sans doute aucun, le peuple, en Angleterre, était beaucoup plus asservi sous les Tudors qu'il ne l'était sous les Stuarts et sous Charles I^{er} personnellement; eh bien! pourtant les campagnards, dans le premier cas, ne firent que de misérables tentatives de révolte, et furent dispersés sans peine; car de combats, il n'y en eut réellement point, tandis que les puritains du *Long parlement* se conduisirent partout en héros, et virent leurs efforts couronnés d'un plein succès. Et si nous jetons les yeux sur l'histoire de France, nous y trouvons des événements qui, de tout point, viennent corroborer cette morale. Oui, l'extrême oppression, avec son cortège de circonstances démoralisantes, coupe bras et jambes aux populations; elles peuvent bien avoir des vellétés de révolte, se regimber sous le harnais qui les blesse à outrance, mais pour secouer un joug et briser des entraves, il faut une virilité qui leur

fait défaut, et que seul un certain bien-être physique peut leur donner.

Mais hélas ! cette classe de propriétaires-cultivateurs a disparu totalement de la surface de la Grande-Bretagne. Nombre d'entre eux, sous la Restauration, s'expatrièrent pour aller en Amérique chercher la liberté de conscience ; et l'aristocratie anglaise, instruite par la Révolution, a fait systématiquement justice des autres, soit par la persécution des personnes ou l'accaparement des terres. Si bien que de nos jours le sol du Royaume-Uni est occupé par un nombre minime de seigneurs de manoir, par des fermiers avec ou sans bail, lesquels sont leurs très-humbles serviteurs jusqu'à l'urne électorale inclusivement, et enfin par des journaliers agricoles, qui ne valent guère mieux, si même ils valent autant, que les serfs du moyen âge.

Mais afin d'être plus précis et en même temps mettre plus en relief l'état des choses, je vais te donner les proportions telles qu'elles ressortent des statistiques officielles, et je les poserai face à face avec celles que présente la population rurale de la France.

Et d'abord, nous avons en France beaucoup moins de terres en friche qu'il n'y en a dans le



Royaume-Uni, où les *deux cinquièmes* du sol ne sont pas cultivés. Résultat naturel du système aristocratique. Parbleu ! ne faut-il pas à ces messieurs des parcs de plaisance où prendre leurs ébats, et d'immenses étendues de terrain où se livrer à la chasse à courre ?

Mais ici je dois te faire observer que l'Irlande est en dehors des chiffres ci-dessous, qui ne comprennent que la Grande-Bretagne, c'est-à-dire l'Angleterre proprement dite et l'Écosse.

En France, le sol fait vivre plus de la *moitié* de la nation, tandis que dans la Grande-Bretagne, ce nombre ne s'élève guère qu'à un *dixième* de la population totale. Chez nous encore, près de la *moitié* des campagnards cultivent leurs propres terres ; ici le nombre des propriétaires (non cultivateurs) ne forme que la *soixante-deuxième* partie de la population rurale. Et, chose à noter, car là est la clé de voûte de l'édifice aristocratique, *deux cent cinquante* individus possèdent seuls la *moitié* du sol de l'Angleterre et les *deux tiers* de celui de l'Écosse. Enfin, en France, les fermiers à bail constituent *un quart*, et les journaliers *l'autre quart* qui, avec les propriétaires, forme le chiffre des habitants de la campagne ; tandis que dans la Grande-Bretagne les premiers forment

un tiers, et les seconds les *deux tiers* de la population agricole.

Voilà certes des données comparatives qui parlent de soi, et démontrent clairement que la société, dans les deux pays, est basée sur des principes diamétralement opposés. En France, le paysan a toujours eu l'œil sur le sol dans le but d'en devenir tôt ou tard le propriétaire, et grandement raison il avait, car, avec les moyens d'existence, la terre donne l'indépendance et partant la liberté, « *land is freedom* ». Pour moi, je ne conçois pas d'homme plus indépendant que celui qui possède une propriété foncière qui pourvoie à ses besoins et à ceux de sa famille. Du moins aucune influence ne pesant nécessairement sur lui, il peut jouir de la somme de liberté et des droits qui sont inscrits dans la constitution. En Angleterre, tout autrement il en a été; sauf cette poignée de puritains qui était l'élite de la population agricole, et qui n'existe plus, le peuple n'a pas su reconquérir ses droits sur le sol, il est stupidement resté dans sa misérable et dégradante position. Que font à cet homme, je te le demande, la liberté de la presse, la liberté du rassemblement et autres libertés politiques? Il n'a que faire de tout cela, c'est un luxe parfaite-

ment inutile, et mieux cent fois vaudrait pour lui le plus petit lopin de terre qui lui procurerait un peu de cette aisance dont il est totalement privé.

Là-dessus tu désires savoir par quel moyen ces grandes propriétés ne se morcellent pas, et se transmettent intactes de père en fils aîné. C'est qu'il y a dans ce pays aristocratique une loi, dite loi de substitution (*law of entail*), qui date du règne d'Edouard III, et en vertu de laquelle les nobles assurent l'intégrité de leurs biens territoriaux envers et contre tous, à l'effet de les faire passer tels quels au fils aîné de la famille.

En outre, si un propriétaire foncier, quel qu'il soit, vient à mourir sans testament, la loi anglaise adjuge cette propriété tout entière à son fils aîné, au lieu de la diviser, ainsi que chez nous, entre tous les enfants mâles et femelles. Les pères de famille en général agissent d'après ce principe ; la loi, il est vrai, les laisse entièrement libres sur ce point, mais comme le sentiment aristocratique est dans les mœurs, il est rare, s'ils ont des biens fonciers, qu'ils les divisent, et, de par la volonté paternelle, le fils aîné seul en hérite.

Quant aux fermiers, leur nombre, tout minime que déjà il se trouve, tend encore à diminuer par l'effet de la concentration des fermes. Les grands

propriétaires ont plus d'une raison pour cela, et ce qui paraît surprenant à première vue, c'est que l'amour du lucre n'y est pour rien ; tout au contraire, puisque le loyer des petites fermes est proportionnellement plus élevé que celui des grandes. De ces raisons, la première est que plus le nombre des fermiers est petit, plus il est facile de les manipuler ; la deuxième, c'est que plus ils sont riches, plus leurs tendances sont aristocratiques. L'aristocratie, encore l'aristocratie, et toujours l'aristocratie ! Tout en Angleterre se trouve basé là-dessus ; l'armée ; où l'argent et la naissance tiennent quasiment lieu de tout mérite ; la marine, où la noblesse prime de par le favoritisme ; l'Église, où le patronage confère les hautes et lucratives fonctions, et où les émoluments des gros bonnets sont énormes, tandis que ceux du bas clergé suffisent à peine à lui donner du pain ; la société, coupée en divisions infinitésimales, qui forment autant de cercles étroits et exclusifs, serviles envers ceux qui sont au-dessus, et hautains envers ceux qui sont au-dessous. Bref, la société anglaise me produit l'effet d'une agrégation d'individus perchés sur une échelle à nombreux degrés, chacun desquels est occupé par une classe distincte, regardant alternativement

de haut en bas et de bas en haut, à l'exception de l'échelon suprême, où se trouve un tout petit groupe, la famille royale, et de l'échelon infime, où sont les indigents, classe, en Angleterre, fort respectable, mais seulement par le nombre. Ces deux degrés, néanmoins, ont cela de commun, que leurs occupants tendent la main avec une constance qui jamais ne se dément. Voilà, par Dieu ! une échelle bien cocasse.

Et ce fut pour maintenir ce beau système, et surtout pour protéger celui des grandes propriétés foncières mises en péril par la Révolution, que l'aristocratie anglaise attaqua notre glorieuse République, et soudoya contre elle toutes les nations de l'Europe. Ce fut encore surtout pour ce motif, qu'elle s'acharna contre l'empereur, lui refusa la paix qu'il sollicitait, viola le traité d'Amiens, et, par d'incessantes coalitions, ne lui laissa que l'alternative de conquérir l'Europe ou de tomber sous ses coups. Certes, il s'en faut que je sois coiffé de ce foudre de guerre, et que je veuille pallier les crimes qui entachent justement sa mémoire, mais est-il équitable qu'à lui seul il porte tout le blâme des flots de sang qui inondèrent l'Europe, et qu'on fasse de lui un bouc émissaire chargé de toutes les malédictions de

l'humanité ? A mon avis, c'est à l'aristocratie anglaise qu'incombe la plus large part de cette triste gloire, à cette aristocratie mercantile qui nous combattit beaucoup plus avec son or qu'avec son sang, et à qui nous devons, en grande mesure, l'insuccès de notre République et les désastres qui accompagnèrent la chute de Napoléon. Et pourtant c'est cette même aristocratie qui a toujours été la première à emboucher la trompette de la calomnie, et à sonner infatigablement que c'étaient l'ambition et la vanité de la France qui avaient toujours mis l'Europe sens dessus dessous. En sorte qu'on en est venu à renverser les rôles et à crier haro sur elle toutes fois et quantes la paix internationale a périclité. « Calomnions, calomnions ; il en restera toujours quelque chose. » C'est la devise des disciples de Loyola, et c'est également celle de l'oligarchie anglaise, qui ne leur cède rien en fait d'hypocrisie. Innocente oligarchie, parangon de vertu, modèle de désintéressement ! elle qui, depuis des siècles, a fait répandre tant de sang pour remplir ses coffres et agrandir sa boutique ; elle qui, en 1840, fit la guerre à la Chine dans le but aimable de continuer à empoisonner d'opium ses quatre cents millions d'habitants, et qui, après l'avoir réduite au silence



par la vertu du canon, lui imposa une indemnité de 25,000,000 de dollars !

La contrée où je m'étais arrêté est située à l'est, non loin de la mer d'Allemagne, et pour te la désigner plus précisément, c'est la partie septentrionale du Northamptonshire qui se trouve limitrophe des comtés de Lincolnshire, Cambridgeshire et Huntingdonshire. Ce pays était jadis couvert de marécages, et comme tel offrait peu de ressources à l'agriculture ; mais des drainages entrepris sur une grande échelle, il n'y a pas encore bien des années, en ont fait un des districts les plus fertiles de l'Angleterre. La campagne est admirablement cultivée, et, sans être pittoresquement belle, offre à l'œil une agréable perspective, qui finit pourtant par devenir monotone, faute d'accidents de terrain et de variétés dans les produits. La verdure, grâce à l'humidité du climat, y est d'une fraîcheur non pareille, et les arbres d'une telle venue, que les nôtres, à côté d'eux, feraient, ma foi ! assez piètre figure. Au surplus, cette fraîcheur et ce développement des végétaux se font assez généralement remarquer dans toutes les parties de l'île.

A propos des arbres, M. Francis Wey, dans son remarquable ouvrage *Les Anglais chez eux*,

fait observer que l'Angleterre se distingue par trois produits d'une beauté hors ligne, à savoir : les femmes, les chevaux et les arbres, opinion que pour ma part, je n'hésiterais pas à endosser. Puis il ajoute en s'appuyant sur d'autres exemples, tels que la Camargue et le Mecklembourg, que les pays qui produisent de beaux chevaux, produisent invariablement aussi de belles femmes. Il est possible qu'il en soit ainsi, mais je me demande ce que les femmes ont de commun avec les chevaux plutôt que les hommes ; ce rapprochement peut être très-flatteur pour « la plus belle conquête que l'homme ait jamais faite », mais elle l'est un peu moins pour la plus jolie moitié du genre humain. Cela m'a tout l'air de ranger la femme parmi les animaux domestiques. Alexandre Dumas, père, a fait une observation semblable à celle de M. Wey. « En Angleterre, dit-il quelque part, les femmes et les chevaux sont d'une beauté peu commune. » Et là-dessus l'Anglais de pousser les hauts cris, grandement scandalisé de ce rapprochement irrespectueux. Pourtant il me semble être particulièrement mal venu à se tant formaliser de ce propos, car, s'il était lui-même « Jean Taureau », comme il aime à s'en glorifier, il s'ensuivrait, de par la nature, *naturâ rerum*,

que sa compagne serait une vache. Il n'y a point à regimber. Mieux que cela, les Anglais, ceux même de la haute volée, baptisent leurs chiennes de noms de femme, et il n'est pas rare de les entendre appeler Miss ou Lady une telle, ce qui doit être on ne peut plus flatteur pour les personnes qui portent le même nom. John Bull, mon ami, pour avoir le droit de nous prendre à partie, il faudrait au moins ne pas faire pis que nous et ne pas donner à ta chienne le nom de ta femme ou de ta fille. Mais voilà que de fil en aiguille je me suis laissé entraîner à parler de femmes, de chevaux, de taureaux, de chiens, et tout cela à propos d'arbres. Il est temps, morbleu ! que je mette un frein à ma plume, sans quoi la création entière y passerait. Au diable les digressions !

Qui ne sait se borner ne sut jamais écrire.

Il y a dans le pays en question plusieurs domaines immenses appartenant à divers lords, un entre autres, situé non loin de la ville de Peterboro, lequel a nom Thorney, et dont la superficie est de vingt mille acres. C'est la propriété de la famille ducale de Bedford, qui l'a acquise à vil prix. En effet, lorsqu'il s'agit de rendre arables ces terrains marécageux, le gouvernement les

donna au duc d'alors, à la simple condition qu'il les ferait drainer à ses frais. Voilà un domaine qui peut bien lui rapporter annuellement vingt-cinq ou trente mille livres sterling. Or, en admettant que l'opération lui ait coûté cette somme, ce qui est beaucoup, il l'aurait obtenu à perpétuité pour le revenu d'une seule année. Tu vois donc que ce n'est point cher.

M'est avis que le gouvernement n'avait point le droit de disposer ainsi d'une propriété nationale en faveur d'un seul individu, et que, pour agir selon les règles de la justice, il aurait dû, l'ayant fait drainer à son compte, le vendre en lots minimes aux petits fermiers. Ce que faisant, il en aurait retiré une somme assez considérable, non-seulement pour couvrir les frais du drainage, mais encore pour ajouter au trésor de l'État ; sans compter qu'un grand nombre d'individus en auraient bénéficié, et acquis par là une position aisée et indépendante. Mais autrement se font les choses dans un gouvernement oligarchique. Là, les beaux et gras arpents sont pour le petit nombre, et la besace pour la vile multitude.

Sur le domaine de Thorney se trouve une petite ville qui porte la même appellation. Ce lieu fait partie intégrante de la propriété ; il n'y a peut-être

pas une brique, pas une pierre qui n'appartienne au noble lord, qui, en sa qualité de seigneur du manoir, perçoit les droits d'entrée, dirige l'église, l'école et beaucoup d'autres choses; en un mot, fait la pluie et le beau temps. Sans doute, il y a un gouvernement municipal, mais, comme tu peux bien le penser, c'est simplement une farce où le seigneur tient la ficelle, et où les officiers municipaux jouent le rôle distingué de marionnettes. Cela coule de source. Par Dieu ! c'est bien la moindre des choses, n'est-ce pas, que l'on soit maître dans sa maison. Ce duc-là possédant, en outre, le pauvre homme ! un domaine plus considérable encore dans le comté de Bedford, ne réside pas céans. C'est un vice-roi qui, sous le titre modeste d'intendant, administre et gouverne en son nom ce petit royaume, lequel ne s'en trouve pas mieux pour cela, s'il est vrai qu'il vaut mieux avoir affaire au bon Dieu qu'à ses saints.

Un autre exemple du gouvernement seigneurial dans la libre Angleterre.

A quelques lieues au nord-ouest de Peterboro, gît une ville de 12,000 habitants, qui a nom Stamford et a de plus l'honneur grand d'appartenir corps et âme au marquis d'Exeter, un des-

endant de Burleigh, l'obséquieux et matois ministre de la reine *vierge* Élisabeth, laquelle, soit dit en passant, était vierge à peu près comme est libre l'Angleterre. Stamford est le chef-lieu d'un immense domaine qui comprend en outre plusieurs bourgs et villages possédés en toute propriété par ledit marquis. Un magnifique château, situé dans un parc de quinze milles de périmètre, aux portes mêmes de Stamford, est la résidence du haut et puissant seigneur. Voilà une propriété qui doit produire un revenu assez confortable, n'est-ce pas ?

Ici, comme à Thorney, et toujours en vertu de la richesse territoriale, l'influence du maître se fait sentir fortement en matière politique et municipale. Quelques exemples assez récents de l'une et de l'autre.

Lorsque fut construite la voie ferrée du Nord, il était question de la faire passer par la ville de Stamford, qui se trouve sur la ligne la plus directe. Mais ce plan contrariait grandement le maître, qui redoutait sans doute qu'un surcroît de civilisation n'altérât les habitudes d'obéissance passive des féaux et amés vassaux du manoir. Et si bien il se démena dans la Chambre des Communes, soit par son influence personnelle ou son

argent, que la compagnie dut changer ses plans et prendre un biais, qui forcément occasionna un surcroît de dépense. Comme de juste, les bons habitants grognèrent et grognent encore de cette intervention arbitraire qui nuit considérablement à leurs intérêts. Mais on laisse faire; c'est un soulagement, un privilège qu'aisément l'on octroie au peuple anglais, sachant bien que chez lui cela ne tire point à conséquence.

Mon autre exemple a trait aux affaires politiques, et date des avant-dernières élections.

A l'époque où l'on préludait à la lutte électorale, on vit arriver à Stamford un candidat whig venant solliciter les suffrages des électeurs. Or, le marquis, en tory forcené qu'il était, trouva fort osé que l'on vînt le relancer jusque dans son repaire, et prit ses mesures pour que cet intrus mal appris reçût tel accueil qui lui ôtât une fois pour toutes l'envie de revenir. En effet, ayant loué une salle pour y développer son programme politique, le candidat eut le plaisir de pérorer devant un auditoire qui se distinguait surtout par son petit nombre, et malgré ses efforts, il ne put venir à bout de constituer un comité parmi les habitants de la ville. De façon qu'il dut abandonner le champ de bataille sans avoir eu l'occa-

sion de livrer combat. Après tout, ce faisant, le marquis se montra bon diable, et lui épargna une somme assez ronde, que lui aurait coûtée sa candidature, s'il la lui avait laissé maintenir jusqu'au bout. Quelle chance peut avoir le pot de terre à l'encontre du pot de fer?

A une certaine élection, quelques habitants de Stamford se montrèrent récalcitrants, et eurent l'audace de voter contrairement à la volonté du maître. Mal leur en prit; ils furent évincés de leurs habitations, et fort empêchés se trouvèrent, ne sachant plus où se loger dans la ville. Force leur fut de transporter leurs pénates en d'autres lieux. Ce fait, je le tiens de l'un des agents politiques du seigneur. Avec de pareils faits, du diable si on ne se croirait pas encore à ce bon vieux temps qui se nomme le moyen âge.

Stamford et Thorney que j'ai occasion de mentionner particulièrement, ne sont pas les seuls lieux qui, de la sorte, se trouvent sous la fêrule aristocratique. De ce que la moitié de l'Angleterre appartient à la noblesse, il en résulte nécessairement que des centaines de villes, de bourgs et de villages, par la vertu de la terre et de l'or, sont logés à la même enseigne. Les grandes villes même n'en sont pas exemptes. Liverpool appar-



tient en grande partie au comte de Derby qui, en outre, possède la ville de Bury, dans le Lancashire ; l'île de l'Homme, dans la mer d'Irlande ; et dans l'Irlande même, des domaines considérables qui, dit-on, suffiraient seuls à le faire vivre sur un pied luxueux. Dans Londres même, d'immenses quartiers sont la propriété de quelques-uns de ces nobles crépus.

Ce n'est pas à dire pourtant que toutes les maisons qui couvrent leur terrain soient, pour le quart-d'heure du moins, leur propriété. Non ; ces messieurs agissent quelquefois en bons princes, et condescendent à louer le sol à bail pour quatre-vingt-dix-neuf ans, avec permission de bâtir. Mais ils n'y perdent point pour cela, sois-en bien assuré, car le bail expiré, l'usage du sol leur revient avec tout ce qui a été construit dessus durant ce laps de temps. C'est de cette façon que Bayswater, un grand et fashionable quartier de la métropole, retournera un de ces jours, avec ses splendides bâtisses, au propriétaire du sol, le marquis de Westminster. Ce marquis-là, soit dit en passant, était déjà, avant d'hériter de feu son père, affligé d'un revenu annuel de vingt millions de francs. Actuellement, on ne sait au juste le chiffre de sa fortune, mais ce qu'il y a de certain,

c'est que la mort du vieillard, qui passait pour l'un des plus opulents seigneurs du Royaume-Uni, a dû considérablement aggraver cette affreuse affliction. On estime à dix millions de revenu la valeur des petits palais qui forment le quartier de Bayswater, et le feu marquis de Westminster avait, dit-on, vingt-cinq mille francs à dévorer par jour ! Ouf !... N'est-ce pas là une criante énormité !

Cependant, le croiras-tu ? la plupart des Anglais, loin d'en rougir, tirent vanité d'un pareil état de choses. Oui, ils se font sottement gloire d'avoir parmi eux ces monstrueux nababs, ne se doutant pas, les aveugles, que dans un pays où la propriété est si inégalement divisée, où tant de richesses sont accumulées chez quelques-uns, où tant de dépendance et de misère existe chez les autres, il est impossible que les lois, si libérales qu'elles semblent être, donnent ce qu'elles promettent, et qu'après tout, ce ne sont que des lois illusoires, hypocrites et mensongères.

Encore un de ces tyranneaux à te signaler, et je passe à la description de leurs dépendants, fermiers et manouvriers. Celui-ci a son manoir dans le voisinage immédiat de Peterboro, et appartient à l'illustre et antique famille de Fitz-

William, dont la souche est anglo-saxonne et se perd dans les temps antérieurs à la conquête. Le Fitz-William d'alors conserva ses titres et ses biens, par la raison peu honorable, qu'il était de connivence avec le conquérant et qu'il l'aida de tout son pouvoir dans ses projets d'envahissement. Au sujet de son descendant, le seigneur de Milton Park, je n'ai rien à te signaler qu'un petit trait de rapacité, qui du reste lui est commun avec plusieurs autres nobles propriétaires du sol.

Il y a, dans ce pays, de même qu'en France, des biens communaux spécialement affectés à venir en aide aux habitants besogneux de la contrée. C'est une institution qui date du moyen âge, et qui de nos jours devrait être, il me semble, plus respectée que jamais, si, comme nous nous en vantons, nous sommes plus civilisés et plus humains que nos ancêtres. Eh bien ! pourtant, ce Fitz William, non content de son domaine personnel, envahit encore le domaine communal, le fait cultiver à son bénéfice, et ainsi frustre la communauté d'un droit que les plus simples notions d'humanité et de justice devraient lui faire considérer comme sacré. Et, je le répète, il n'est point le seul qui se permette ce crime de lèse-humanité. On suppose à sept millions d'acres

la quantité de terrain annexée de cette façon cavalière par ces messieurs ! En quoi ils imitent l'exemple de leurs ancêtres et achèvent la conquête de l'Angleterre.

Ce qu'il y a de plus inconcevable en tout cela, c'est que les habitants ferment les yeux sur de tels actes, et se laissent ainsi manger la laine sur le dos. Mort Dieu ! si un riche propriétaire s'avisait de pareille chose, où que ce soit en France, m'est avis que Jacques Bonhomme, qui, tu le sais, se tient assez bien à cheval sur ses droits matériels, l'aurait bientôt écharpé, s'il ne pouvait obtenir justice par d'autres moyens. Et l'on nous vient corner incessamment aux oreilles que le peuple anglais est de tous les peuples le plus jaloux de ses libertés, le plus tenace de ses droits, le plus prompt à redresser ses torts. Allons donc ! Pour mon compte personnel, bien que j'aie pas mal voyagé, nulle part je n'ai vu le bas peuple aussi pusillanime, aussi servile et aussi dégradé que dans ce pays de toutes les libertés possibles.

Que dire en outre de la classe moyenne et de la classe boutiquière en particulier, dont la nauséabonde obséquiosité a fait la matière d'un ouvrage du romancier anglais Thackeray ? En vérité, ne pourrait-on pas appliquer justement aux Anglais

la fameuse apostrophe de Louis Courier : « Vous êtes, non le plus esclave, mais le plus valet de tous les peuples ! »

Maintenant que je t'ai parlé assez au long des nobles possesseurs du sol, je passe à leurs dépendants immédiats, les tenanciers à terme. Il y a bien une classe intermédiaire, celle des propriétaires non titrés, que l'on désigne sous l'appellation de « *squires*, » écuyers ; mais ce ne serait qu'une répétition de ce que je viens de dire au sujet des seigneurs, les écuyers faisant en petit ce que les nobles font sur une échelle grandiose. De fait, leurs intérêts étant les mêmes à divers degrés, naturellement ils s'entendent comme larçons en foire, et les uns et les autres à la machine attelés la tirent dans la même direction.

Les fermes étant pour la plupart d'une étendue considérable, il s'ensuit que les occupants sont en général fort à leur aise ; il y en a même d'aucuns qui sont riches ; et d'ailleurs, une ferme de 500, 800 ou 1,000 acres et au-delà, suppose déjà un capital assez honnête pour l'exploiter. Néanmoins, la position de cette classe ne laisse pas que d'être précaire, attendu que ses droits sont peu ou point garantis par la loi anglaise, qui sur ce point, de même que sur tant d'autres, favorise

quasiment toujours le gros sac d'écus aux dépens du petit, et le riche contre le pauvre. Donc les tenanciers à terme sont, dans une grande mesure, livrés au bon plaisir de leurs propriétaires. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de bail, surtout dans les comtés méridionaux, et je me suis laissé dire que même ceux qui en ont, sont sujets, dans des cas donnés, à être congédiés dans un bref délai. Mais bail ou non bail, en cas de congé juste ou injuste, la loi, il est constant, ne leur alloue pas une miette en manière de compensation, si considérables que soient les améliorations faites par eux à leurs fermes.

Lorsqu'il en est ainsi socialement, le résultat, en matière politique, est facile à deviner. Aussi quels que soient les convictions et les sentiments que nourrissent les tenanciers au fond de leur âme, ont-ils grand soin de n'arborer au dehors que les couleurs politiques de leurs puissants patrons, sachant bien qu'il leur en cuirait s'ils avaient l'audace d'en exhiber d'autres.

Toutefois, ce n'est pas la politique seule qui est en jeu dans ces renvois arbitraires, et les fermiers sont quelquefois les victimes d'autres passions ou d'autres intérêts. Je t'en veux dire un trait cueilli parmi plusieurs.



Une dame de haut parage, la marquise des Étoiles, pour ne pas dire son véritable nom, possède quelque part, entre le canal de Saint-Georges et la mer d'Allemagne, une assez belle propriété, qu'exploitait comme tenancier un honnête et industrieux cultivateur. Pas un mot à dire contre cet homme, qui payait ponctuellement ses termes, et de tous points remplissait ses divers engagements. Rien donc ne paraissait s'opposer à ce qu'on le laissât en paisible possession de la ferme. Malheureusement le malin se mêla de la partie.

La marquise, femme ardente, touchait presque au seuil de cet âge critique où il faut dire à l'amour un éternel adieu, et où l'on sent le besoin de vider la coupe du plaisir avant qu'elle nous échappe des mains. Mais elle se trouvait fort empêchée, son mari, de quarante ans plus âgé qu'elle, étant incapable de remplir ce précepte de la Bible « Croissez et multipliez. » En désespoir de cause, elle jeta des yeux de convoitise sur un sien valet, auquel il faut rendre cette justice, qu'il était bien taillé et beau garçon. Suffit de constater que d'intéressantes jumelles furent le fruit de cet amour de contrebande.

En pareille occurrence, le papa ne pouvant dé-

cemment rester sous la livrée, la marquise se mit en tête de lui donner de l'avancement. La ferme, dont elle pouvait disposer à sa guise, gisant à une distance convenable, rien de plus simple que de signifier congé à l'occupant et de le remplacer par le favori? Ce dernier, il est vrai, s'entendait à cultiver la terre comme à ramer des choux, mais ce n'était là qu'un détail.

Le tenancier ayant reçu congé, en appela au vieux marquis, lui remontrant qu'il n'avait rien fait pour mériter son renvoi, et de plus alléguant les pertes qu'il lui ferait subir en raison des améliorations par lui faites à la propriété. Cette histoire fit bien ouvrir de grands yeux au pauvre vieillard, qui aussitôt suspecta d'où venaient ces deux poupons dont il se savait parfaitement innocent. Mais à quoi bon faire esclandre? C'eût été proclamer sa honte du haut des toits, et puis il était à cet âge où l'on ne demande plus qu'à mourir paisiblement. Il répondit au plaignant qu'il était bien peiné, mais qu'il n'y pouvait rien, le domaine appartenant personnellement à la marquise qui, de par la loi, était libre d'en faire ce que bon lui semblait. Le fermier déboulé évacua la ferme, et l'ex-valet continue, dit-on, à cultiver le terrain de la marquise.

De la classe des tenanciers à celle des travailleurs de terre, il n'y a qu'un pas, mais ce pas est d'une longueur incommensurable; c'est la distance qui sépare la richesse ou l'aisance de la plus abjecte misère. Nulle part, me diras-tu, les journaliers des champs ne jouissent du bien-être matériel; d'accord, mais encore y a-t-il des degrés dans la pauvreté, et, en ce pays-ci, elle est pire que partout ailleurs. Il me souvient que, durant la guerre civile des États-Unis, les journaux anglais qui, pour la plupart, soutenaient le Sud contre le Nord, c'est-à-dire la servitude contre la liberté, disaient en défense que les esclaves du Sud étaient mieux, matériellement, que les journaliers d'Angleterre. Et je crois qu'en fait ils ne disaient que trop vrai. Seulement, ils semblaient ne pas s'apercevoir que, sans rien prouver en faveur de la servitude, un tel aveu était le plus sanglant reproche que l'on pût adresser au système agricole de la Grande-Bretagne. Car, que penser d'institutions qui rendent des travailleurs libres, physiquement plus misérables que des esclaves?

Le salaire du journalier anglais varie légèrement selon la contrée, mais la moyenne est de onze shellings (13 fr. 75 c.) par semaine, dont

généralement il reçoit neuf shellings en espèces et deux en blé à moudre ; un bien maigre denier, surtout si l'on met en ligne de compte que, grâce au climat, l'appétit national n'est pas mince. Il est notoire que la ration du soldat anglais est beaucoup plus forte que celle du nôtre, et que s'il était réduit à la même pitance, il ferait assez piètre figure devant l'ennemi ; il n'est point homme à se battre toute une journée comme les Français à Waterloo, Reischoffen et autres lieux, sans avoir rien dans le ventre ; ce qui, par parenthèse, indique chez nous une plus forte dose de courage moral. A quoi il faut ajouter que beaucoup de journaliers anglais sont mariés, et que leurs femmes sont d'une effrayante fécondité. Comment loger, nourrir, vêtir, chauffer un homme, une femme, quatre, cinq ou six enfants, sinon plus, moyennant treize francs soixante-quinze centimes par semaine ? Un problème que je ne voudrais point avoir à résoudre pratiquement. Encore s'ils recevaient constamment cette somme entière ; mais le climat pluvieux ne les force que trop souvent à chômer, et, dans ce cas, leur salaire déjà si maigre se trouve encore amaigri d'autant.

Inutile après cela de te faire la description de

leur menu journalier; tu pourrais te le représenter sans un grand effort d'imagination. En fait de viande, le mouton et le bœuf ne leur sont connus que de réputation, et quant au porc, ils n'en goûtent qu'une ou deux fois par semaine, quand ils en goûtent. Le pain et le fromage forment leur principale nourriture. Il va sans dire qu'ils sont logés à l'avenant; le plus souvent la famille, si nombreuse qu'elle soit, couche dans la même chambre, et quelquefois dans le même grabat; voire, il y en a qui, malgré l'étroitesse de l'habitation, prennent des pensionnaires, et alors c'est quelque chose qui peut donner une idée assez approchante de l'arche de Noé.

Une telle promiscuité n'est guère favorable à la pureté des mœurs; aussi ne sont-elles pas précisément exemplaires. Je me suis laissé dire par un ministre de campagne, que sur cent couples qui se présentent pour recevoir la bénédiction nuptiale, il y a bien cinquante fiancées qui ont été mises à mal. Au surplus, les Anglais en général, probablement par suite de la grande liberté dont jouissent les filles, sont assez sujets à prendre le roman par la queue. Si donc il est vrai, comme le dit Rousseau, que là où il y a des mœurs, les filles sont faciles, l'Angleterre

peut se flatter d'être un des plus moraux pays du monde. Ainsi laissez-vous faire, mesdemoiselles, et continuez de plus en plus à mériter à votre pays le prix des bonnes mœurs. A ce propos, laissez-moi te régaler d'une petite anecdote qui égayera le sujet naturellement un peu aride. Swift, l'excentrique auteur des *Voyages de Gulliver*, y joue un rôle assez cocasse.

Un jour que le révérend était à chevaucher par la campagne, un violent orage survint, qui l'obligea à prendre abri sous un arbre. Pendant qu'il était là, voici venir un jeune homme et une jeune fille, qui, eux aussi, se mettent à couvert sous le feuillage protecteur. Naturellement, le trio entra en conversation, et Swift apprit que les jeunes gens se rendaient au prochain village dans l'intention de se marier. Mais un coup d'œil sur la fiancée lui révèle, à certain signe, que son compagnon n'a pas attendu la consécration nuptiale, ou, en d'autres termes, qu'il a pris un pain sur la fournée. Swift s'offre charitablement à leur épargner le reste du chemin et à célébrer la cérémonie séance tenante. Il va sans dire que le couple ne demandait pas mieux, et sans plus tarder, le révérend leur administre la bénédiction sacramentelle, avec accompagnement de tonnerre,

de vent et de pluie. L'affaire bâclée, il s'agissait de donner aux nouveaux conjoints un certificat de mariage. Point embarrassé, Swift tire de sa poche un chiffon de papier et trace au crayon une attestation ainsi conçue :

Sous un grand chêne, au milieu de l'orage,
J'ai dûment joint par le nœud du mariage,
Monsieur Paillard et mam'selle Catin.
Seul Jéhovah, qui tient la foudre en main,
Peut desserrer, dans sa toute-puissance,
Le nœud qui joint cette perverse engeance.

Ce langage un peu leste n'a rien d'étonnant de la part de Swift, qui en a bien dit d'autres dans son *Gulliver*.

Encore un coup de pinceau ou deux pour te parfaire le portrait moral du Jacques Bonhomme anglais.

Chose incroyable, malgré sa pénurie extrême, il trouve encore moyen de se livrer au vice national, l'ivrognerie. Où prend-il l'argent? Ma foi! ce m'est un mystère, à moins qu'il ne se prive des choses les plus nécessaires à la vie. Il est vrai qu'il mendie, ce qui peut expliquer la chose jusqu'à un certain point. Si l'on voyage par

la campagne, surtout à pied, on est fréquemment assailli par ces pauvres hères, qui demandent assistance pour eux et leurs familles. Mais l'Anglais, qui est charitable à sa manière et se fait rarement tirer l'oreille pour délier les cordons de sa bourse, ne se laisse guère aller à l'impulsion du moment ; et je crois qu'il a raison, car l'argent recueilli de la sorte va, le plus souvent, enfler la recette du cabaretier.

Dès que ses enfants, garçons et filles sont en âge de faire œuvre de leurs mains, le journalier les envoie travailler aux champs, et alors le fardeau de la famille se trouve allégé d'autant. On les voit, réunis en bande sous la surveillance d'un argousin, arracher les mauvaises herbes, ramasser les cailloux et faire tout autre menue besogne ; véritable chaîne de galériens juvéniles, bien plus pitoyable à voir que les forçats de la justice, car eux du moins, les pauvres petits innocents, n'ont rien fait pour mériter leur sort.

En somme, pitoyable est la condition de ces parias de la campagne, et pire ne saurait être, à moins qu'ils ne mourussent tout à fait de faim. Et il ne faut pas non plus s'imaginer qu'elle tende à devenir meilleure ; tout au contraire, car elle était beaucoup moins mauvaise jadis, s'il

faut en croire un écrivain anglais du siècle dernier, lequel dit : « Je ne connais pas une seule cabane en Angleterre, qui n'ait à elle attaché un morceau de terrain à cultiver. » Que sont devenus ces lopins de terre qui aidaient à sustenter les travailleurs ? Parbleu ! ils ont servi à agrandir les domaines déjà excessifs des grands seigneurs ou de leurs compères les écuyers, qui accaparent, envahissent, et qui, si bon ordre on n'y met, posséderont bientôt toute la Grande-Bretagne. Ainsi est-il que le sort du pauvre travailleur s'est empiré. Heureux aujourd'hui s'il peut trouver un gîte à proximité de son travail, et s'il n'a pas trois ou quatre milles à faire chaque matin pour s'y transporter ! L'Angleterre chemine sur la voie du progrès..... le dos tourné au but.

Mais pour que tu ne sois pas tenté de croire que, en haine du système aristocratique, j'exagère les faits et rembrunis les couleurs, je vais te citer l'opinion de M. Rogers, éminent professeur d'économie politique à l'université d'Oxford. Il a fait une étude sérieuse du sujet, et en a publié le résultat dans un article reproduit par quelques-unes des feuilles publiques. En voici un passage :

« La condition physique et morale du travailleur

de terre, dit-il, s'adressant au *Morning Star*, est un sujet auquel vous pourriez bien être tenté de fermer la porte de votre journal, car c'est une masse fastidieuse de maux sans mélange, un monceau de misère ininterrompue, monotone, désespérante.

» Là, point d'ombres, point de contrastes. Jamais elle n'a été étudiée par une active sympathie, jamais elle n'a été secourue par une philanthropie systématique. Les autres misères sociales ont eu d'énergiques amis. Le crime, la prostitution, l'esclavage, les chevaux, les chiens, les chats et autres brutes ont été l'objet d'une vaste activité tendant à leur réforme ou à leur protection. Seul, le travailleur agricole n'a point eu d'avocat...» Un peu plus loin, il ajoute : « Le journalier anglais n'a pas de parallèle parmi les nations civilisées. Peignez sa vie avec les plus sombres couleurs, et vous n'aurez pas même alors décrit toute la misère de sa condition. C'est un mal où il n'y a de remède qu'une révolution sociale. » Il termine en disant : « Il faut certes avoir une foi bien robuste dans l'avenir de son pays, pour croire qu'il puisse continuer à prospérer, lorsque lui seul, de tous les peuples civilisés, favorise encore un système féodal où tout

ce qu'il y avait de bon a été éliminé, et tout ce qu'il y avait de mauvais retenu. »

Ce qui revient à dire que les serfs du moyen âge étaient moins misérables que les travailleurs libres de nos jours. « Voilà ce qu'il a dit. Et que dis-je autre chose? »

Mais puisque j'y suis, laisse-moi te citer l'opinion d'un autre Anglais qui a étudié sur place la population agricole de la France, et qui la met face à face avec celle de l'Angleterre. Il suffira de quelques passages détachés.

« Il serait impossible, dit-il, de trouver une plus belle race de paysans que ceux du Dauphiné. Ils sont viriles, vigoureux, frugaux et industriels... Ici, il n'est point rare, pour le travailleur des champs, de parvenir, à force de prévoyance et d'industrie, à amasser une petite somme d'argent. Quelquefois il essaie d'améliorer sa position en prenant à ferme une pièce de terrain, que peut-être il finira par acheter. Bien que beaucoup n'aient que le travail de leurs mains pour leur subsistance, néanmoins presque tous ont quelque chose à eux sous le soleil, comme on dit... Mon opinion est que la population agricole de la France est non-seulement plus à son aise que celle de l'Angleterre, mais qu'elle jouit aussi

d'une plus grande somme de véritable liberté, attendu que la liberté accompagne toujours l'indépendance de la condition sociale... Question saisissante! s'écrie-t-il, la France est-elle donc plus sage que l'Angleterre?»

A quoi je réponds : Pourquoi pas, si le peuple chez nous est plus intelligent, plus énergique et plus hardi ? Sans doute, il nous reste encore beaucoup à faire pour parachever l'œuvre des géants de 93 ; il nous reste, avant et par-dessus tout, à affranchir le travailleur des villes et à lui procurer cette indépendance sociale qui seule peut lui assurer la jouissance complète de ses droits d'homme et de citoyen. Mais le peuple qui a fait une semblable révolution, est nécessairement une race d'élite, et ne se laissera pas escamoter le fruit de tant d'efforts virils et de glorieuses souffrances. Il peut bien se laisser surprendre et ployer pour un temps sous la compression, mais sa trempe à l'épreuve et sa grande élasticité lui permettent bientôt de se redresser et de reprendre sa marche vers le but de ses aspirations. Il est, à sa manière, aussi persévérant que peuple quelconque. En attendant, je crois qu'en dépit des restrictions plus ou moins grandes apportées à certaines libertés politiques, il y a eu chez nous,

depuis 93, plus de liberté substantielle que chez aucune des grandes nations de l'Europe. Ceci soit dit sans en faire honneur à nul des gouvernements par lesquels nous avons passé depuis la grande Révolution. C'est à elle et à elle seule que nous nous devons ce que sommes aujourd'hui ; c'est elle qui a établi la base inébranlable à laquelle nulle main, si puissante qu'elle fût, n'a osé toucher, et sur laquelle reposera un jour, je l'espère, le glorieux édifice, des États-Unis d'Europe.

CHAPITRE CINQUIÈME

Jean-Jacques Dauphin applique la pierre de touche aux institutions politiques de l'Angleterre, et trouve, ainsi qu'il s'y attendait, que tout ce métal, si beau de loin, n'est autre chose que du clinquant.

Pendant que j'investiguais la condition sociale du Jacques Bonhomme anglais, les partis politiques avaient fourbi et aiguisé leurs armes et déjà prélu daient, par des combats partiels, à l'action

décisive, éloignée seulement de quelques jours. Il était donc temps de me remettre en route pour ma destination première, si je voulais assister à l'intéressant spectacle que je m'étais promis.

Le voyage, tout long qu'il était, ne me fut pas ennuyeux, grâce à l'animation causée par la campagne électorale, et comme les causeries de mes compagnons de route roulaient principalement sur ce sujet, j'eus l'occasion de m'initier un peu plus avant à la tactique et aux ruses de guerre des belligérants. Même, de fois à autre, il m'arriva de me glisser dans la conversation, non point tant pour exprimer ma façon de voir que dans le but de m'instruire; et, en général, on semblait se faire un plaisir de satisfaire à ma curiosité.

En cette occasion, de même qu'en plusieurs autres, j'ai eu lieu de remarquer que les Anglais de la classe moyenne sont bien au courant de la pratique routinière de leurs institutions politiques; mais s'agit-il de la constitution elle-même, de son essence et de sa connexion avec l'histoire du pays, on les trouve généralement d'une singulière ignorance. De l'histoire même de la Grande-Bretagne, ils n'ont qu'une connaissance fort maigre, fortement épicée, il est vrai, des convictions les plus erronées et les plus extrava-

gantes. Ainsi j'ai rencontré bien des individus de cette classe qui m'ont affirmé le plus froidement du monde, que l'Angleterre a toujours joui de la tolérance religieuse, que jamais elle n'a été dans la servitude, et plus fort encore, que jamais, au grand jamais, elle n'a été battue. Ils ne sont guère mieux ferrés dans les autres branches de l'éducation, car, outre que l'enseignement secondaire est peu élevé, l'étude n'est pas précisément à l'ordre du jour dans les institutions anglaises. Les universités mêmes sont loin de briller par leur activité intellectuelle; très-clair-semés sont les piocheurs parmi les étudiants, et la grande majorité d'entre eux ne sont là que pour la frime, négligeant les travaux de l'esprit pour les exercices du corps, et passant leur temps non comme des aspirants à la palme de la poésie ou de l'éloquence, mais bien plutôt comme des athlètes se préparant à disputer le prix de la lutte ou de la course aux jeux olympiques. Il ne faut donc point s'étonner de trouver parmi les Anglais si peu d'hommes instruits, et surtout si peu qui aient des idées.

Un écrivain de cette nation, M. Odger, dit des enfants des classes inférieures qu'ils sont lents à apprendre et prompts à oublier; défauts qu'il

attribue surtout à l'insuffisance de la nourriture. C'est bien possible; mais, comme il en est à peu près de même des autres, on ne peut pas rationnellement y assigner la même cause. Serait-ce, par hasard, qu'ils mangent trop?

Deux faits dénotent clairement la pauvreté intellectuelle de l'Angleterre: l'un est le peu de cas que l'on fait des gens de lettres même les plus distingués; l'autre est la pénurie de bibliothèques publiques jointe à la pauvreté de celles qui existent!

Je dois rendre cette justice aux Écossais de ne point les confondre avec leurs voisins à cet égard, ainsi qu'à beaucoup d'autres. Moins matériel que John Bull, plus désireux de s'instruire, et doué d'une intelligence à la fois plus subtile et plus large, l'Écossais lui dame le pion haut la main dans les travaux intellectuels. Ce pays, avec sa mince population de trois millions d'âmes, a fourni un grand nombre de célébrités dans les sciences et les productions littéraires, célébrités dont la modeste Albion s'empanache comme de sa gloire propre. Ce sont des Écossais qui, pendant quatre années consécutives, ont remporté le premier prix à l'université anglaise d'Oxford. Ce qui m'étonne de la part de l'Écosse, que l'Angle-

terre jamais n'a pu conquérir, c'est qu'elle n'ait pas conservé son parlement national, et se soit laissé ainsi absorber par sa grosse et moins intelligente voisine.

J'eus lieu, durant ce voyage, de me convaincre de plus en plus des habitudes grossièrement sensuelles du peuple anglais. Une partie du trajet, j'avais pour voisine une petite dame, délicate, et sur ma foi ! très-jolie. Dès l'abord, elle se tint sur la réserve, et semblait être absorbée dans la contemplation du paysage. Puis, en manière de distraction, elle sortit de son cabas une grosse tourte, la déposa sur son giron et se mit à piocher dedans avec ses petits doigts effilés, ayant soin de la faire glisser dans son gosier au moyen d'une ou de plusieurs gorgées d'une liqueur forte, qu'à son arôme pénétrant, je reconnus aussitôt être du rhum et du plus catholique. Après quelque temps de ce salutaire exercice, l'alcool aidant, sa langue sembla se délier ; nous entrâmes en conversation, et parmi un tas de choses, j'appris qu'elle se rendait, j'oublie où, pour changer d'air et subir un traitement médical. Elle se disait poitrinaire, et n'avait que trop, je crois, les symptômes de cette inexorable maladie. La fiole, où elle buvait à même, était de grandeur raison-

nable, et se trouvait vidée à demi lorsque la petite dame quitta le train. Peut-être était-ce par ordre du docteur qu'elle prenait ce moëlleux cordial. Mais je me donne au diable, si un pareil régime ne conviendrait pas plutôt à un cheval qu'à une dame délicate et de plus poitrinaire. Il est évident que, dans ce pays, les femmes de n'importe quel parage sont généralement adonnées au culte de la dive bouteille. Pauvre gardien de la pudeur que l'alcool ! Pour mon compte personnel, je ne gagerais pas quatre sous sur la vertu d'une femme qui boit.

Mais ce n'était pas la seule fiole qu'il y eût dans le wagon ; presque tous en étaient munis, et par intervalles s'en rafraîchissaient le gosier. Non contents de cela, d'aucuns allaient encore rendre visite aux buffets semés sur la route. D'un pareil train, quand on a un long trajet à faire, on doit avoir de l'esprit jusqu'au bout des ongles en arrivant à destination.

Enfin, le train s'arrêta dans un vallon étroit, encaissé entre de hautes collines, où la fumée et la brume, de concert avec les flocons de suie et de coton, se partageaient le domaine de l'air ; un véritable trou dans lequel grouillait une population de soixante à soixante-deux mille âmes. Ce



trou cotonneux est B..., ville essentiellement manufacturière du comté essentiellement manufacturier du Lancashire.

Naturellement, je débarquai chez mon ami et compatriote qui m'avait si gracieusement offert l'abri de son toit. Il me mit tout d'abord au courant de la position relative des deux partis politiques qui se partagent le *bourg de B...*, et, comme il devait y avoir le soir un meeting monstre de conservateurs, il fut convenu que nous y assisterions. Mais avant que je t'y conduise, il est à propos, pour une parfaite appréciation du sujet, que je te donne un aperçu historique des franchises électorales du peuple anglais.

En premier lieu, il va de soi que lors de la conquête française, les libertés anglo-saxonnes furent confisquées, et que la race conquise fut longtemps tenue dans une condition inférieure par la race conquérante. Cette période durant, les rois et les nobles n'entendaient même pas l'idiome du pays, et la langue française était seule employée comme instrument officiel. Ce ne fut que sous le règne de Richard II que parut la loi prescrivant que les procès seraient conduits en anglais et enregistrés en latin. Il est donc permis de

constater, en vertu de ce fait, que l'amalgamation des deux races fut parachevée trois siècles seulement après la conquête. D'après la nature des choses, à mesure que s'étaient effacés les sentiments d'aversion et de mépris, le gros de la nation avait recouvré ses libertés et ses franchises, tant et si bien, qu'à l'avènement de Henri VI, nous trouvons le peuple anglais en possession du suffrage universel. Alors, comme de nos jours, il y avait deux élections distinctes, celles des comtés ou élections rurales, et celles des bourgs. Cependant, sous le règne de ce prince, en l'année 1429, le suffrage fut limité considérablement, fait qui, de concert avec plusieurs autres, dément la fière assertion que les Anglais ne se sont jamais laissé escamoter liberté quelconque une fois acquise. En vertu de ce retranchement, dans les campagnes, seuls avaient droit de vote tels francs-tenanciers dont la propriété produisait annuellement quarante shellings (50 fr.¹), toute déduction faite. Cette limitation s'est maintenue jusqu'à la dernière réforme électorale. Quant aux bourgs, on ne sait rien de positif sur les restrictions électorales. Seulement, on suppose que, dans quel-

(1) Cette somme vaudrait, de nos jours, 500 fr.

ques-uns, c'étaient tous les bourgeois qui élisaient les représentants, et que, dans les autres, c'était le corps municipal qui seul envoyait des membres au Parlement.

Dès cette époque, les élections étaient fortement entachées de corruption. Les shérifs, vendus à l'aristocratie, omettaient d'envoyer aux bourgs les mandats d'élire, ou ne les envoyaient qu'à ceux sur lesquels ils pouvaient compter. Quelquefois encore ils omettaient de proclamer les membres dûment élus, en sorte que ceux-ci arrivant pour prendre possession de leurs sièges, trouvaient des intrus confortablement assis à leurs places.

La première réforme électorale que mentionne l'histoire depuis Henri VI, eut lieu en l'année 1832. Le bill n'arriva au port qu'après une opposition opiniâtre et des tentatives répétées. Il n'y avait pourtant pas grand sujet d'alarme pour les conservateurs, ainsi que tu vas le voir.

En vertu de la nouvelle loi, avaient le droit de vote, dans les bourgs, tous les locataires de maison qui payaient 250 francs de loyer par an ; et dans les comtés, tous ceux (fermiers ou autres) qui payaient 1,250 francs.

Les grandes villes manufacturières, telles que

Manchester, Birmingham, Leeds, Sheffield, etc., jusqu'alors exclues de la franchise, étaient admises à envoyer deux représentants chacune au Parlement.

Étaient supprimés les bourgs pourris, en conséquence d'une clause qui enlevait la franchise à toute communauté dont la population était au-dessous de 2,000 âmes.

Chose exquisement absurde que ces bourgs pourris, dont aucuns envoyaient au Parlement plus de représentants qu'ils n'avaient de citoyens ! Pour embellir encore la chose, la deuxième ville du royaume, Manchester, et autres grands centres d'industrie, n'avaient pas seulement un mannequin pour représenter leurs intérêts dans les conseils de la nation. Oh ! comme c'est bien anglais.

A l'effet de compenser la perte à jamais regrettable de ces fameux bourgs, l'oligarchie fit doubler presque le nombre des représentants des circonscriptions rurales (comtés), qui, de nécessité, votent pour leurs puissants patrons, les seigneurs de manoir.

A tout prendre, ce bill qui, en apparence, opérerait une réforme favorable à la liberté, n'était en réalité rien moins que libéral. Et voici comment.

Jusque-là, dans les bourgs, tout homme qui tenait ménage, si maigrement que ce fût (tout faiseur de *boubouille*, *pot walloper*), jouissait du droit de franchise. Comment ces hommes-là en étaient-ils venus à acquérir ce droit? C'est ce que l'histoire ne nous apprend pas, car elle ne fait mention d'aucune loi électorale depuis le règne de Henri VI. Il n'en est pas moins constant que de fait il en était ainsi. Or, le nouveau bill, en n'admettant à la franchise que les citoyens payant au moins 250 fr. de loyer, excluait nécessairement une classe nombreuse qui, jusqu'à cette époque, avait été en possession de ce droit. En sorte qu'au lieu d'étendre la franchise, la réforme électorale de 1832 la restreignait considérablement. Et voilà une loi pour laquelle les ouvriers des grandes villes avaient fait des démonstrations enthousiastes, et contre laquelle la haute chambre avait d'abord fait feu et flamme. Cette alarme était vraisemblablement une feinte de la part de l'aristocratie. Mais que penser de la perspicacité des classes ouvrières, qui ne voyaient pas la véritable portée de cette mesure?

La dernière réforme, appelée « seconde réforme électorale », a eu lieu en 1867. Promise depuis des années, elle a été longtemps différée sous un

prétexte ou sous un autre, lord Palmerston nourrissant pour ce projet une répugnance extrême, et trouvant toujours moyen d'éluder sa promesse plusieurs fois engagée. Et la nation ne le pressait pas trop, voulant laisser mourir en paix l'homme d'État octogénaire, si bien que s'il s'était avisé de vivre jusqu'à cent ans, on en serait encore à attendre cette mesure tant désirée. En vérité, les Anglais sont un peuple bonasse envers leurs gouvernants. En France, j'imagine, on lui aurait tenu l'épée dans les reins sans trop se soucier de l'âge qu'il avait.

La loi de 1867 donne le droit de vote :

Dans les bourgs, aux locataires payant la taxe pour les pauvres, et aux *logeurs* (locataires en garni) occupant un appartement dont la valeur annuelle, sans les meubles, est de 250 francs ;

Dans les comtés, aux occupants de terres ou maisons évaluées à 300 fr. au moins de fermage ou loyer.

Manchester, Liverpool, Birmingham, Leeds, Glasgow reçoivent une faveur qui leur permet d'envoyer trois membres au lieu de deux au Parlement.

Pour le coup, voilà une réforme vraiment libérale. Et ce qu'il y a de surprenant, c'est qu'elle

émane du parti conservateur. Toutefois, l'étonnement diminue considérablement dès que l'on sait que la différence entre les deux partis n'est pas à beaucoup près aussi grande que leurs appellations le donnent à supposer. En réalité, l'un et l'autre sont conservateurs, en ce que l'un et l'autre ne veulent pour l'Angleterre que le gouvernement oligarchique, à cette différence près, que les soi-disant libéraux tendent à donner à l'aristocratie mercantile une plus grosse part du gâteau gouvernemental, tandis que les torys combattent pour conserver entière aux propriétaires du sol, autrement dire à la noblesse, la suprématie dont jusqu'à ce jour elle a été en possession. Pour ce, la finance ou le capital s'appuie naturellement sur son humble servante la boutique, et la noblesse sur ses serviteurs les fermiers et une partie de la classe ouvrière, surtout celle des fabriques. Entre eux il n'y a donc pas en jeu de question fondamentale, et ce qui le prouve, c'est que les libéraux comptent dans leurs rangs un bon nombre de seigneurs, et les torys un bon nombre aussi de fabricants et de boutiquiers. M. John Bright, après le passage du bill, s'écriait joyeusement : « Nous venons d'opérer une révolution, sans verser une goutte de sang ! » — « Erreur, répliqua le

Standard, de révolution il n'y en a pas eu ; l'Angleterre est gouvernée aujourd'hui par la seule et même classe qui la gouvernait au moyen-âge.» Et grand'raison avait le *Standard*.

Maintenant l'explication de cette anomalie apparente coule comme de source. M. Gladstone, chef des whigs ou libéraux, proposant un bill qui laissait, en dehors de la franchise, les ouvriers de fabrique généralement acquis aux conservateurs, M. Disraéli, un renard politique des plus madrés, lui coupa l'herbe sous les pieds avec un autre bill infiniment plus libéral, et ainsi faisant, crut pouvoir sauvegarder les intérêts de son parti, tout en ayant l'honneur d'une réforme considérable. Ainsi font les politiciens.

Donc, au demeurant, entre ces deux partis qui font si grand tapage, il n'y a guère que la main, et leurs querelles m'ont tout l'air d'une tempête dans un verre d'eau. Le plus souvent, un bill qui, pour être créé et mis au monde, a dû passer par tant d'agitation et de débats, tant au dehors qu'au dedans de la Chambre, ne vaut plus, à sa naissance, la chandelle que l'on a brûlée. Conçu dans des proportions qui promettent un Hercule politique, un grand exterminateur de monstrueux abus, il subit, pendant sa gestation, tant



d'opérations en guise d'amendements, les empiriques lui administrent de telles doses d'élixir, sous prétexte de lui assurer une vigoureuse constitution, que, à sa sortie des entrailles parlementaires, ce n'est plus qu'un misérable avorton, qui loin de pouvoir brandir la massue d'Alcide, pourrait à peine soutenir la quenouille d'Omphale.

« La montagne en travail enfante une souris. »

Après avoir ainsi passé par le terrain aride des aperçus, venons à la réunion électorale que les torys devaient tenir le soir de mon arrivée à B..., et à laquelle mon compatriote m'avait promis de me conduire.

A cela pourtant, il y avait une légère difficulté. Pour obtenir admission, il fallait être muni d'une carte, et les conservateurs qui, de crainte des opposants, voulaient faire la chose en famille, n'en avaient distribué qu'aux électeurs de leur parti. Or, mon ami et moi, deux étrangers, n'étions point électeurs et encore moins torys. Cependant on pouvait espérer, moyennant finance, sauter par-dessus cette barrière, et en effet deux shellings nous procurèrent deux billets, qui nous firent passer d'emblée, malgré

notre double péché d'origine et d'hérésie politique. S'il est vrai, comme il m'a été assuré, que, à cette fin de rendre la démonstration aussi imposante que possible, les ouvriers de fabrique reçoivent, en pareille occasion, un shelling par tête pour faire acte de présence, les deux individus dont nous tenions les billets, doivent avoir fait ce soir-là une assez bonne aubaine. •

La salle de réunion, qui était de belle grandeur, se trouvait pleine comme un œuf. Debout et étroitement pressés parmi un groupe d'ouvriers de fabrique, dont les odeurs oléagineuses chatouillaient peu agréablement l'organe, notre position n'était pas des plus confortables. Mais nous prîmes d'abord patience dans l'espoir que les bouquets de rhétorique viendraient nous dédommager amplement de ce petit inconvénient.

L'orateur annoncé pour l'occasion, était un membre distingué du barreau, envoyé de la capitale, je crois, à l'effet de renforcer de son éloquence le parti conservateur, lequel, à B..., du moins, brille plutôt par ses sacs d'écus que par ses talents oratoires. A tout dire, le parti libéral n'est pas mieux favorisé à cet égard, B... ainsi que la plupart des villes manufacturières,

cultivant peu les lettres ; à ce point que dans une population de 62,000 âmes, on ne compte, en dehors du professorat et du clergé, qu'un seul et unique bachelier ès-lettres. Le coton est si absorbant !

Peut-être t'imagines-tu naïvement que dans ce pays-ci, il en est comme dans ton pays de véritable liberté, où les orateurs ont pour objectif de répandre la lumière sur la question à l'ordre du jour. Détrompe-toi, mon bon ; sauf quelques rares exceptions, cela se passe autrement en Angleterre, où ils cherchent bien plutôt à embrouiller l'écheveau et à faire croire à la plèbe que des vessies sont des lanternes. J'en eus dans le cas actuel un frappant exemple.

L'orateur, je te l'ai dit, était un membre du barreau, et, comme tel, s'entendait admirablement à la besogne qu'on lui avait confiée. Parle-moi d'un avocat pour bobiner son auditoire et lui faire avaler le goujon. Tout le long de son discours, il prit à tâche de prouver que si des améliorations avaient eu lieu dans la constitution anglaise, que si le pays jouissait de la liberté la plus large que jamais nation ait possédée, c'était aux torys qu'en revenait l'honneur. Après avoir démontré clair comme..... la nuit, que les chefs

de ce parti étaient les hommes du monde les plus favorables au progrès, l'orateur s'efforça de les représenter comme les plus grands amis de la classe travailleuse, les plus dévoués à son bien-être physique et intellectuel, ceux sur la sollicitude desquels elle pouvait reposer la plus grande confiance. Finalement, en manière de péroraison, il leur tint à peu près ce langage :

« Oui, messieurs, si l'empire de la Grande-Bretagne, « cet empire sur lequel le soleil jamais ne se couche » (formule sacramentelle), est parvenu à un tel degré d'éminence, s'il est le plus libre, le plus riche, le plus industriel, le plus tranquille de l'univers, si enfin cette nation peut servir de modèle aux générations présentes et aux générations à venir, c'est grâce à la politique à la fois sagement libérale et conservatrice du parti auquel nous avons l'honneur d'appartenir. Groupons-nous donc autour de sa glorieuse bannière, formons autour d'elle une phalange nombreuse et serrée, et affermissons-la par nos votes à la place que déjà elle occupe, et d'où jamais elle n'aurait dû descendre. Pas d'abstention, votons tous, votons comme un seul homme, et nous sommes assurés qu'une écrasante victoire couronnera nos efforts. »



Ce brin de péroration fut accueilli par des hourras frénétiques. Plusieurs passages de ce *speech* avaient également été applaudis avec enthousiasme, et je n'ai nul doute que ces braves ouvriers ignorants par éducation et obtus par nature n'aient gobé comme parole d'évangile les assertions décevantes de l'orateur.

Plusieurs autres messieurs prirent tour à tour la parole et débitèrent plus ou moins de lieux communs et de platitudes, qui furent écoutés avec une patience vraiment digne d'éloge. Enfin, le fonds d'éloquence des torys épuisé, on vota des remerciements à l'orateur principal, et après un *God save the Queen* hurlé en chœur, le meeting se dispersa.

Corbleu ! il était temps pour nos organes respiratoires. Les émanations oléagineuses de nos voisins, jointes à la mauvaise ventilation du lieu, nous avaient singulièrement incommodés, et ce fut avec un véritable soulagement qu'une fois dans la rue, nous nous mîmes à humer l'air du soir, tout imprégné qu'il était de brume et de fumée.

En longeant les maisons, mon ami, qui était bien au fait des coutumes du pays, appela mon attention sur certaines tavernes qui s'emplissaient rapidement d'hommes du peuple. Entrons, me

dit-il, et vous serez à même de faire des observations dignes de votre intérêt. Je ne demandais pas mieux.

L'établissement que nous honorâmes de notre présence, contenait déjà un bon nombre de buveurs appartenant pour la plupart à la classe travailleuse. Ils se pressaient autour du comptoir, et se faisaient servir des pintes de bière, qu'ils lampaient avec une édifiante rapidité. A entendre leurs propos, je jugeai qu'ils sortaient du meeting électoral, et que de plus je ne m'étais pas trompé en les croyant persuadés de tout ce qu'avaient débité leurs orateurs.

« Ne remarquez-vous rien d'insolite, rien de contraire aux usages du pays ? me dit mon compatriote, après quelques instants.

— Ma foi ! non, répondis-je, qu'est-ce donc ?

— C'est que personne encore n'a déboursé un penny, tandis que, comme vous devez le savoir, il est de rigueur en Angleterre, de déposer l'argent sur le comptoir avant de consommer.

— En effet, dis-je, jusqu'à présent je n'ai vu personne débourser. D'où vient cela ?

— Oh ! c'est bien simple ; ce sont les candidats conservateurs qui régulent. Demain le tavernier enverra la carte au comité du parti, qui s'em-

pressera d'en acquitter le montant. Vous comprenez....

— Alors ces malheureux vont se noyer dans la bière.

— La plupart, à coup sûr, s'endormiront ce soir dans les vignes.

— Et il y aura, j'imagine, du tapage, des batteries.

— C'est immanquable les Anglais n'en font pas d'autres quand ils sont ivres. Le gin, il paraîtrait, est pour beaucoup dans le courage national. L'autre jour, une rixe eut lieu, occasionnée par une altercation politique entre deux ouvriers, dont l'un fut si malmené, qu'il en mourut quelques jours après. Une autre fois, c'était encore un homme du peuple qui fut assommé par un policeman. »

Pendant ce temps, de nouveaux flots d'ouvriers avaient envahi l'établissement, et ne trouvant plus la place tenable, nous rentrâmes au gîte.

Le lendemain, devait avoir lieu la révision des listes électorales. Cette opération est confiée à des avocats envoyés par le gouvernement dans les divers districts ; une excellente aubaine pour ces messieurs, qui reçoivent de quatre à cinq mille francs pour leur tournée.

Dressée par le conseil municipal, qui nécessairement appartient à l'un ou à l'autre parti, la liste des électeurs donne lieu à des chicanes et à des tracasseries sans fin. En effet, la franchise étant limitée, il est possible au parti qui est au pouvoir de se procurer les noms de ses ennemis politiques, et ces noms une fois connus, quoi de plus facile que de commettre des erreurs volontaires, telles que d'en omettre un certain nombre, d'en dénaturer l'orthographe, ou d'indiquer une adresse plus ou moins fausse, enfin de commettre une omission ou altération quelconque, dont la moindre entraîne la perte du vote, si l'individu n'a pas soin d'envoyer une note de rectification. Encore y a-t-il un délai pour ce faire, sans compter certaines formalités vexatoires, auxquelles il n'a pas toujours le temps ou la patience de se soumettre.

En dehors de ces erreurs de liste, il y a certains moyens pour frustrer un citoyen de son droit de suffrage. Chaque parti a la faculté d'envoyer à ses adversaires politiques des notifications individuelles, comme quoi opposition est faite à leurs votes, sans pourtant faire mention du motif sur lequel est fondée cette opposition. L'individu ainsi prévenu est tenu de se présenter, le jour fixé, à

l'avocat réviseur, dont la décision est sans appel. Absent au moment où son nom est prononcé, il est inexorablement biffé de la liste. Beaucoup, pour une cause ou pour une autre, ne se présentant point, les partis se trouvent intéressés à faire le plus d'objections possible. Aussi sont-elles toujours fort nombreuses, et portent-elles souvent sur les motifs les plus puérides. Les élections de B... peuvent te donner une idée de la chose.

La liste électorale portait primitivement 9,700 noms.

Les whigs ont envoyé.... 3,122 notifications.

Les torys. 2,897 id.

En tout. 6,019 id.

Ce qui donne 6,019 votes contestés, parmi lesquels, chose à noter, 3,002 seulement ont pu se faire maintenir sur la liste électorale ; d'où il ressort qu'un tiers presque des électeurs inscrits originellement a été mis hors de vote.

Il m'était donné de voir dans ces élections, une particularité à laquelle j'étais certes loin de m'attendre. Nous autres Français, qui ne nous piquons point d'être la nation la plus libre du monde, nous avons, dès longtemps, purgé la politique de toute question religieuse, et les querelles et batteries entre catholiques et pro-

testants ne déshonorent point nos élections. Si bien faite est la paix entre eux, que, à ma connaissance, il y a dans le midi de la France, des églises où les deux congrégations, séparées par un simple rideau, assistent simultanément à leur service respectif. Mais ici, paraîtrait-il, dans ce paradis de liberté, on n'est pas encore arrivé à un si haut degré de tolérance religieuse. C'est ce qu'il ne m'est plus permis de mettre en doute après les scènes dont j'ai été le témoin, ou dont j'ai lu les détails dans les journaux.

Et ce sont messieurs les conservateurs qui, cette fois-ci du moins, ont provoqué les conflits orageux et quelquefois sanglants, dont les élections de 1868 ont été souillées. Après avoir arraché d'entre les mains des whigs le bill de réforme électorale, et avoir fait promulguer, sous leur patronage, une deuxième édition corrigée et considérablement augmentée, ils ont voulu n'avoir pas fait en vain ce sacrifice à leurs principes, et ils ont exploité à leur profit l'ignorance des ouvriers qu'ils avaient dotés de la franchise. A cette fin, ils ont ravivé chez les travailleurs des districts manufacturiers, la flamme à demi éteinte du fanatisme religieux, en faisant prêcher parmi eux une *sainte* croisade contre les catho-

liques irlandais, dont il y a un assez grand nombre, surtout dans les fabriques du Lancashire.

L'instrument dont ils se sont servis en cette occasion, est un orangiste du nom de Murphy, qui depuis quelque temps parcourt l'Angleterre, pérorant contre les catholiques en général, le pape et la confession auriculaire en particulier, et dénonçant les prêtres comme souillés d'actes de la plus révoltante immoralité. Ce prédicant de bas étage, mal léché d'esprit et de corps, illettré et brutal, a cette faconde hautement épicée qui fait merveille parmi les bas-fonds de la société. La confession surtout est son cheval de bataille; il la monte à nu, pour ainsi dire, et sous prétexte d'éclairer son auditoire sur les dangers de cette institution, il se livre à une représentation indécente, qui participe de la parole et du geste. Ainsi, revêtu d'une soutane, moins la culotte, il joue devant les spectateurs, de concert avec sa femme, le double rôle de confesseur et de pénitente, la fait passer par un interrogatoire ordurier, auquel madame répond dans un langage à l'avenant; il la caresse, l'embrasse, se découvre les jambes, et se permet maint autre geste de ce goût-là. A son dire, les prêtres catholiques sont

généralement coutumiers de ces faits outrageux, et la confession ne serait qu'un amas d'obscénités sans mélange. A ces conférences éminemment morales, tantôt ce sont les hommes exclusivement qui sont admis, tantôt ce sont les femmes.

Il existe, comme tu le sais, un certain livre à l'usage exclusif des prêtres catholiques, lequel livre a pour objet de les instruire et de les guider dans l'exercice de la confession. Un pareil ouvrage n'est point fait pour circuler parmi le public; aussi est-il en latin et n'est-il tiré qu'à un nombre limité d'exemplaires. Murphy et ses patrons en ont jugé autrement. L'œuvre a été traduite en anglais sous leurs auspices, et ils travaillent à en rendre la circulation aussi grande que possible, s'inquiétant fort peu du dommage qu'elle peut causer parmi les jeunes lecteurs et lectrices. Et ces honnêtes gens se donnent pour les défenseurs et les apôtres des bonnes mœurs!

Imagine-toi l'effet que des procédés de cette nature doivent produire sur la partie ignorante de la population, les sentiments qu'ils excitent, d'une part chez les protestants, qui croient à l'exactitude des accusations portées contre les catholiques, et de l'autre chez les adhérents de cette religion qui voient leur église honnie publi-

quement, traînée dans la fange et traitée en lupanar. Il va de soi que ces sentiments se fassent jour par des violences qui jettent la perturbation dans les villes, et quelquefois même en ensanglantent les rues. Nottingham, Birmingham, Manchester, et autres lieux, ont tour à tour éprouvé les funestes effets de ce fanatisme religieux d'un autre âge.

Lorsque j'arrivai à B..., le sieur Murphy s'y était déjà signalé par ses odieuses diatribes, et, par suite, il régnait parmi la population travailleuse, tant protestante que catholique, un émoi gros de tempêtes. D'ores et déjà des désordres, des batteries avaient eu lieu, dans lesquelles les autorités municipales, qui arboraient le drapeau conservateur, avaient fait preuve d'une partialité manifeste. Le surlendemain de mon arrivée, il me fut donné de voir de mes propres yeux un échantillon de ce que, jusqu'alors, je ne connaissais que par oui-dire ou par la voie des journaux. L'illustre Murphy donnait une conférence, et en guise de réclame, il devait parader dans les rues, lui et ses satellites, en bruyante procession, bannières au vent, tambour battant, sabre nu, pistolet au poing.

N'ayant garde de manquer à ce mirifique spec-

tacle, nous nous trouvâmes, mon ami et moi, devant l'auberge que Murphy honorait de son patronage, et d'où il devait partir avec son imposant cortège. Il se trouvait aux alentours une grande foule d'hommes, de femmes et de gamins, la plupart de la classe manufacturière, plus ou moins dépenaillés et sales à l'avenant. Impatiemment ils attendaient l'apparition du héros orangiste, et semblaient se promettre grand amusement de cette mascarade anti-papale. Quand enfin il parut sur le seuil de son bouge, il fut acclamé par des hourras assourdissants, entrecoupés, il est vrai, de quelques coups de sifflet. Peu après, la procession se mit en marche.

En tête s'en allait Murphy, crânement campé sur son coursier, la flamberge d'une main, le pistolet de l'autre, et se donnant des airs de tranchemontagne. Suivaient des orangistes également montés, qui lui servaient de gardes du corps. Le cortège était fermé par des individus qui portaient devant eux des bibles toutes grandes ouvertes, sur lesquelles reposaient des épées nues. A la tête de ce groupe, se pavait une espèce de colosse porteur d'un drapeau, où on lisait en gros caractères : « *The protestant religion we will maintain.* » (La religion protestante nous la maintiendrons.)

D'autres bannières, exhibant diverses devises, toutes expressives de sentiments hostiles et provocateurs, émaillaient les rangs de la procession. Le tout assaisonné d'une musique de bastringue, où dominaient le fifre et la grosse caisse. Et la multitude en guenilles de se presser à la queue de tout cela, et la marmaille de gueuler et de chahuter à qui mieux mieux. Une particularité qu'il est bon de ne pas omettre, parce qu'elle caractérise bien cette farce ignoble, c'est que Murphy, en passant devant la maison de tout catholique notable, tirait un coup de pistolet, ou faisait de son épée un geste significatif de ce côté-là.

Après avoir parcouru les rues les plus peuplées, la procession s'arrêta devant la maison où devait se tenir la conférence. Désireux de juger par moi-même du calibre de cet orateur de carrefour, je pénétrai avec mon ami dans la salle où se portait à flots pressés la foule que la procession avait ramassée dans la rue.

Sur une estrade se tenait Murphy, entouré de son état-major orangiste. Tout autour étaient déployées les bannières qui avaient figuré dans la procession. L'une d'elles portait cette inscription : *« Lequel voulez-vous, le pape ou la reine d'Angle-*

terre? » Sur une autre on lisait : « *A bas l'évêque de Rome !* »

Le specch de Murphy roula entièrement sur les pratiques *infâmes* de l'Église romaine, la tyrannie et la corruption de la cour du Vatican, l'ambition effrénée du pape, qui ne tendait ni plus ni moins qu'à asservir le monde entier à ses lois. Selon lui, la population catholique du Royaume-Uni, et de l'Irlande en particulier, avait formé le dessein d'anéantir le protestantisme et d'établir sur ses ruines le catholicisme comme religion d'État. En quoi elle agirait de concert avec le chef des whigs, Gladstone, lequel, catholique au fond de l'âme, n'attendait que la victoire de son parti pour déclarer ouvertement sa foi religieuse. Alors c'en était fait du protestantisme, toutes ses bibles seraient brûlées, ses temples profanés et convertis en églises romaines ; Victoria serait détrônée, ou tout au moins perdrait sa souveraineté sur l'Irlande, où l'antechrist (le pape) régnerait en maître suprême.

Ici, les vieilles femmes qui se trouvaient présentes, voyant déjà sans doute leurs bibles en flammes et l'abomination de la désolation dans le tabernacle, se prirent à pleurer et à sangloter piteusement ; une clameur générale partit de la



poitrine des hommes : A bas le pape ! Mort à l'antechrist ! Dans un intervalle de répit, un Irlandais eut la malencontreuse fantaisie de protester en criant à Murphy : « Ce n'est que mensonge d'un bout à l'autre. » Ce cri produisit l'effet d'un brandon jeté sur une traînée de poudre. En rien de temps, le pauvre diable fut saisi par une douzaine de bras, bousculé, bourré de coups, éreinté, puis enlevé comme un fétu et lancé hors de la salle. Un instant ce fut un tohubohu indescriptible.

Le tumulte apaisé, l'orateur reprit sa diatribe, et de plus belle lança ses foudres oratoires contre l'antechrist et ses suppôts, et termina en exhortant ses auditeurs à voter pour les candidats torys, comme le seul moyen de déjouer les manœuvres du malin et de sauver leurs âmes, le trône, la bible et tout ce qu'ils avaient de cher sur la terre. Hors du giron du parti conservateur, point de salut !

Ce Murphy est simplement un rustre qui s'est mis en tête de faire fortune en jouant le rôle de boute-feu. Sa physionomie est ignoble, et son langage sent à plein nez la taverne de bas lieu. Mais tout n'est pas rose dans le métier de brandon de discorde. Ses injures grossières à la popu-

lation catholique lui ont déjà valu plus d'un châtiment personnel ; ce qui ne l'empêche pas de persister dans ses vitupérations, encouragé, sans doute, par la riche récolte d'espèces sonnantes que lui vaut sa propagande. Il a, par-dessus le marché, la satisfaction de gagner la couronne du martyr aux yeux de ses admirateurs.

Au sortir de la salle, la procession se remit en marche pour accompagner le héros jusque chez lui avec les honneurs de la guerre. Ce furent les mêmes farces, les mêmes provocations, le même tintamarre que devant, avec la circonstance aggravante, qu'arrivé en face du presbytère catholique, le cortège fit halte et poussa trois grognements anglais, accompagnés d'insultantes vociférations à l'adresse du curé. Par contre, la foule, avant que de s'éloigner des abords de la taverne où Murphy était rentré, lui jeta trois hourras, comme souhait de bonne nuit.

Le lendemain rien à voir qui eût trait aux élections ; point de *speech*, point de *meeting*, point de procession ; il y avait trêve aux manifestations publiques. C'est que l'on se trouvait en pleine sollicitation de votes, ce qu'ici l'on appelle « *canvass* », et qu'en français nous pourrions appeler « réclame », messieurs les candidats allant per-

sonnellement de porte en porte pour plaider leur propre cause auprès des électeurs. De cela je te dirai un mot tantôt, attendu que c'est une partie importante de la manigance électorale. Mais auparavant je veux, en guise d'intermède, te faire assister à une petite scène de tribunal, qui n'est pas sans intérêt, et qui, en outre, aura le mérite de te faire connaître une certaine classe de magistrats anglais. Au surplus, cela se rattache, en tant qu'administration des lois, à la question des libertés anglaises.

L'objet en litige est une pauvre petite cuiller d'étain, qui peut bien valoir vingt centimes, et que deux femmes de la classe pauvre se disputent avec un égal acharnement. Le cas et la cuiller apportés devant le maire, la plaignante allègue que l'ustensile lui a été enlevé par l'autre, qui demeure dans la même maison, et qu'un jour en lui rendant une visite de voisine, elle l'a reconnue sur la table. Elle tient beaucoup à la cuiller, dit-elle, non pas tant pour sa valeur matérielle que comme souvenir, la tenant de longue date d'une personne qui lui a été chère. La défenderesse, d'autre part, soutient mordicus que la cuiller lui appartient, et que jamais elle n'a été en la possession de sa voisine. Les deux parties

produisent respectivement des témoins, tous jurant leurs grands dieux qu'ils reconnaissent l'objet comme appartenant à l'une ou à l'autre des deux femmes. La cuiller néanmoins n'a rien qui puisse la faire remarquer, elle ressemble bonnement à toutes les petites cuillers d'étain. Le juge paraissait perplexe. Il fallait pourtant rendre un jugement quelconque, et je me demandais comment il allait se tirer de cette impasse. Heureusement pour lui, il était fort sur la bible, en bon Anglais qu'il était, et il se rappela Salomon, qui, dans un cas tout aussi embarrassant, s'était tiré d'affaire par un jugement qui lui avait valu l'admiration de la postérité. Quelle magnifique occasion pour lui, simple maire de B..., de rendre son nom aussi fameux que celui de la plus sage des têtes couronnées ! Donc, après s'être gratté l'oreille de cet air grave qui sied si bien à un magistrat : « Mesdames, dit-il tout à coup en prenant la cuiller des deux mains, vous venez l'une et l'autre de prouver clair comme le jour que la cuiller vous appartient. De vous rendre justice je ne vois qu'un moyen, c'est de rompre la cuiller en deux et d'en adjuger une moitié à chacune de vous. » Le brave magistrat s'attendait sûrement à ce que la véritable propriétaire aurait pour

l'ustensile des entrailles de mère, et plutôt que de la voir rompre en deux, la laisserait adjuger à son opposante. Mais point; ni l'une ni l'autre ne manifestèrent la moindre émotion, et le maire, après avoir fait plusieurs fois le signe, rompit en effet la pauvre, et en tendit à chacune des femmes une moitié, au milieu des éclats de rire de l'auditoire.

Pas moins, en réfléchissant tant soit peu, on voit que le cas est plus sérieux qu'il n'en a l'air à première vue, et pour ma part, je trouve que monsieur le maire, n'en déplaît à son honneur, avait tort, que sa décision était fautive, et que la plaisanterie, s'il a voulu simplement en faire une, était de mauvais goût. En premier lieu, son plagiat à l'endroit de Salomon portait à faux, les deux cas n'offrant qu'une apparence de similitude, et se trouvant au fond très-dissimilaires. Car si, comme le prétendait la demanderesse, elle tenait à la cuiller surtout comme souvenir, elle devait mieux aimer en avoir la moitié que de n'en avoir rien du tout. A mon avis, il eût été plus sage, dans le doute, de faire tirer l'objet à la courte-paille, qui peut-être l'aurait adjugé à la personne ayant droit. En tout état de cause, le magistrat n'avait aucun droit de détruire cette

propriété pour minime qu'elle fût. Vingt centimes, c'est bien peu, sans doute, mais tout est relatif, et les deux femmes appartenant à la classe nécessaire, cette misérable cuiller d'étain était pour elles d'une aussi grande valeur qu'un couvert d'argent pour monsieur le maire. En deuxième lieu, si son Honneur a cru pouvoir se permettre une plaisanterie aux dépens de deux femmes de basse condition, il a eu également tort. Se la fût-il permise envers deux personnes de qualité ? Je ne pense pas qu'un magistrat français eût agi de la sorte en pareille occurrence.

Cette anecdote m'amène comme par la main à te glisser ici quelques mots à l'endroit de la magistrature anglaise en général.

Si l'on te demandait quel est, à ton avis, le premier titre d'un candidat à ces importantes fonctions, tu répondrais pour sûr que c'est une connaissance approfondie des lois nationales ; et grandement surpris tu serais si l'on te répliquait que tu es dans l'erreur, que cette connaissance peut être utile, mais qu'elle n'est point indispensable, et que pour bien administrer les lois, il suffit d'avoir une fortune confortable, et d'occuper dans la société une avantageuse position.

Néanmoins, c'est de la sorte que, pratiquement, on entend la chose dans ce pays-ci ; de la connaissance des lois on ne se soucie guère chez un magistrat, sa fortune et le degré qu'il occupe sur l'échelle sociale étant à peu près les seules garanties que l'on prenne en considération. Le fait est que, exagération à part, les trois quarts des magistrats anglais, loin d'être des légistes de profession, ne possèdent, en fait de connaissance des lois, que les bribes qu'ils ont été à même de cueillir par-ci par-là dans la vie ordinaire ou dans la fréquentation des cours de justice. Si bien qu'il n'est point rare de voir un juge, en plein exercice de ses fonctions, consulter le greffier sur tel ou tel point légal qui l'embarrasse, ou dont il est complètement ignorant. En saurait-il être autrement, lorsqu'on choisit pour magistrats des hommes du calibre de monsieur le maire de B..., lequel sait tout au plus signer son nom, ou encore, comme un certain brasseur de la même ville, jeune homme de vingt-quatre ou vingt-cinq ans, qui n'a de titre à la magistrature que ses gros sacs d'écus. En ajoutant à cela que le code anglais est un écheveau d'actes enchevêtrés les uns dans les autres, que les plus experts ne parviennent pas toujours à dé-

brouiller, tu peux te faire une idée de la manière dont la justice est administrée en Angleterre. Sans compter que cette justice, si mauvaise qu'elle soit, ne se vend pas à bon marché, la plus mince consultation auprès du plus mince homme de loi, ne se payant pas moins de huit francs et cinquante centimes, prix légal. Et quand on a une fois le guignon d'être entortillé dans les filets de la chicane, oh ! alors on ne s'en dépêtrer qu'après avoir été pressuré, étrillé, saigné jusqu'à extinction de chaleur naturelle ; témoin un cas de faillite qui a eu lieu naguère à Leeds, et qui pourra te servir d'échantillon.

Dans ladite faillite, le passif était 103,903 fr., et l'actif 22,803 fr., lequel, sauf les frais indispensables de vente, aurait pu aller dans les poches des créanciers, s'il n'y avait pas eu de *justice*. Malheureusement il avait à passer par les griffes gluantes des harpies de la loi, et lorsqu'il parvint à sa destination première, il se trouvait réduit à 5,749 fr. Il était donc resté en chemin 17,054 fr. D'où il ressort qu'en pareil cas, pour recouvrer une créance, il faut en dépenser les trois quarts ! Oh ! la magnifique chose que la justice, surtout dans la libre Angleterre ! Le moyen pour les pauvres d'avoir raison contre les riches, dans un

pays où les frais de procédure sont si exorbitants et où la loi est si obscure et partant si élastique.

Je pourrais m'étendre beaucoup plus au long sur cette matière, car elle est féconde en enseignements et regorge de faits qui démontrent combien messieurs les Anglais sont inégaux devant la loi, malgré qu'ils en aient. Mais je me rappelle que j'ai à te faire le récit des élections, et je reviens en toute hâte à mes moutons, les électeurs de B...

Donc l'on était en pleine réclame, et les aspirants se démenaient des pieds et des mains pour s'assurer des votes. D'aucuns ne se contentent pas d'agir en personne, ils mettent en campagne mesdames leurs épouses, qui sont particulièrement chargées de travailler la plus belle moitié des citoyens. Cette moitié conquise, l'autre, généralement ne tarde pas à se rendre, quand ce ne serait que de guerre lasse : *Vox mulieris, vox Dei*; traduction libre : Ce que femme veut, Dieu le veut ! Maintenant que la réforme a considérablement étendu la franchise, le candidat ne pouvant suffire à tous, se réserve naturellement pour la portion *respectable* des électeurs, et charge ses agents de rendre visite à la *racaille*. Ces agents,

dans les villes manufacturières, sont, pour la plupart, des contre-mâtres, qui chauffent les ouvriers soit individuellement ou en masse.

Les moyens de persuader l'électeur récalcitrant sont nécessairement divers, et dépendent de sa position sociale. Appartient-il à une profession libérale, et a-t-il de la famille, on lui insinue que, certains cas échéant, la protection d'un membre du parlement ne lui ferait point défaut pour lui ou pour les siens. Faute de quoi, un billet de banque oublié sur la table ou échappé du gousset, est un argument qui manque rarement d'avoir sur le choix du votant une influence victorieuse. Si le sollicite appartient à la classe boutiquière, une commande considérable, ou la promesse du patronage pour l'avenir, est une amorce qu'il happe sans trop se faire tirer l'oreille. Sinon, les espèces trébuchantes peuvent porter le coup décisif. Quant aux ouvriers, on ne leur fait l'honneur d'une visite personnelle que là où ils ne sont pas trop nombreux. Le prix de leur vote est nécessairement en rapport avec leur qualité. La crème de cette classe peut s'acheter moyennant cinq shellings; pour la lie, il suffit de quelques gros sous, voire même d'un verre de gin ou de bière. Jadis, le suffrage du plus

mince électeur ne se payait pas moins de cinq livres, mais la réforme ayant augmenté de beaucoup le nombre des conviés au gâteau, a, par le fait, réduit d'autant la grosseur des portions individuelles. Le résultat le plus clair de cet acte a donc été, non point de diminuer la corruption, mais de l'étendre considérablement en surface. En vain le parlement a-t-il rendu plus strictes les lois contre le trafic des votes, on sait bien qu'elles ne sauraient être qu'impuissantes, et que, dans un pays où les fortunes sont si inégales, et où le vote est public, les électeurs trouveront toujours à qui vendre leurs suffrages.

Certes, pas besoin n'est de présenter l'amorce à bout portant, les biais sont faciles, et les détours ne manquent pas, lorsqu'on veut donner le change à une loi de cette nature. Il est un remède bien simple et des plus aisés, pour couper court à ce trafic: c'est le scrutin secret, que les législateurs connaissent bien, mais qu'ils n'adoptent pas, la corruption faisant bien mieux leur affaire en les maintenant au pouvoir. D'où il faut conclure que la loi contre la corruption n'est qu'une loi hypocrite.

L'intimidation, autre moyen illégal, fleurit spécialement dans les centres manufacturiers.

Là, les ouvriers qui se permettent d'avoir une opinion à eux, sont toujours connus au moyen des contre-mâtres et des ouvriers affidés. Ceux-là on les tient en bride par la menace exprimée ou sous-entendue de les priver de leur gagne-pain, menace cruelle pour des hommes dont la plupart sont mariés, et ont de nombreuses familles à nourrir.

Il en résulte que, dans les bourgs, les ouvriers de fabrique votent en masse dans le même sens que leurs patrons, de même que, dans les comtés, les fermiers naviguent sous le même pavillon que les seigneurs de manoir. Bien plus simple ce serait, pardieu ! de laisser fermiers et ouvriers à leurs affaires un jour d'élection, et de compter aux seigneurs et fabricants autant de voix qu'ils ont d'individus sous leur férule.

Un peu autrement se passent les choses dans les élections municipales, grâce à l'absence de toute loi prohibitive en cette matière. Là, l'intimidation et la corruption marchent au grand jour et bannière au vent ; là, les votes peuvent s'acheter et se payer sur place, et l'on a vu des individus courant le sac d'argent à la main, et offrant rubis sur l'ongle aux électeurs qui se pressaient à l'entour du bureau. A la bonne heure ! mor-



bleu! cela vaut mieux que d'y aller par quatre chemins.

Cependant, comme le jour des élections approchait grand train, les torys jugèrent opportun de déployer toutes leurs forces dans une procession monstre, qui jetterait la terreur parmi leurs adversaires, et ferait pencher ceux des citoyens qui balançaient encore entre le zist et le zest. Car ces manifestations n'ont d'autre but que d'en imposer à la population et de gagner des suffrages. Le parti qui peut mettre en ligne le plus grand nombre d'individus, hommes, femmes et bambins; celui qui peut étaler le plus de bannières et les plus riches, le plus d'équipages et les plus huppés, bref, celui qui se montre le plus riche et le plus nombreux, celui-là est le parti respectable, et rallie à soi la plupart des votants qui, pour un motif ou un autre, ne se sont pas encore prononcés. A cette fin, on se met en quatre pour se procurer le plus de marionnettes possible; on fait appel au ban et à l'arrière-ban des féaux; on en fait venir des villes et des villages voisins, et dans les districts manufacturiers, les fabricants de la banlieue prêtent leurs ouvriers aux citadins leurs confrères, pour grossir les rangs de la procession. Or, le Lancashire étant un comté conser-

vateur, les torys de B... n'étaient pas embarrassés pour déployer des forces numériquement imposantes, et éclipser leurs antagonistes haut la main.

Je ne m'amuserai pas à te décrire cette parade, qui ressemble, mais sur une plus grande échelle, à la précédente, moins le cheval de bataille, le revolver et la durandal de l'héroïque Murphy, moins encore les épées nues et les bibles ouvertes des orangistes. En revanche, il y avait force équipages, plus ou moins armoriés, dans lesquels se pavanaient les gros bonnets de B..., la plupart fabricants parvenus, engraisés de la sueur des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui formaient la procession, et qui, dans leurs guenilles, semblaient fiers, les imbéciles, d'être les bêtes de somme de ces richards bouffis d'orgueil. Il y avait aussi à foison bannières et drapeaux magnifiquement pailletés et chamarrés d'or et d'argent. La musique des ours n'y faisait pas défaut. Le vice favori de la nation ne manquait pas non plus à l'appel, représenté qu'il était par des hommes, voire des femmes, dont la démarche titubante accusait de copieuses libations, que probablement avait payées l'or des candidats.

Ce n'est pas toujours que de telles manifestations se terminent sans incident tragique ; les collisions des deux partis quelquefois amènent des rixes, où les poings, les briques et les gourdins jouent leur rôle brutal.

Nous voici enfin arrivés à la veille des élections. Ce jour-là est marqué par un fait auquel la populace anglaise prend un grand intérêt, par la raison qu'elle croit y faire acte de souveraineté en matière électorale. Mais, en vérité, ce n'est qu'une fiction, une farce mise en jeu par les gouvernants pour faire accroire aux gouvernés qu'ils ont dans les affaires de l'État une influence considérable. Cet acte s'intitule la nomination des candidats. Voici la chose telle qu'il m'a été donné d'en être témoin.

Sur une estrade élevée pour l'occasion au milieu de la place publique, se tenaient messieurs les candidats, entourés des notabilités et des orateurs de leur parti. Tout autour, était massée la populace, en deux camps politiques, séparés par une palissade, précaution point inutile contre les collisions. On commença par proclamer les noms des aspirants à la représentation nationale ; puis les Démosthènes de B... et autres lieux, vinrent successivement pérorer à la

rampe de l'estrade, qui pour les whigs, qui pour les torys, exaltant ou dénigrant tour à tour messieurs les candidats. Il va sans dire qu'il n'y avait rien de nouveau, tout ce qui se dit alors ayant été battu, battu et rebattu à satiété durant la période électorale ; c'était, en un mot, une rengaine usée, râpée jusqu'à la corde, à la différence près, qu'en cette occasion la rengaine était fortement épicée, le geste effréné, et la voix montée à son diapason le plus haut. A parler franc, je ne m'attendais pas à trouver tant de véhémence chez des Anglais, eux qui généralement sont froids comme des cailloux. Le gin peut-être n'était-il pas entièrement innocent de cette ardeur insolite, les Anglais ayant assez l'habitude de se remonter le moral avec des liqueurs fortes. L'un d'eux avait à la main son couvre-chef, auquel il faisait décrire toute sorte de lignes géométriques ; il se trémoussait comme le diable dans l'eau bénite, se courbait par-dessus la rampe, et se redressait avec des haut-le-corps à se disloquer l'épine dorsale. D'honneur ! je vis le moment où, dans un de ces mouvements extraordinaires, il allait faire la culbute sur les têtes de ses auditeurs. Un autre tenait son riflard, qu'il brandissait comme il eût fait un sabre, et avec

lequel il faisait des moulinets à tour de bras, au risque éminent de ceux qui se trouvaient près de lui. Un troisième faisait contraste avec les deux autres. Il avait la parole lente et embarrassée, et ne savait trop que faire de ses deux mains, qui tantôt étaient croisées derrière le dos, et tantôt fouillaient dans ses poches, comme pour y chercher le mot dont il avait besoin. C'est assez le défaut des Anglais de tâtonner dans le débit et de laisser leurs bras dans l'inaction, ou, s'ils leur donnent carrière, de se livrer à des gestes rigides et gauches. La nature, marâtre en cela, leur a refusé le don de l'éloquence et la grâce de l'action, qui rehausse tant le discours. Les deux plus éminents orateurs du parlement sont, à cette heure, M. Gladstone, un Écossais, et M. Disraéli, un juif, qui bien que né en Angleterre, n'a peut-être pas une goutte de sang anglo-saxon dans les veines.

Les vociférations, les huées, les sifflements allaient bon train durant ces harangues ; si l'un des camps applaudissait, l'autre aussitôt de faire la contre-partie en huant à se déchirer le gosier. Un cri partait constamment du milieu des whigs, parmi lesquels je me trouvais. Une femme, à mes côtés, m'assourdissait en gueulant : *The tub!*

the tub! (le baquet !) Désireux de savoir ce que ledit baquet pouvait avoir de commun avec la politique, je m'en informai ; et j'appris que cette clameur s'adressait à l'un des candidats torys, lequel, étant en Écosse, s'était attiré une telle haine de la part de ses ouvriers, que sa vie en périlait, et qu'il n'échappa à leur vengeance qu'en traversant la nuit une rivière dans un baquet, à défaut d'autre esquif.

Il n'y a pas longtemps encore, les choses se passaient un peu différemment en pareille occasion. Les candidats étaient en butte à des manifestations passablement brutales et peu propres ; les œufs pourris, les chats crevés et un tas d'autres ordures volaient de toute part, et parfois même ils avaient à souffrir des voies de fait plus sérieuses de la part de la populace. Mais cela ne tirait pas à conséquence, et le gouvernement, qui connaît le peuple avec qui il a affaire, ne s'en émouvait pas ; il paraissait lui donner carte blanche. C'était le carnaval de messire John Bull. A cette heure encore, il y a bien quelques actes de violence, ainsi que l'ont prouvé les dernières élections, mais elles sont moins empreintes de grossièreté ; il y a donc amélioration de ce côté-là.

Dès que les orateurs eurent vidé leurs sacs, on

mit l'élection au vote par levée de mains. Ici tous les individus présents, hommes et femmes, gamins et gamines, ont le droit de voter; c'est le suffrage universel par excellence; seulement ce n'est pas pour de bon, c'est simplement affaire de rire. Les candidats torys ayant évidemment le plus grand nombre de mains en leur faveur, furent proclamés dûment élus représentants de la ville, toujours pour rire. Dans ce cas, les candidats rejetés ont, s'entend, le droit d'en appeler aux électeurs légaux, et c'est ce que jamais ils ne manquent de faire.

Ayant de la sorte accompli cet acte de souveraineté, la multitude s'écoula, enflée sans doute du rôle important qu'elle venait de jouer dans les destinées politiques de la Grande-Bretagne. Quelle farce grossière! Malgré l'opinion généralement accréditée qu'en Angleterre les masses opèrent une forte pression extérieure sur les actes du gouvernement, il n'en est pas moins constant qu'elles sont singulièrement dénuées de sens politique, ce qui les rend faciles à duper et sujettes à prendre des bâtons blancs pour des chandelles.

Je ne pense pas que nos populations urbaines se prêtassent à une pareille charlatanerie; je ne

pense pas davantage que le gouvernement les crût assez inintelligentes pour s'y laisser attraper.

Enfin se leva le soleil qui aurait dû éclairer la victoire des torys de B..., du moins autant qu'il puisse éclairer un trou rempli de brouillard et de fumée. Quand je dis qu'il se leva, c'est une simple supposition, car de toute la journée je n'eus même pas le plaisir de l'entrevoir.

D'assez bon matin, nous sortîmes, mon ami et moi, et une grande partie du jour nous battîmes le pavé pour suivre les péripéties de la bataille.

Pour la commodité des électeurs, plusieurs baraques en planches avaient été construites dans les rues mêmes, et c'était là que l'on couchait les noms sur des registres, publiés après les élections. L'affaire se passait donc au grand jour et à visage découvert. Rien de mieux là où les suffrages peuvent être libres, mais rien de pis là où l'état social engendre une effroyable corruption. Les échoppes étaient ouvertes de bonne heure et accessibles aux votants, mais il n'y avait pas presse, l'Anglais ayant pour habitude de se mettre du courage au ventre avant de faire quoi que ce soit de quelque importance. Aussi les tavernes faisaient-elles déjà plus d'affaires



que les échoppes électorales, et les rues fourmillaient-elles d'individus ivres à différents degrés.

Quelquefois on met à profit cette inclination à l'ivrognerie si commune en Angleterre. Des hommes affidés ramassent autant d'individus qu'ils peuvent, les mènent au cabaret, et là, les font gorger de boisson, si bien qu'une fois un pied dans la vigne du seigneur, ils veulent y mettre l'autre, et envoient au diable les élections. Autant de gagné sur l'ennemi. Naguère encore on les menait en fiacre dans les cabarets de la banlieue, et lorsqu'ils étaient en bon train de « siffler la linote », on vous les mettait bel et bien sous clef, et alors adieu le vote !

Quand la matinée fut plus avancée, des colonnes d'ouvriers commencèrent à parcourir les rues sous la conduite d'un ou de plusieurs agents ; c'étaient les moutons qui allaient voter en masse sous la houlette des bergers de messieurs les candidats. C'est assez la coutume, dans la libre Angleterre, d'enrégimenter les électeurs de crainte qu'ils ne fassent faux bond. Cela arrive même dans les circonscriptions rurales (comtés) ; témoin, un certain Lord Standbroke, qui a fait marcher ses tenanciers au bureau électoral sous la garde de soldats et de

policemen. Pareille chose n'est jamais arrivée, que je sache, en France, même sous l'aimable régime de Risque-tout, premier et dernier du nom.

Des élections où le fanatisme religieux avait été mis en jeu, et où le cabaret remplissait un si grand rôle, ç'eût été miracle, si elles se fussent passées sans désordres ni batteries. C'est ce qui eut lieu surtout aux abords des bureaux de vote. Là, une colonne, arrivant pour voter, était presque sûre de trouver les alentours encombrés par un groupe du parti adverse qui s'obstinait à ne pas ouvrir un passage ; et alors les poings, les bâtons et autres armes se mettaient de la partie. A plusieurs reprises, des bandes arborant des couleurs contraires se trouvant face à face, en vinrent aux mains et se pignochèrent d'importance. Mais dès que la troupe apparaissait sur le théâtre de l'action, c'était merveille de voir comme tout ce monde rentrait dans l'ordre et se tenait coi. Pourtant, il y avait bien peu de forces militaires dans la ville : un simple peloton qui avait été détaché de la garnison voisine en prévision des troubles qu'occasionneraient les discours inflammatoires du sieur Murphy. Un peloton pour une ville de 62,000 âmes ! Quelle dérision ! En

France, il ne faudrait pas moins d'une demi-douzaine de régiments pour une population de ce chiffre. Et encore ! Mais la populace anglaise n'est point redoutable, et je la tiens même pour un peu couarde. S'il ne s'agissait que de coups de poing, à la bonne heure ! Mais l'estoc et la taille, mais la mousquetade et la canonnade, c'est une tout autre affaire ; elle ne mange pas de ce pain-là. En pareille occurrence, la vue seule de quelques sabres nus, ou de quelques baïonnettes croisées, donne la venette à des milliers d'hommes, et les fait jouer des jambes comme si l'enfer était à leurs trousses. J'en eus un exemple frappant ce jour-là.

Le chef d'une colonne whig se voyant menacé par une bande nombreuse de torys, qui déjà préludait par des actes hostiles, envoya requérir main-forte auprès du commandant de la troupe. Les émeutiers pouvaient bien être six cents. Combien d'hommes croirais-tu qu'il envoya pour les mettre à la raison ? Deux sans plus, un pelé et un teigneux ! Mais le commandant connaissait bien le calibre de la populace. Car à l'apparition du duo marchant sur eux, les torys prirent leurs jambes à leur cou, qui de ci, qui de là, et en rien de temps, les lieux furent complètement vidés. C'était à pouffer de rire que de voir cinq ou six cents hommes

naguère si farouches, s'enfuir devant deux troupiers, tels qu'une nuée de moineaux devant un oiseau de proie.

Tout le long du jour, par intervalles, les comités des deux partis firent afficher les chiffres des votes, en sorte que l'on aurait pu suivre les péripéties de la lutte, si ces chiffres avaient été véridiques. Mais il n'y a point à s'y fier, vu que chaque parti publie des bulletins mensongers, et enfle le nombre de ses voix à l'effet d'encourager ses hommes, et de faire pencher en sa faveur ceux qui sont toujours pour les gros bataillons. Ce ne fut qu'assez avant dans la soirée, que les chiffres authentiques furent proclamés. Les torys l'emportaient par une majorité de quatre cents voix. On s'attendait de longue main à un semblable résultat ; aussi ne surprit-il personne.

Quand les candidats victorieux eurent adressé leurs remerciements aux électeurs dans une allocution *ad hoc*, et que ces derniers eurent acclamé les élus par des hourras à se démonter la mâchoire, la foule se dispersa, et vainqueurs et vaincus allèrent pour la plupart dans les tavernes ou chez eux noyer le peu de raison qui n'avait pas fait naufrage pendant la journée.

Mais laissons les dignes électeurs de B... à



leur bouteille, quitte à revenir à eux tout à l'heure, car ils curent à refaire la besogne électorale, le parlement y ayant trouvé une paille qui l'entachait de nullité.

Le résultat général des élections était décidément favorable aux whigs, ou soi-disant libéraux, et leur donnait une forte majorité dans la chambre des communes. Mais la cause de la vraie liberté, qui n'est autre chose que celle de la démocratie, avait-elle gagné du terrain, comme on était en droit de l'espérer après une réforme admettant un grand nombre d'ouvriers au suffrage? Je ne le pense pas. Les radicaux ou démocrates avaient envoyé au parlement une demi-douzaine au plus de leurs candidats, et encore ce nombre ne comprenait-il pas les plus éminents d'entre eux. John Stuart Mill, qui passe pour le plus grand penseur du Royaume-Uni, avait échoué à Londres; MM. Odger et Jones avaient eu le même sort, le premier dans la capitale, le deuxième à Manchester. Ainsi que l'a exprimé Louis Blanc, il y avait au parlement quelques whigs de plus et quelques penseurs de moins. Pauvre aubaine! Il ajoute que les démocrates anglais n'avaient pas su ou n'avaient pas voulu mettre à profit l'extension du suffrage. M'est

avis que la volonté ne leur manquait point, et qu'ils ont fait aussi bien qu'il était possible de faire; mais le peuple anglais, encore profondément imbu de notions aristocratiques, et adonné aux jouissances grossières, ne veut pas mordre à la démocratie, et sera vraisemblablement le dernier peuple de l'Europe à secouer les entraves semi-féodales qui retardent sa marche.

Ainsi que d'ordinaire il arrive, un certain nombre d'élections furent contestées. Parmi les bourgs dénoncés figurait B... Les whigs du lieu ayant accusé leurs adversaires d'avoir mis en œuvre l'intimidation pour se procurer des voix une enquête fut instituée, et malgré la bonne volonté du juge, qui évidemment était tory de cœur, si flagrant était le cas, que force lui fut de casser les élections. Il paraîtrait néanmoins que tous ceux sur lesquels on avait exercé l'intimidation, n'avaient pas cédé, s'il est vrai, comme on me l'a assuré, que deux cents ouvriers avaient été renvoyés pour n'avoir pas voté selon le bon plaisir de leurs patrons.

De ce que l'intimidation était le seul chef mis en avant par les whigs, il ne faudrait pas en inférer que ce fût la seule arme déloyale employée par leurs ennemis. Non, la corruption y

était aussi pour une large part. Seulement, la loi portant que toute circonscription électorale convaincue de corruption serait désaffranchie, les whigs se seraient nécessairement enveloppés dans le même châtiment que leurs antagonistes, s'ils avaient basé leur accusation sur cette illégalité. Mais alors que penser d'une loi qui menace la victime du même dommage que le coupable, et ainsi la met dans l'impuissance d'avoir recours à elle pour réparer ses torts. C'est palpablement une loi qui s'annule de son propre fait, et partant une loi illogique et absurde au premier chef. Les illogismes et les absurdités ne sont pas rares dans cette pétaudière de lois qui porte le nom de code anglais. Et ce peuple se dit le plus sensé du monde !

Les élections de B... annulées, c'était une partie à recommencer, et de nouveau il fallait brouiller les cartes. Il est bien entendu que les deux candidats torys convaincus d'avoir fait sauter la coupe, ne pouvaient de rechef se présenter au jeu. Mais ces honnêtes hommes avaient heureusement un *alter ego* chacun dans la personne du fils de leur père, et rien au monde ne s'opposait à ce qu'ils fissent reverdir leurs prétentions dans leur progéniture. Ces deux

jeunes gens se présentèrent donc sous l'aile paternelle à la population de B..., qui les élut à une majorité double de celle qu'avaient obtenue leurs papas. C'est tout ce que les whigs en eurent pour leur peine.

Besoin n'est pas de dire que la corruption, l'intimidation, le patronage et la ruse avaient été largement mis en œuvre, plus largement même qu'en premier lieu, à en juger par le nombre de votes obtenus. Ainsi en fut-il dans quasi toutes les circonscriptions où les élections avaient été invalidées, preuve palpable que là où le scrutin est public, les lois sont impuissantes à protéger la liberté des électeurs. Il est vrai que le scrutin ouvert est chose très-rassurante, et aussi longtemps qu'il existe, la classe gouvernante a en main un frein puissant avec quoi tenir en respect ceux qui seraient tentés de s'émanciper. En de pareilles conditions, à quoi bon une réforme électorale ? Le nombre de votes est plus grand que jadis, mais le résultat des élections est essentiellement le même.

Ici il est à propos de te faire observer qu'en fait de machinations illicites, le parti whig n'est pas plus innocent que le parti conservateur. En vérité, l'un vaut l'autre. Si, de préférence, j'ai

mis les torys au grand jour, c'est qu'étant, à B..., le parti prééminent, ils m'offraient, par là, plus de prise que les libéraux.

Il est également bon d'ajouter en toute justice que le bourg de B... n'a pas fait pis que tant d'autres dans les dernières élections. Bien mieux, si pour lui jeter la première pierre, il fallait n'avoir sur la conscience aucun péché de cette nature, je crois vraiment qu'il pourrait jouir d'une sécurité complète en fait de lapidation. Oui, après avoir attentivement suivi cette affaire soit personnellement, soit par la voie des journaux, après m'être renseigné auprès d'individus qui s'occupent activement de menées électorales, j'ose affirmer que si la loi contre la corruption était strictement exécutée, il n'y aurait pas un bourg, il n'y aurait pas un comté dans le Royaume-Uni qui ne fût privé de la franchise. Ainsi se manigancent les élections chez ce peuple modèle.

Un écrivain distingué, M. Prévost-Paradol, qui ne voit rien de plus beau que les institutions anglaises, trouve peu à redire à cet état de choses. Le gouvernement, dit-il, ne pèse pas sur les élections comme il le fait en France, et à tout prendre, c'est bien plutôt une question de personnes qu'une question de parti. Ce que dit là

M. Paradol, vrai en apparence, est au fond complètement faux. En effet, la chambre basse, élue à force d'argent ou de pression illicite, ne représente et ne peut représenter que les hautes classes, à savoir la noblesse et les gros sacs d'écus. Le peuple, qui s'est laissé acheter, intimider, séduire d'une façon ou d'une autre, n'a réellement point voté, et partant n'a point envoyé de mandataires à la législature. Il est donc vrai de dire que les hautes classes, whigs ou torys, il importe peu, forment le gouvernement du pays, et comme ce sont elles qui ont pesé de tout le poids de leurs terres ou de leurs écus sur les électeurs, il s'en suit, en bonne logique, qu'en Angleterre, le gouvernement s'immisce, et cela très-fortement, dans les élections. Au surplus, M. Paradol arrive à la même conclusion sans paraître s'en douter, quand il dit qu'après tout, c'est bien plus une question de personnes qu'une question de parti. Ce qui revient à dire que la différence entre whigs et torys est insignifiante, et que leur politique est essentiellement la même.

Et puis, une législature élue par de tels moyens, que peut-elle être, si ce n'est une législature prédisposée à laisser pénétrer la corruption dans son sein? Sans doute, il y a parmi ses

rangs des hommes que leur immense fortune met hors de prix, mais tous les membres de la chambre ne sont pas des crésus, et il en est qui, pour se faire élire, ont dû écorner perceptiblement leur avoir.

Qu'une occasion se présente de réparer cette brèche, il y a gros à parier que la plupart en profiteront. Celui qui n'a pas eu de scrupule à acheter des votes, en éprouvera peu à vendre le sien. Et en fait, c'est là ce qui arrive dans le parlement anglais. Les compagnies de chemins de fer et autres s'adressent fréquemment à la législature pour obtenir des actes concernant leurs entreprises. Or, ces actes importent assez à leurs intérêts matériels, pour qu'elles se mettent en frais à l'effet d'en assurer le passage. On fait une tournée parmi les membres dont on suppose que la conscience n'est pas trop farouche, on insinue la chose au moyen d'un biais, et de fil en aiguille, visiteur et visité, forts satisfaits l'un de l'autre, échangent une poignée de main cordiale qui clot le marché.

Autre occasion de bonne aubaine. Un individu a en vue une place dans l'administration ou ailleurs, soit pour lui-même, soit pour son fils, ou bien il est engagé dans une entreprise quel-

conque, où la protection de tel député lui serait fort utile; certes il aurait bien du guignon si ledit député ne se laissait pas fourrer un tantinet de foin dans ses bottes, à charge d'employer son influence en faveur du postulant.

Ou bien encore, le parti qui est en minorité dans la Chambre veut tenter un grand coup pour démonter ses adversaires. A cette fin, il se crée des intelligences dans leurs rangs, et un beau jour le gouvernement échoue dans un vote qui implique la confiance du pays, et se trouve ainsi précipité du pouvoir. Des traîtres, moyennant pécune, ont passé armes et bagage à l'ennemi au beau milieu de la bataille. Ce n'est point autrement que les torys firent tomber le bill de réforme électorale porté devant la Chambre basse par l'administration de Gladstone. Le chef des conservateurs pourrait probablement nous dire au juste combien il en coûta aux grosses bourses de son parti pour le mettre à la tête des affaires.

Pendant que je suis en train de mettre à nu la gangrène parlementaire, il est une plaie que je ne dois pas passer sous silence; c'est celle du patronage, qui fait d'un certain nombre de membres autant de clients dépendant de quelque opulent seigneur. Ces messieurs, élus grâce à tel



puissant patron qui a payé entièrement ou en partie les dépenses de leur candidature, sont naturellement à son service et votent d'après ses instructions. Peut-être ce vice est-il moins florissant de nos jours qu'au temps passé, mais il a dû avoir des proportions considérables, s'il est vrai, comme on me l'a assuré, que feu le comte Fitz William avait jusqu'à quinze clients de cette nature, quinze hommes de paille, parmi les membres de la Chambre basse. En un mot, cette Chambre est en quelque sorte une boutique où les votes sont chose vendable et achetable. Si, après cela, M. Paradol (paix à ses cendres!), ou tout autre écrivain du même bord, trouve que la manière dont se tripotent les élections anglaises n'a pas de résultat dangereux pour la liberté, c'est qu'il n'est vraiment pas difficile en matière de corruption gouvernementale, non plus qu'en matière de liberté.

Je n'avais donc qu'à me féliciter de l'inspiration qui m'avait amené en province et surtout dans un district manufacturier, pour voir opérer la machine électorale et scruter les ressorts qui font mouvoir ce puissant engin gouvernemental. Lorsque j'avais fait l'examen rétrospectif de mes observations, et qu'après une suite de raison-

nements, j'avais tiré ma conclusion, il me restait encore, s'il t'en souvient, quelques doutes, légers, il est vrai, mais que je tenais à dissiper pour rendre ma satisfaction complète.

J'étais comme celui qui, ayant fait une opération arithmétique avec toute l'attention dont il est capable, et qui, tout en croyant n'avoir point fait d'erreur de calcul, veut néanmoins faire la preuve qui lui donne mathématiquement raison. Ma preuve à moi, c'était l'élection parlementaire, véritable pierre de touche des libertés politiques. Or, j'étais venu, j'avais vu et je m'étais convaincu à n'en plus douter, qu'en Angleterre, la liberté n'est qu'une liberté postiche, une fausse déesse, à qui le peuple anglais rend un hommage et un culte ridicules.

Toutefois, ma satisfaction n'était pas sans mélange; moi aussi j'avais rendu hommage à cette trompeuse divinité, et ce n'était pas sans dépit que je me rappelais cette invocation ridiculement sublime que j'avais jetée au vent à la vue des côtes d'Angleterre. Pas pour un empire je n'aurais voulu maintenant rencontrer le jeune Français qui m'avait surpris au beau milieu de mon élucubration enthousiaste. Son éclat de rire narquois résonnait encore à mes oreilles, et me

vexait d'autant plus que les faits lui donnaient complètement raison. Dans ma vexation, j'en voulais à tous ceux qui, d'une façon ou de l'autre, avaient contribué à me jeter dans l'erreur, et tu peux penser si, parmi eux, M. Gouraud avait une large part à mon déplaisir. Une chose pourtant militait en faveur de ces écrivains, les Hume, les Guizot, Gouraud et autres, c'est qu'ils étaient partisans avoués du privilège, et qu'en exaltant les institutions anglaises, ils avaient tout simplement prêché pour leur saint favori. Mais que dire d'un démocrate avéré, M. Esquiros, qui dans son livre sur l'Angleterre, semble croire à la liberté anglaise, et abonde en éloges sur les institutions britanniques? On en est à se demander s'il est bien possible qu'un seul et même individu soit démocrate à tous crins ou aristocrate enthousiaste, selon qu'il se trouve de l'un ou de l'autre côté du détroit. Est-ce que, par miracle, deux principes qui sont aux antipodes l'un de l'autre, produiraient un résultat identique? Je me refuse à croire qu'un homme de la perspicacité de M. Esquiros, qui a résidé des années en Angleterre, n'ait pas découvert la vérité sous les oripeaux dont on l'affuble, et sous le masque transparent qui la déguise. En vérité,

c'est merveille comme certaines gens peuvent changer de peau suivant les circonstances. Ce qui peut-être aiderait à expliquer une telle étrangeté, c'est que M. Esquiros, lorsqu'il écrivit son œuvre, occupait une position très-lucrative à un collège militaire, Woolwich ou Sandhurst, je ne sais plus lequel. Serait-ce par hasard que, le salaire aidant, la couleur fortement aristocratique de cette institution avait déteint sur lui ?

Je finis néanmoins par me consoler de ma ridicule salutation, en songeant que tant d'autres plus intelligents que moi s'étaient aussi laissé induire en erreur, et avaient d'abord jugé sur l'étiquette du sac. Celui que je me rappelais avec un plaisir particulier, c'était le héros de Byron, le fameux Don Juan, dont la déconvenue ressemblait d'autant plus à la mienne, que lui aussi exhala son enthousiasme dans une sorte d'invocation, au milieu de laquelle il fut interrompu beaucoup plus désagréablement que moi.

Quelques jours après son arrivée à Londres, dans une promenade qu'il fait aux environs, il se trouve sur le sommet de Shooter's Hill, d'où il aperçoit à ses pieds la grande capitale, avec son immense réseau d'habitations, ses mille clochers, ses édifices publics et ses vastes docks,

entrepôt du commerce de l'univers. A cet aspect, tout ce qu'il a lu ou entendu dire des institutions britanniques, de la liberté anglaise et des vertus nationales, se réveille dans son esprit, et ne pouvant contenir son enthousiasme, il s'exclame :

La voilà cette ville où la Liberté sainte
 A fixé son séjour ; où le peuple, sans crainte
 Des geôliers, des bourreaux et de l'inquisition,
 Fait entendre sa voix. O sublime nation !
 Là fleurit la vertu, là l'épouse fidèle,
 Aux femmes d'autres lieux peut servir de modèle,
 Là sont vierges les lois ; jamais les voyageurs
 Ne sont pris aux filets de messieurs les voleurs,
 Tous les chemins sont sûrs ; là.

Là il est arrêté court par quatre détrousseurs, qui se jettent sur lui le couteau à la main, en criant : Goddam ! la bourse ou la vie !

Mon transport, tu vois, n'avait pas été refroidi d'une manière aussi tragique, et chaque fois que le souvenir de ma déconvenue me revenait à l'esprit, je n'avais qu'à penser à celle de Don Juan, qui produisait aussitôt l'effet d'un baume sur une blessure. Que veux-tu ? c'est dans la nature humaine, et, comme tu le sais, je n'ai jamais eu la prétention de passer pour un ange.

CHAPITRE SIXIÈME

Les trois arcs-boutants de l'édifice aristocratique.

— La presse jetant de la poudre aux yeux du peuple. — Temple titanesque érigé à l'orgueil national. — Quelques réflexions sur notre France. — Un mot à messieurs les racoleurs de pendules.

A l'instar de tous les gouvernements qui n'ont pas pour but le bien du plus grand nombre, l'aristocratie anglaise s'appuie sur trois grandes institutions : le clergé, la magistrature et l'armée, qui sont matériellement intéressées à la défendre envers et contre tous. Le clergé, qui a, en grande mesure, l'éducation entre les mains, a pour mission spéciale d'inculquer aux jeunes esprits les saines notions du privilège, d'après la sainte Bible manipulée, torturée *ad hoc*. La magistrature est chargée d'interpréter et d'administrer les lois dans un sens aristocratique, c'est-à-dire au profit du puissant contre le faible, du riche contre le pauvre. L'armée est là pour avoir raison de ceux qui se montreraient par trop récalcitrants, et s'aviscraient de chercher le bonheur autre part que dans le régime actuel ; elle veille tout particulièrement au salut politique de l'Irlande. Tout cela coule de source.

De prime abord, dire que l'Église anglicane est religion d'État, c'est dire qu'elle renferme dans son sein un principe éminemment corrupteur, un germe qui ne saurait manquer tôt ou tard de se développer et de porter des fruits malsains. Et en fait, c'est là ce qui est arrivé à l'Église anglicane, où la récolte a été des plus abondantes. Mais ce qu'il y a de particulier à son endroit, c'est que, à la différence des autres églises, qui ne se sont gâtées que graduellement et à mesure que s'est accrue leur prospérité matérielle, l'Église anglicane a été gangrenée dès le début, grâce à la source impure d'où elle est émanée. Tout le monde sait qu'elle doit sa naissance au brutal caprice du royal Barbe-Bleue, Henri VIII, qui, trouvant le pape défavorable à sa passion, secoua l'autorité spirituelle de Rome et, de son propre chef, se nomma souverain pontife : « *Ego sum papa.* » Les prélats anglais se prêtèrent complaisamment à tout ce qu'il voulut, et le peuple, selon son habitude, demeura simple spectateur de cette révolution religieuse. De là l'Église anglicane, qui n'a jamais démenti son origine et toujours s'est montrée d'une obséquiosité exemplaire envers les puissances du jour.

Que le clergé anglican soit organisé aristocra-

tiquement, c'est la chose du monde la plus logique et naturelle, bien qu'en opposition directe aux principes démocratiques de l'Évangile. Aussi les prélats ou seigneurs spirituels ont-ils des émoluments assez confortables ; vingt-huit ils sont, évêques ou archevêques, dont le salaire total se monte à 157,200 livres sterling, ou bien près de quatre millions de francs ! Et cela sans compter les accessoires, petits et grands. Quand on est affligé d'une pareille misère, m'est avis que l'on doit avoir fort bonne grâce à préconiser l'abréviation et la pauvreté. Et ces messieurs se proclament les ministres de Celui qui n'avait pas sur quoi reposer sa tête !

Les autres grands dignitaires de l'Église sont salariés à l'avenant, les prébendes étant généralement riches, et d'aucuns en cumulant deux, trois, quatre même, je crois. Mais, me dis-tu, comment un seul pasteur peut-il veiller convenablement sur tant de troupeaux à la fois ? La question est assez naïve. Le troupeau ! c'est bien du troupeau qu'il s'agit ; le revenu qu'il rapporte, voilà, mon cher Guillaume, la chose essentielle. Quant aux ouailles, en pareil cas, le titulaire commet à leur garde quelque pauvre diable de vicaire, auquel il alloue tout juste de quoi ne pas



mourir de faim. Il y a des prébendiers qui résident à cent milles de leur cure.

Une énorme singularité au sujet des prébendes, c'est que beaucoup sont à la disposition des seigneurs de manoir, qui peuvent les donner ou les vendre à qui bon leur semble. Cette énormité est due au royal fondateur de l'Église anglicane, Henri VIII qui, dans sa toute-puissance spirituelle aussi bien que temporelle, eut la fantaisie de conférer ce privilège lucratif à ses mignons, lequel privilège s'est transmis comme patrimoine de père en fils aîné jusqu'à nos jours. Ce saint trafic est poussé plus loin encore. Ceux qui ont acheté leurs cures ont, comme de juste, le droit de les revendre, et c'est ce qu'ils font, ouvertement et *coram populo*. J'ai vu jusqu'à vingt prébendes mises en vente un seul et même jour dans les colonnes du *Times*. Ainsi, un troupeau spirituel se vend, ni plus ni moins qu'un troupeau de moutons, au plus haut enchérisseur.

Ils vendent l'arche auguste où l'hostie étincelle !
 Ils vendent Christ, te dis-je, et ses membres liés !
 Ils vendent la sueur qui sur son front ruisselle,
 Et les clous de ses mains et les clous de ses pieds !

Et on trouve cela tout naturel. C'est, ma foi !

grand dommage que Jésus-Christ ne fasse pas une autre visite à notre globe, quand ce ne serait que pour chasser du temple les brocanteurs modernes qui le souillent de leur honteux trafic. Dieux ! quelle volée de coups de verge le clergé anglican, pour sa part, recevrait sur l'échine !

Outre les grasses prébendes, le clergé anglican possède la direction des écoles publiques, dont les principaux sont quasiment tous des ministres de l'Église privilégiée. Il y a, au sujet de ces institutions, une particularité qui est trop cocasse pour être passée sous silence.

En 1818 et en 1864, des enquêtes eurent lieu qui révélèrent que, dans certaines écoles richement dotées, il y avait deux fois autant de professeurs que d'élèves ! Mieux que cela, d'aucunes n'avaient pas même l'ombre d'un écolier !! De plus fort en plus fort, un principal avoua qu'il n'en avait pas eu un seul depuis trente ans !!! Et durant cette période il avait empoché la dotation attachée à l'établissement. C'était à se tenir les côtes, parole d'honneur ! Ce qui m'étonne, c'est que les Anglais soient si graves, quand ils ont chez eux des choses à faire rire les morts.

Une réforme s'est opérée depuis 1864, mais je ne serais pas du tout surpris si, comme on me l'a

assuré, il existait encore quelques-unes de ces drôleries. Car c'est assez la coutume des Anglais, en pareil cas, de conserver, en guise de reliques, des échantillons de la chose réformée; ce qui fait de l'Angleterre un musée assez curieux, où l'on voit les contrastes les plus risibles, les plus bis-cornus, les plus absurdes qui se puissent imaginer. Quand on fait observer cela aux Anglais, ils répondent que c'est là du bon sens pratique et que nous n'y entendons rien. A quoi on pourrait répliquer : « Cela est très-pratique, il est vrai, pour les privilégiés qui en profitent, mais pour la communauté qui en est lésée et qui l'endure, c'est tout bonnement un mélange de couardise et de stupidité ! »

Beaucoup encore j'aurais à te dire sur le compte de l'Église anglicane, mais à quoi bon ? A l'aide de ce que tu en sais, la logique des faits te permettra de suppléer le reste.

D'ores et déjà, il m'en souvient, j'ai tant soit peu touché à la magistrature, et ce à l'occasion de la fameuse cuiller d'étain. Tu sais donc que, parmi les magistrats anglais, beaucoup sont ignorants de ce qu'ils devraient savoir par-dessus toute chose. Cette ignorance, jointe à l'embrouillamini de ce gâchis de lois étiqueté *Constitution*, rend les

avocats et autres gens de loi à peu près maîtres de la situation. Aussi forment-ils une classe riche et influente, dont l'intérêt, il va sans dire, réside dans la conservation du système actuel. Car, sous un régime démocratique, la loi serait, de toute nécessité, tirée au clair et réduite à sa plus simple expression ; ce qui ne serait point du tout l'affaire de ces messieurs, qui aiment tant à pêcher en eau trouble. Un exemple.

En 1866, le Parlement nomina une commission de légistes, qui se réunirent, ostensiblement pour réviser le Code et mettre un peu d'ordre dans ce chaos, mais en réalité pour ne rien faire du tout, et c'est précisément ce qu'ils firent. En sorte qu'à cette heure la confusion est pire que jamais, et pire devient chaque jour, attendu que chaque jour on ajoute quelque chose à cette masse embrouillée, ténébreuse, indigeste. Réviser les lois ! allons donc ! prenez ce code, si code il y a, et faites-en un feu de joie, et puis confectionnez-en un tout frais neuf, conformément aux règles du bon sens et de la justice. Mais non ; ce serait grand dommage de rogner ainsi les ongles aux harpies de la loi.

Déjà je t'ai donné un exemple des longueurs et de l'excessive cherté de la justice anglaise. La

fameuse affaire Tichbourne, qui en ce moment est encore pendante, *et adhuc sub judice lis est*, vient juste à point pour renforcer mon dire. Le domaine en litige produit un revenu de près d'un million de francs. Eh bien ! voici soixante-dix jours que dure le procès, et déjà une bonne partie de cette riche propriété a été absorbée en frais de justice. Encore un peu, et tout y passera. En tout cas, les avocats semblent déterminés à prolonger la chose jusqu'à ce que les ressources des plaideurs soient réduites à néant. En sorte que si le procès se termine avant le jugement dernier, ce ne sera pas parce que Perrin Dandin sera à bout de circonlocutions et d'arguties, mais bien parce que, de l'huître, il ne lui restera plus rien à gober. En aucun pays, je crois, la fable de l'huître et des plaideurs ne s'applique aussi bien qu'en Angleterre ; c'est là surtout que « Perrin tire l'argent à lui, et ne laisse aux plaideurs que le sac et les quilles. »

Ce procès fournit également un échantillon des bonnes manières et de l'urbanité que l'on exhibe dans les tribunaux anglais, où les avocats sont d'une impertinence et d'une grossièreté outrageuses envers les parties et les témoins. L'autre jour, en pleine séance, l'avocat du défendeur lan-

çait tout d'une haleine à la partie adverse les épithètes de « parjure, faussaire, imposteur, gredin, scélérat, masse de graisse ». Ces messieurs, il paraît, sont très-forts sur le catéchisme poissard, et généralement « manient » cette arme élégante avec toute la grâce convenable. Les coutumes anglaises leur donnent carte blanche.

Parmi les articles de foi qui composent le *credo* de l'orgueil anglais, le moindre n'est pas celui qui consiste à croire qu'en Angleterre la justice est administrée d'une main égale pour le riche et le pauvre, le grand et le petit. Des lois et de la magistrature anglaises je t'en ai dit amplement assez pour te convaincre que cette idée n'est et ne peut être qu'une pernicieuse illusion. Je pourrais t'en donner maint exemple ; un seul, qui est assez frappant, me suffira.

D'un côté est un des premiers lords d'Angleterre, le duc d'Hamilton (pour ne le point nommer); de l'autre, un simple ouvrier, dont le nom n'importe point à la chose. Le duc se trouve dans un lupanar de Haymarket ; il fait du tapage, un policeman intervient, contre lequel il se révolte, et ce faisant lui accommode un œil au beurre noir. Un mandat d'amener s'ensuit, mais le chef de la police, sir Richard Mayne, y fait opposition,

et l'affaire se trouve ainsi étouffée. La même semaine, l'ouvrier en question a lui aussi maille à partir avec un policeman, qu'il maltraite de coups, bien que moins brutalement que monsieur le duc. Il est appréhendé, jugé et condamné à trois mois de prison avec travaux forcés. Ce fait n'a pas besoin de commentaires, et comme je te l'ai dit, j'en aurais bien d'autres à te citer, si j'avais le temps.

Une coutume existe qui permet aux riches criminels de glisser à travers les filets de la loi; c'est de faire transférer le cas de la cour « *Old Bailey* » à celle du banc de la reine, c'est-à-dire d'un tribunal criminel à un tribunal civil, au moyen d'un acte spécial, qu'il faut payer et fort cher. Il va sans dire que ce privilège n'est pas fait pour les petites bourses.

Mais ce qui peut-être contribue le plus à l'inégalité et à l'avortement de la justice anglaise, c'est l'absence de tout procureur public. L'aventure de cet Allemand dévalisé dans un taudis, t'en a offert un exemple; en voici un autre, pire encore, car il s'agit d'un meurtre, commis à Stepney. L'accusé comparait devant le tribunal; son avocat demande que la cause soit ajournée. Avant de se prononcer, il faut que le juge se

consulte avec le magistrat chargé de la poursuite. Impossible; il n'y avait absolument personne. Conçois-tu cela ?

J'en arrive à l'armée, un des trois arcs-boutants qui soutiennent l'édifice aristocratique. A son sujet il y a peu à dire, et ce peu est on ne peut plus simple. La constitution de l'armée anglaise est bien connue; les officiers sont aristocrates soit par la naissance ou par la fortune, et les hommes sont des mercenaires, ou autrement dire, des massacreurs à gages. Nul danger donc qu'une telle armée se range jamais du côté du peuple, pour lequel elle n'a et ne saurait avoir aucune sorte de sympathie. Si peu nombreuse qu'elle soit, car il y a tout au plus vingt mille hommes stationnés dans la Grande-Bretagne, elle suffirait, et amplement, à faire rentrer le peuple dans le respect, au cas où il montrerait les dents.

Inutile presque de dire que ces trois institutions, y compris la marine, sont complaisamment ouvertes à l'aristocratie, dont les fils cadets, qui autrement ne sauraient trop que faire, y trouvent des positions très-confortables, sans que l'on regarde de trop près au mérite ou au démérite de la personne.

Après cela, tu peux bien penser qu'il existe



des sinécures, qui sont pas mal nombreuses et pas mal grasses ; faute de quoi, le système aristocratique ne serait pas à son grand complet.

En dehors de ces sinécures à vie, il y en a de perpétuelles, qui se transmettent de père en fils par droit de naissance, et voici comment. Tu dois savoir, connaissant l'histoire d'Angleterre, que les rois anglais, tout comme les rois de France et autres, ne s'en tenaient pas toujours à leurs reines, et que parfois ils donnaient au contrat de mariage certains coups de canif, qui produisaient des enfants. Ces enfants, bien que nés hors du lit conjugal, n'en étaient pas plus maltraités pour cela. On les dotait de biens fonciers ou de pensions, quelquefois même des deux à la fois, et par-dessus le marché, on leur décernait un titre de duc, comte ou marquis. Les descendants de cette progéniture de contrebande se sont succédé jusqu'à nos jours, du moins quelques-uns, qui, naturellement, font partie de l'aristocratie anglaise, et qui, naturellement aussi, reçoivent les pensions octroyées à leurs aïeux sur la bourse de John Bull. Certes, l'Angleterre peut bien se permettre ce luxe ; elle est riche, et le peuple est une bonne vache à lait, qui regimbe bien quelquefois, si on la trait à l'ou-

trance, mais jamais de manière à blesser le laitier, ou à culbuter le seau. A deux milliards cinq cents millions de francs se monte le revenu annuel produit par les taxes de toute nature, tant générales que locales. La propriété foncière, qui devrait porter une forte partie du fardeau, n'est que légèrement imposée. Cela se conçoit ; ce sont les seigneurs de manoir qui, directement ou indirectement, ont la plus grande part à la fabrication des lois, et ce serait bien sot à eux, n'est-ce pas, que de ne les point faire dans l'intérêt de leur caste.

Il est une autre institution, que la civilisation moderne a introduite parmi les peuples, et qui, pour n'être qu'un auxiliaire, n'en exerce pas moins une influence très-considérable. D'ores et déjà tu as deviné que je veux parler de la presse, ce rapide véhicule des idées, si puissant pour le bien comme pour le mal. Par malheur, elle est un peu trop friande des espèces trébuchantes, et dans l'état où en sont les choses en Angleterre, il serait oiseux de demander si elle défend la cause des sacs d'écus ou celle de la justice et de la vérité. Si la justice et la vérité étaient riches, tout irait le mieux du monde, mais les pauvrettes sont assez mal avec la fortune, et ne

sauraient payer la grande débitante de nouvelles écrites. De là leur délaissement. Donc la presse anglaise, à de très-rares exceptions près, prêche pour l'aristocratie seigneuriale ou mercantile, whig ou tory, il importe peu.

Cette institution auxiliaire est, dans ce pays, plus influente que partout ailleurs, par la simple raison qu'elle a affaire au peuple le plus facile à entortiller en matière politique. Les masses anglaises ont du bon sens, je ne le nie pas, mais c'est de la plus grosse espèce, c'est de ce bon sens qui ne voit guère plus loin que le bout de son nez, et que volontiers j'appellerais de l'intelligence au jour le jour. La presse anglaise a donc beau jeu avec elles. En outre, les journaux sont beaucoup lus dans ce pays, bien plus qu'en France, où la conversation y supplée en grande mesure. Ainsi la classe gouvernante a entre les mains un instrument des plus efficaces, et elle ne s'en fait pas faute pour maintenir son pouvoir et diriger l'opinion publique dans le sens de ses intérêts généraux et de ses projets du moment.

Je ne te parlerai pas de ses agissements en matière de politique intérieure, car ce ne serait qu'une redite de ce dont je t'ai entretenu tout le long; je ne toucherai qu'à la politique étrangère,

et pour ce suffiront deux exemples que fournissent les quelques dernières années, à savoir la guerre civile des États-Unis et le récent conflit entre la France et la Prusse.

Lorsqu'éclata la sanglante querelle entre le Nord et le Sud, l'aristocratie anglaise y puisa aussitôt l'espérance d'être débarrassée d'une rivale qui déjà éclipsait l'Angleterre et qui, de plus, comme démocratie, était une protestation vivante contre le système du privilège. Pour contribuer à un résultat si désirable, il fallait prendre en main la cause des rebelles et plaider pour l'esclavage contre la liberté. Le mot d'ordre fut donc donné à la presse, qui s'acquitta de cette mission avec un zèle digne d'une meilleure cause. Jusqu'alors, la république américaine avait été vertement tancée de fois à autre au sujet de l'esclavage: c'était une institution abominable, un déshonneur de la civilisation moderne, une hideuse tache sur le drapeau de l'Union. Comment! l'Angleterre avait dès longtemps extirpé cette plaie sociale, et pour ce faire n'avait point reculé devant l'énormité de la dépense, tandis qu'une république l'entretenait, l'alimentait, la propageait encore dans son sein! Quelle criante anomalie! Telles avaient été les

invectives de la presse anglaise. Tout d'un coup, un merveilleux revirement s'opère, et le langage des journaux change du tout au tout; l'esclavage n'est plus une institution exécrationnelle, c'est une bienfaisante institution pour les esclaves comme pour les maîtres; ce n'est plus un déshonneur, une tache hideuse, c'est presque un point lumineux sur le drapeau de la République. Si une fée avait, de sa magique baguette, touché l'esclavage, et l'eût transformé en une chose séduisante à voir, le langage de la presse n'aurait pu être plus différent de ce qu'il était naguère. Mais elle ne s'en tint pas là; le Nord fut en butte à toutes les tracasseries, à toutes les vexations, à toutes les insultes dont la plume est capable; ses plus honnêtes et habiles citoyens furent calomniés, vilipendés; ses mesures pour l'extinction de la révolte furent blâmées ou tournées en ridicule; ses défaites exagérées et célébrées à l'outrance, ses victoires amoindries ou niées à brûle-pourpoint. La lutte était de sa part à la fois criminelle et inutile, criminelle parce que tous les droits étaient du côté des scissionnistes, inutile parce que jamais le Nord ne pourrait triompher du Sud et le ramener dans le sein de l'Union. En un mot comme en mille, rien ne fut négligé de ce

qui pouvait porter dommage à la cause du Nord et le décourager. L'issue de la lutte a démontré ce que valaient ce plaidoyer et tous ces frais d'éloquence. Certes, si la justice et la vérité n'étaient pas immortelles, les blessures qu'à cette époque leur firent les foliculaires anglais, auraient amplement suffi à les exterminer. Tel fut l'ignoble rôle que joua la grande majorité de la presse anglaise tout le long de ce mémorable conflit, où, je ne crains pas de le dire, se décidèrent les destins de l'humanité. Peut-on s'étonner maintenant si la République américaine nourrit rancune contre l'Angleterre? Longtemps elle a laissé pendante la question de *l'Alabama*, et cela sans nul doute, pour d'excellentes raisons. Mais aujourd'hui la voici venir, sans fracas, avec une petite carte à payer qui fait terriblement écarquiller les yeux au cousin John Bull. Eh bien! paie, mon bon John Bull, paie et remercie ta presse d'avoir si efficacement contribué à te faire vider le fond de ta bourse!

Si le rôle qu'a joué la presse anglaise à l'égard de la grande République est déshonorant, combien plus lâche et honteuse est sa ligne de conduite à l'encontre de la France, tout le long de la douloureuse épreuve que nous venons de subir.



Car du moins, entre la République et l'Angleterre, il n'y avait jamais eu d'entente cordiale et encore moins d'alliance active; jamais leurs armées n'avaient combattu côte à côte, essuyé les mêmes fatigues, enduré les mêmes souffrances, partagé les mêmes lauriers; bien au contraire, depuis la déclaration d'indépendance, les deux pays avaient été constamment en bisbille, et quelquefois en hostilités ouvertes. Mais bien autrement il en était avec la France; depuis 1815, aucun sanglant conflit n'avait éclaté entre les deux nations; bien mieux, il y avait eu entente cordiale durant une grande partie du règne de Louis-Philippe, et, dans les vingt années de ce misérable Empire, leurs soldats avaient fraternellement mêlé leur sang sur plus d'un champ de bataille, sans compter qu'à Inkermann, notre armée avait sauvé les troupes anglaises d'une destruction totale. Rien n'y a fait.

La presse anglaise a renouvelé contre la France les manœuvres et les dires par lesquels elle s'était si tristement distinguée à l'encontre de la République américaine; applaudissements, réjouissance de nos défaites, récits controuvés, dénis absolus de nos avantages, assertions tendant à nous décourager, calomnies, insultes prodiguées

aux ardents et honnêtes patriotes qui ne désespéraient pas de leur pays, rien n'y a manqué, et, soit dit à son déshonneur, il s'y est joint la circonstance aggravante pour elle, que pendant que l'Angleterre buvait à pleine coupe l'humiliation que lui versait la Prusse, la presse prodiguait à l'échanson les termes les plus élogieux que fournisse le vocabulaire anglais. Il serait difficile, je crois, de pousser l'ignominie plus loin. Quand la presse d'un pays a ainsi perdu toute vergogne, la condition morale de la nation doit, il me semble, laisser quelque chose à désirer.

Il est bien entendu que j'admets quelques honorables exceptions, et quand je dis la presse anglaise, c'est de la généralité des journaux qu'il s'agit.

Parmi ces rares exceptions, il en est deux assez remarquables pour que j'en fasse une mention particulière. Ce sont le *Reynold's News paper* et le *Standard*, celui-ci peut-être le plus conservateur des journaux anglais, celui-là le plus avancé, et, à tout dire, le seul démocrate que je connaisse parmi eux. Tous deux voulaient bien également le triomphe de la France sur les envahisseurs, mais à la différence pourtant que le premier le voulait au profit de la cause populaire, tandis que

l'autre l'aurait voulu à celui de la famille Bonaparte, de cet équipage de forbans qui avait fait sombrer le navire. Grand merci, monsieur le *Standard*, vous êtes par trop bon, mais nous *sortons* d'en prendre.

Puisque j'y suis, ce n'est que justice de nommer ceux qui se sont éminemment distingués dans l'autre rôle. Ce sont le *Times*, le *Daily News* et le *Telegraph*. On dit même que certains rédacteurs et correspondants ont été décorés par Guillaume, pour les hauts faits qu'ils ont accomplis la plume à la main. Et on appelle cela croix d'honneur!

Le *déshonneur* n'est plus une chose honteuse; il s'intitule *honneur* et chose glorieuse.

Dans le rôle intéressant et intéressé que doit jouer et que joue la presse anglaise, il y a une particularité que je puis apprécier ici sans trop craindre de me répéter, attendu que j'en ai à peine dit un mot dans le cours de cet opuscule.

Cette partie du rôle, qui n'est pas la moins intéressante, mais qui est assurément la plus facile, consiste à alimenter et à tenir dans un état de gonflement convenable l'orgueil national de John Bull. Dieu merci! chaque peuple, de même que chaque individu, a une excellente opinion de soi-même, et se croit le plus grand,

le plus intelligent, le plus sage des peuples ; cela ne fait pas question. Mais encore y a-t-il différents degrés en cela, du plus et du moins. Eh bien ! John Bull, lui, est à une distance incomparable de tous les autres ; il s'est érigé un échafaudage de grandes actions, de glorieuses victoires par terre et par mer, de vertus morales et religieuses, d'éminentes qualités intellectuelles, militaires, navales, politiques, civiles, familiales, mercantiles, industrielles ; bref, disons-le tout de suite, de tout ce qu'il y a de grand, de beau, de noble au monde, et n'en parlons plus. Tant et si bien que la structure, pour laquelle, Dieu merci ! les matériaux ne faisaient point faute, atteint aujourd'hui jusqu'à la voûte céleste. Ce que les constructeurs de la tour de Babel n'ont jamais pu accomplir, John Bull l'a parachevé avec une parfaite aisance. Et planté là-haut, il contemple, avec sa sérénité bovine, les autres nations qui se meuvent et gravitent à ses pieds. Est-il étonnant que, les voyant si petites, il les regarde avec un souverain mépris ? Eh bien ! c'est la presse anglaise qui naturellement a le plus contribué à l'édification de cette façon de temple titanesque, dont John Bull est l'idole, et c'est elle qui, naturel-

lement aussi, a pour mission spéciale de le réparer et de l'entretenir de manière que John Bull ne dégringole pas du ciel ; ce qui serait, ma foi ! grand dommage : on ne tombe pas de si haut sans se disloquer un peu la charpente.

D'abord, il est bien entendu que la nation anglaise est la quintessence même de la probité, réputation capitale et qui vaut de l'or chez une nation mercantile, en ce qu'elle inspire la confiance nécessaire pour attirer les chalands. Ce qui n'empêche pas, qu'à l'étranger, elle n'ait pillé de fois à autre, par-ci par-là, pillé l'Irlande, pillé les Chinois, pillé les Indiens, et que chez elle, la classe marchande ne soit d'une probité fort douteuse. Faisons fortune, honnêtement, si nous pouvons, mais faisons fortune ; telle est la devise inscrite au fin fond de son cœur ; faux poids et fausses mesures, altération des denrées, banqueroutes frauduleuses, tels sont les moyens souvent mis en usage pour arriver vite au but.

Mais voilà qu'en élevant mes regards à perte de vue, je m'aperçois que si je voulais examiner une à une toutes les assises de ce monument élevé par l'orgueil anglais, ce serait une tâche interminable, et que la vie de Mathusalem n'y suffirait pas. Pense donc, la distance est longue

d'ici au dôme céleste. Puis, comment y grimper ? il me faudrait au moins l'échelle de Jacob, que je ne saurais où trouver. Pour en avoir fini au plus tôt, je me bornerai à la gloire militaire, une des assises fondamentales, un des articles de foi les plus chers à notre voisin, celui dans lequel il se retranche avec tout l'entêtement qui le distingue.

« *England has never been beaten!* — L'Angleterre n'a jamais été battue ! » Non, jamais, pas même par les Danois, qui les premiers en firent la conquête ; pas même par Guillaume le Conquérant, avec son armée française ; pas même par Duguesclin, qui les chassa de France, après le traité de Brétigny, non plus que par Jeanne d'Arc, Dunois, Xaintrailles, Lahire, qui la firent rentrer dans son île un peu plus vite qu'elle n'aurait voulu. Elle n'a jamais été battue par Wallace, Bruce et autres héros écossais, qui l'ont tant de fois expulsée de leurs montagnes, avec d'effroyables pertes. Les Yankees ne l'ont pas battue et rebattue lorsque, aidés des Français, ils ont secoué son joug et établi leur glorieuse république. Elle n'a pas été battue à Hastings, à Saintes, à Taillebourg, à Bouvines, Stirling, Rosin, Bannockburn, Mitton, Cocherel, Baujé,

Orléans, Patay, Formigny, Bordeaux, Ancram, Blackwater, Calais, Ile de Ré, Fontenay, Hondshoote, Dunkerque, la Corogne, Bergen, la Nouvelle-Orléans, etc., etc.; j'en passe, et plus d'une. La reddition de Cumberland avec son armée, à Closter Seven, n'est pas une défaite, non plus que celle de Burgoyne à Saratoga, ni celle de Cornwallis à Yorktown. Non, les historiens qui disent que l'Angleterre a été battue dans ces actions en ont menti par la gorge. L'Angleterre battue ! Quelle impudence !

Il existait jadis dans la caboche anglaise une conviction, qui est trop désopilante pour que je la passe sous silence. Le fameux acteur Garrick en fait mention dans une pièce de vers qu'il écrivit en l'honneur de Johnson, l'auteur du premier dictionnaire anglais. Il débute ainsi :

Si de guerre il s'agit, nous disons, sans jactance,
Qu'un soldat d'Albion en battrait dix de France ! ! !

Et l'on dira que les Anglais ne sont pas modestes !

Cette conviction est un peu amendée aujourd'hui, du moins chez les adultes, mais elle s'épanouit encore dans toute sa fraîcheur chez les adolescents. Ainsi, un petit John Bull, tout frais

sorti de l'école ou du collège, te dira qu'un seul Anglais peut battre dix Français par-dessous la jambe. A mesure qu'il prend de l'âge, il rabat graduellement de cette prétention ; ce n'est plus que neuf, huit, sept ; enfin, lorsqu'il est bien rassis, et qu'il commence à grisonner, le chiffre s'est réduit au nombre fractionnaire un et demi. Cependant, arrivé là, il ne recule non plus qu'un rocher ; il est à bout de concessions, et tu as beau le raisonner sur ce point, il n'en rabattra pas un cheveu, il lui faut son Français et demi. L'entier est, je suppose, la pièce de résistance, et le demi pour le dessert. Facétieux John Bull ! Qui s'en serait douté ?

Mais c'est surtout à la boxe que l'Anglais est invincible et brille de tout son lustre. Parle à un Anglais qui a voyagé à l'étranger ; tu peux être sûr qu'il a culbuté au moins un homme d'un seul coup de poing. Naguère encore, c'était sur les Français qu'ordinairement il se délectait à exercer sa prouesse ; mais désormais, et jusqu'à nouvel ordre, comme nous avons été vaincus par les Prussiens, ce ne serait plus la peine, et ce seront des Prussiens qui tomberont sous ses foudroyants coups de poing. Ainsi tenez-vous bien, messieurs les vainqueurs !

N'est-ce pas étrange que le peuple le moins guerrier et le moins militaire de l'Europe soit celui qui a le plus à cœur la gloriole, et qui caresse ces notions absurdement fausses d'invincibilité. Car il n'est pas un autre peuple qui se vante de n'avoir jamais essuyé une seule défaite. Ainsi nous autres Français, nous avons bien notre bonne dose d'orgueil et de vanité, et sommes assez enclins à faire mousser nos *incomparables* victoires, mais du moins n'avons-nous pas l'impudence de nier nos défaites ; elles sont inscrites tout au long, et en assez grand nombre, Dieu merci ! dans nos annales historiques. Seulement, comme nous possédons un certain fonds de philosophie, nous faisons assez bon marché de ces revers, et nous nous contentons de regarder l'avenir, pleins de confiance dans l'intelligence et la bravoure nationales. Autrement il en est de l'Angleterre ; ses historiens nient simplement plusieurs défaites, et il en est même d'aucunes qu'ils fardent et transfigurent en éclatantes victoires ; sa presse les méconnaît avec une aisance des plus gracieuses ; ses harangueurs populaires et ses orateurs après-boire font de même ; en sorte que cette conviction d'invincibilité est enracinée dans les esprits de manière à ne pouvoir en être

extirpée, pas même par la conquête éventuelle de l'Angleterre. Car alors même ils la nieraient. Note bien qu'il n'y a rien d'exagéré dans ce que je dis là. Il y a parmi eux un dicton que plusieurs fois j'ai entendu : « *John Bull never knows when he is beaten.* — Jean Taureau ne sait jamais quand il est battu. » Ce n'est point que, ce disant, ils reconnaissent pouvoir être battus. Non, cette idée n'est jamais entrée dans leur cervelle. C'est tout simplement une manière à eux de mettre en relief la ténacité nationale, voulant dire par là que si, par impossible, ils venaient à être battus, ce serait tout comme s'ils ne l'étaient pas. A votre aise, messieurs ; mais nous saurons désormais à quoi nous en tenir.

Et cependant, je le répète, l'Angleterre proprement dite est la moins guerrière des nations de l'Europe. Jamais, malgré son nombre énorme de gens sans feu ni lieu, jamais elle n'a pu recruter dans son sein assez de soldats pour les guerres où elle a été engagée. C'est ainsi qu'elle a perdu l'Amérique, où, si dès l'origine, elle avait pu jeter des forces suffisantes, elle aurait étouffé la rébellion dans son germe. Son armée, si petite qu'elle fût, était à-demi composée de Hessois, fournis en vertu d'un contrat interna-

tional. A Waterloo, il n'y avait, d'après Thackeray, que 12,000 Anglais, les deux autres tiers ayant été recrutés en Écosse et en Irlande, lesquelles réunies, n'ont pas, de beaucoup, la moitié de la population anglaise. J'ai donc raison de dire que l'Angleterre est une nation parasite. Il y a chez elle beaucoup d'orgueil national, mais peu de sentiment patriotique, et sa sollicitude pour l'intégrité de sa peau est extrême. La bravoure incontestable de sa petite armée, dont à grand'peine elle remplit les vides, prouve simplement une chose, c'est que le courage militaire est l'exception parmi les Anglais. Aussi est-elle incapable de faire une guerre tant soit peu considérable sans alliés. Depuis trois cents ans, elle n'a pas livré une seule grande bataille contre une puissance européenne, sans le secours de Pierre ou de Paul. Ce dont elle sait fort bien tirer parti à l'avantage de sa vanité, et avec sa bonne foi habituelle, « *fides punica* ». Est-elle vaincue, c'est le fait de son allié, et pour son compte personnel, elle a gagné la victoire. Est-elle victorieuse, tout l'honneur lui revient, et l'autre a, pour sa part, les bévues qu'elle-même a commises. Un ou deux exemples.

L'avocat Kinglake, qui s'entend à la guerre

comme je m'entends au grimoire, a écrit tout un gros ouvrage pour démontrer que les Français n'ont rien fait qui vaille en Crimée, et entre autres aménités à notre adresse, il dit que la bataille de l'Alma est une honte pour la France. L'autre jour encore, j'ai trouvé dans le *Daily Telegraph* une figure assez ingénieuse à ce propos. Ce véridique et honnête journal, après avoir affirmé à nouveau l'invincibilité nationale, disait que dans toutes les guerres où l'Angleterre a coopéré avec les autres nations, c'est elle qui était la pointe qui fait la trouée, et son alliée simplement le manche adapté au fer ; sans en excepter la France, dit-il, qui, dans la guerre de Crimée, n'a joué que l'humble rôle de manche. A la bonne heure ! Heureusement pour la vérité, que le général russe Todleben a, lui aussi, fait sa petite histoire de cette guerre, dans laquelle histoire, s'il ne dit pas en toutes lettres aux Anglais qu'ils en ont menti, du moins, rétablit-il d'une façon irréfragable l'exactitude des faits. A l'Alma, une brigade anglaise compromit le succès de la journée en reculant devant le régiment de Wladimir ; une batterie française tournée à propos répara aussitôt le désordre. A Inkermann, les Russes auraient anéanti l'armée anglaise, n'eût été l'heureuse arrivée de la division Bosquet. A

Balaclava, la fameuse charge, bravement bête, ou bêtement brave (c'est au choix) de la cavalerie anglaise, aurait pu coûter cher aux alliés, sans la charge opportune des chasseurs français, qui rétablit le combat. La division Mac-Mahon prit Malakoff, c'est-à-dire la clef de Sébastopol en quinze minutes, et s'y maintint six heures durant contre les efforts désespérés de l'armée russe; les Anglais, deux fois et à deux jours différents, attaquèrent le Redan, et deux fois échouèrent avec très-peu de gloire, et même, je crois, prirent un peu de poudre d'escampette.

Telle est la véracité de la presse aristocratique de l'Angleterre. Mentir, mentir, mentir, c'est là sa grande affaire. Et note bien qu'en cela elle est parfaitement dans son rôle. Grandement il importe à sa patronne, l'aristocratie, que les gouvernés aient une haute idée de son gouvernement et de tout ce qui s'y rattache de près ou de loin; il est salutaire qu'il soit bien convaincu de la grandeur nonpareille de la nation, de sa gloire militaire, vierge de tout revers, de sa liberté pleine et entière, de sa prospérité sans égale, de ses vertus et de tout le reste. Changer un gouvernement qui a fait de telles choses, qui a formé une telle nation! il ne faut pas y songer! Tout

est pour le mieux sous le meilleur des régimes possibles ; restons-y. Voilà son rôle, et facile il est, grâce à l'idiosyncrasie particulière au peuple anglais, dont l'esprit étroit ne saurait embrasser les deux côtés d'une question. L'Américain Hawthorne, qui l'avait bien étudié, a dit : « Intellectuellement, John Bull n'y voit que d'un œil, et souvent de l'autre n'y voit que de travers. »

Je sais que tu vas me dire : Mais comment alors expliquer ses succès, car il en a eu, et de grands ? Certes, je ne suis pas homme à donner un démenti à l'histoire ; ce serait tomber dans le vice que je reproche à l'Anglais. Mais si l'Angleterre a eu des succès, et quelquefois de très-grands, c'est, en grande mesure, à sa position insulaire qu'elle le doit. Sa position insulaire, voilà son grand mérite. Sans quoi, dès longtemps, l'Angleterre aurait été conquise pour la troisième fois. Je n'hésite pas à le dire, il ne faudrait pas 800,000 hommes pour conquérir l'Angleterre ; il n'en faudrait pas même 200,000 ; non, car, si 100,000 soldats disciplinés et aguerris comme l'était l'armée du camp de Boulogne, ou comme l'est celle qui a vaincu la France, parvenaient une fois à mettre pied sur la côte anglaise, c'en serait fait de la fière Albion, et cet édifice



artificiel, ce colosse d'airain aux pieds d'argile s'écroulerait comme un château de cartes. Ce ne serait point tant faute de troupes que faute d'organisation. D'organisation, il n'y en a point, et il n'y en a jamais eu. Pour organiser, il faut de la clarté dans l'esprit, et l'esprit de John Bull est brumeux comme l'atmosphère de son île.

Maintenant, ami Guillaume, que j'ai dépouillé la liberté anglaise de tous ses atours d'emprunt, que j'ai passé impitoyablement l'éponge sur tout ce fard et cet émail dont on a cherché à l'embellir, comment la trouves-tu dans sa nudité, ses rides et son décharnement ? Combien ce laideron est loin de ressembler à cette femme aux fécondes mamelles, dont seules au monde la Suisse et les États-Unis reçoivent les bienfaits ; et que la France républicaine, après tant d'héroïques efforts, est, je l'espère, bien près de posséder une fois pour toutes!..

Je l'ai déjà dit, et je maintiens mon dire, il y a en France, depuis notre grande révolution, beaucoup plus de liberté véritable, substantielle, qu'il n'y en a dans la Grande-Bretagne. Celle-ci, comme tu l'as vu, a toutes sortes de libertés inscrites dans sa constitution, mais ces libertés de papier se déchirent souvent au contact de ses

mœurs aristocratiques ; tandis qu'en France, les entraves que les lois ont quelquefois rivées au corps politique, sont fréquemment venues se briser contre la démocratie dont les mœurs nationales sont imbues. En France, la démocratie a continué de se développer en dépit des mauvais gouvernements qu'elle a eus ; en Angleterre, l'aristocratie a pris de plus en plus racine dans le sol, malgré les nombreuses lois libérales dont on a replâtré la constitution. La société, voilà l'officine véritable où se manipulent et se mifonnent la servitude et la liberté des peuples, lorsqu'ils jouissent de leur indépendance nationale ; et vouloir faire sortir la liberté ou la démocratie, ce qui est tout un, du sein d'un corps éminemment aristocratique, c'est, passe-moi la comparaison, comme si d'un sac de charbon l'on prétendait faire sortir de la farine. Et c'est là ce que les masses anglaises ne comprennent point.

Les faits ne manquent pas qui prouvent combien impuissantes sont les lois écrites à l'encontre des mœurs sociales. Ainsi aucune limitation n'empêche un prolétaire d'aspirer à un siège dans la Chambre des Communes ; mais à quoi bon, quand à un candidat il faut une somme énorme

pour s'assurer la moindre chance de succès? A quoi tu peux ajouter que les membres de la législature ne reçoivent point d'honoraires. Dans l'armée, la loi, il n'y a pas longtemps, a mis dans la giberne de tout soldat ou sous-officier, un bâton de maréchal, qui est condamné à n'en jamais sortir, parce que, pour tenir son rang parmi le corps d'officiers, une fortune personnelle est indispensable. Dans le clergé, il n'y a point de restriction écrite, qui exclue le mérite, où qu'il se trouve, des riches bénéfices et des hautes dignités de l'échelle cléricale; mais toutes ces bonnes choses sont, directement ou indirectement, à la disposition de l'aristocratie, qui les confère ou à ses rejetons déshérités, ou à ses créatures, ou encore à ceux qui peuvent les acheter. Ainsi en est-il de l'administration. Les lois assurent aux populations liberté entière de rassemblement; mais qu'un meeting de quelque importance ait lieu, vite on nomme, pour présider, un seigneur ou un des féaux de l'aristocratie, lequel veille à ce que rien ne s'y passe qui puisse blesser les intérêts de la classe gouvernante. Ou bien, si, comme on l'a vu dernièrement, des agitateurs anti-aristocratiques veulent avoir leurs coudées franches, l'aristocratie soudoie par-dessous main

des fiers-à-bras, qui coupent la parole aux orateurs, et, au besoin, leur cassent la tête. La presse anglaise est libre, rien de plus vrai; pas le moindre bâillon légal qui l'empêche de dire ce que bon lui semble; mais, pour établir une feuille avec quelque chance de succès, il faut le faire sur une grande échelle, ce qui nécessite un gros capital; une petite feuille comme il y en a tant en France, ici serait dédaignée parce qu'elle est pauvre, et comme telle ne pouvant contenir rien qui vaille. Le péché impardonnable, en Angleterre, c'est la pauvreté. Montesquieu a dit: « Il y a deux choses que l'on estime en Angleterre, le mérite et la richesse. » Peut-être en était-il ainsi de son temps; mais, de nos jours, il faut intervertir l'ordre des mots, la richesse se trouvant à cent piques au-dessus du mérite.

Il y aurait néanmoins mauvaise foi à nier que les mœurs aristocratiques de la société anglaise neutralisent complètement les libertés écrites. Non; dans les meetings, les agitateurs ont quelquefois libre carrière, et il s'y fait une propagande très-hostile au régime du privilège; la presse fait également certaines révélations, qui, bien que le plus souvent ce ne soient que des récriminations de parti à parti, n'en sont pas

moins très-dommageables à la classe gouvernante; et de plus, il y a de certains pamphlets franchement démocratiques qui circulent sans le moindre empêchement. Mais si alors le gouvernement laisse déclamer, agiter par la parole ou par la plume, c'est qu'il ne craint pas le peuple, et que même il le méprise, témoin les paroles prononcées par l'archevêque d'York, en plein consistoire de l'Église anglicane. « Il devrait, s'écrie ce prélat, marcher dans la voie du progrès, et nous faire dégringoler de nos sièges ! Il n'essaie pas de le faire, et c'est ce qui l'empêche de progresser. Au lieu de cela, il s'abandonne au vice, et le vice le tient dans la pauvreté, tandis qu'il pourrait être riche. » Corbleu ! monseigneur, il faut avoir une bien grande confiance pour laisser échapper de telles paroles en semblable occasion ! Le gouvernement sait donc qu'il n'y a pas péril en la demeure, les masses ne tirant pas de ces faits leurs déductions logiques, et ceux, parmi elles, qui sont assez intelligents pour le faire, n'ayant pas la hardiesse et la vigueur qui font les révolutions. Chez nous, il en va tout autrement, on y a une assez bonne opinion de l'intelligence et de la bravoure du peuple pour ne le point mépriser ; on sait fort bien que la lumière se fait

rapidement dans son cerveau, et que de la pensée à l'action la distance n'est pas grande. « S'il neigeait des journaux en France, dit l'auteur de *Napoléon le Petit*, seulement pendant deux jours, le matin du troisième jour on ne saurait plus où M. Louis Bonaparte a passé. » En Angleterre, il neigerait des journaux tant et plus, que l'aristocratie n'en dormirait pas moins sur les deux oreilles.

Cette dissemblance de caractère dans les masses respectives, l'inertie d'une part et l'initiative de l'autre, explique suffisamment comme quoi les deux nations, parties du même point, sont arrivées à des positions si différentes. Dès l'origine, la lutte dans les deux pays a été entre la monarchie et les grands vassaux. En Angleterre, prolongée quasiment jusqu'à nos jours, avec des chances diverses, elle s'est terminée fatalement pour la monarchie, qui n'existe guère plus que de nom, le monarque, à l'heure qu'il est, étant une idole à laquelle on ne rend que des hommages hypocrites, et que l'on encense d'autant plus qu'il consent à s'effacer ou à ne jouer qu'un rôle dérisoire. Chez nous, au contraire, le conflit, beaucoup plus bref que chez nos voisins, s'est décidé contre la noblesse, qui, moins compacte et



unie que celle d'Outre-Manche, est tombée assez facilement sous les coups de la monarchie. Mais en Angleterre, l'arme tombée des mains du vaincu n'a été ramassée par personne. Et en effet, jamais la classe moyenne et le peuple n'ont combattu pour leur propre compte comme classes, la révolution de 1642 n'a été qu'un épisode glorieux, où les Puritains, portion vigoureuse, mais minime de la classe moyenne, ont joué un rôle magnifique, mais très-bref et sans résultat permanent. Cromwell, malgré ses grandes qualités personnelles, n'a rien édifié, simplement parce que les outils et les matériaux lui manquaient, les Puritains étant numériquement trop faibles, et de plus divisés entre eux. Les démocrates lui reprochent de n'avoir pas profité de sa puissance pour renverser l'aristocratie et élever le peuple sur ses ruines. Comment l'eût-il fait, même s'il l'avait voulu, quand les masses lui étaient passivement hostiles, et soupiraient après le retour des Stuarts? Bien différemment se sont passées les choses en France, où la classe moyenne, préparée de longue main par de solides études, et devenue, par le savoir, supérieure à la noblesse déchue, a renversé l'antique monarchie, avec le puissant secours du peuple, qui a su profiter de

l'occasion pour améliorer sa position sociale. Si, dès lors, la république n'a pu se maintenir, c'est qu'il est impossible qu'une pareille entreprise réussisse du premier coup chez une nation où une monarchie séculaire a laissé tant de germes impurs. Mais au moins les assises en ont été posées, et il est permis de bâtir là-dessus un édifice durable. Jamais, à mon avis, ne s'est offert au monde un spectacle aussi grandiose que celui du peuple français, la truelle d'une main et l'épée de l'autre, à la fois construisant la base d'une société nouvelle, et repoussant victorieusement les hordes de tout un continent ameutées contre lui.

Néanmoins, les autres peuples, aveuglés en cela par leurs gouvernants, monarques ou aristocrates, n'ont pas laissé que de nous reprocher notre insuccès, et de l'attribuer à un vice inhérent à notre caractère national, comme si c'était une entreprise des plus faciles d'établir une république permanente en de semblables conditions. Ils ont assez mauvaise grâce, il me semble, à déverser sur nous le blâme et le ridicule, ceux qui ne font que se traîner sur nos traces, et qui recueillent de loin les bénéfices de nos généreux efforts. Bien plus juste ce serait de leur part, s'ils nous

savaient gré de ce que nous voulons bien leur déblayer les voies, et, comme pionniers, risquer les aventures et les périls de l'avant-garde.

Le peuple d'Angleterre l'avait bien plus belle que nous pour établir une république. Retranché dans son île, à l'abri de toute intervention extérieure, il aurait pu tranquillement arranger ses affaires domestiques, et donner aux nations européennes le grand et salutaire exemple d'une démocratie prospère. Au lieu de cela, il s'est contenté, jusqu'à ce jour, de donner par-ci par-là un crépi démocratique au vieil édifice du moyen âge, s'imaginant qu'en continuant ce mode de rapiécetage, il finirait par avoir une démocratie. Erreur grossière ! Avec un tel procédé, on peut bien à la longue obtenir les apparences de la chose, et encore n'y faudrait-il pas regarder de bien près, mais la chose elle-même jamais. Ne sait-il donc pas qu'avant de rebâtir, il faut mettre bas et déblayer les décombres ? Celui qui veut reconstruire sa maison, ne procède point autrement, et en fait d'édifice politique, il en est absolument de même.

Non, je ne saurais, malgré que j'en aie, entretenir une opinion favorable aux aptitudes démocratiques du peuple anglais. Certes, je n'en suis

pas à ignorer que tout récemment il s'est produit dans le pays un mouvement républicain, auquel ont puissamment contribué des hommes de talent et d'énergie, tels que Reynold, Odger, Dilke, Bradlaugh et quelques autres. Mais tout en rendant justice aux chefs, et admirant leurs nobles travaux, je ne puis m'empêcher d'avoir des doutes sur le succès définitif de leur entreprise, surtout lorsque je jette un regard en arrière sur la conduite des masses anglaises dans des tentatives semblables. L'issue des affaires de Peter's Field, Peterloo, Newport, etc., n'est pas faite pour donner de l'espoir. Au moment décisif, le peuple, en pareil occurrence, a toujours abandonné ses chefs, depuis Guillaume Longue-barbe jusqu'à John Frost et Jones. Plusieurs clubs républicains formés depuis peu, ont déclaré dans leur programme qu'ils ne veulent arriver à leur but que par les moyens constitutionnels. Voilà une naïveté passablement amusante. Y a-t-il jamais eu par hasard un gouvernement arbitraire qui ait fourni à ses gouvernés des armes légales pour le renverser? Même le scrutin secret, quand on l'aura, n'y fera que peu de chose. Là où le pouvoir existe, les moyens, avec un peu d'ingéniosité, ne manquent jamais. Déjà, paraît-il, on

aurait songé à neutraliser le scrutin, et c'est bien simple ; au lieu d'agir sur les individus, on agira sur les circonscriptions en masse, tout comme cela se pratiquait sous le deuxième empire français. Donc, pour renverser l'aristocratie anglaise, il faudra en venir aux coups ; cela ne fait aucun doute. Et si les républicains anglais sont déterminés à ne se point battre, alors qu'ils se taisent, et qu'il n'en soit plus question.

En attendant, il y a péril en la demeure, et l'Angleterre se trouve dans une position très-fausse en dépit de ses brillants dehors de puissance matérielle. Et ce n'est pas seulement parce que, sauf le noyau républicain déjà signalé, elle conserve ses tendances aristocratiques, quand la plupart des nations européennes sont en train de se régénérer par la démocratie, mais c'est encore et surtout parce que son aristocratie elle-même est atteinte d'un vice radical, qui, en tout temps, la rendrait nuisible au pays. Ce vice n'est autre que ses richesses démesurées, et particulièrement ses immenses propriétés territoriales. Tant que l'autorité monarchique a pu balancer son influence et la maintenir dans les bornes, passe encore ; c'était même un contre-poids à cette autorité, qui autrement aurait pu tourner

au despotisme. Mais de nos jours que le souverain n'a plus guère que l'ombre de la royauté, l'équilibre se trouve rompu, et l'aristocratie est restée entièrement maîtresse de la situation, au grand détriment du pays. Montesquieu a dit : « Deux choses sont pernicieuses dans l'aristocratie, la pauvreté extrême des nobles et leur richesse exorbitante. Les lois doivent ôter le droit d'aînesse entre les nobles, parce que par le partage continuel des successions, les fortunes se remettent toujours à l'égalité. Il ne faut point de substitution, de retraits lignagers, de majorité, d'adoption, etc. »

Oui, je ne crains pas de l'affirmer, l'Angleterre s'en va grand train à vau-l'eau. Et si tout ce que je t'ai fait voir de la condition intérieure du pays ne suffisait pas pour te convaincre, je te dirais : Jette les yeux sur la politique extérieure de la Grande-Bretagne dans ces dernières années, et en particulier, vois l'attitude pusillanime, indigne, qu'elle a maintenue durant la gigantesque lutte qui vient d'avoir lieu. Que tout d'abord, dès la déclaration de guerre, elle ait pris cette attitude de simple spectatrice, cela se conçoit ; elle pouvait craindre que la France, une fois victorieuse, ne devînt par trop puissante pour le maintien de l'é-

quilibre européen, mais qu'elle l'ait conservée, et qu'elle ait fait une mine de plus en plus humble, lorsque cet équilibre s'est trouvé entièrement rompu au bénéfice de la Prusse, lorsqu'elle a vu que la France, naguère son alliée, allait être saignée à blanc, n'est-ce pas là, je te le demande, une conduite inqualifiable? Cent fois pis encore, on l'a blessée dans son intérêt et dans son honneur national, on lui a infligé toutes les humiliations, on l'a souffletée sur les quatre joues, et plutôt que de se rebiffer et de se battre, elle a mieux aimé tout endurer, blessures, insultes et soufflets. La Russie a déchiré le traité de Paris, et lui en a jeté les morceaux à la face; la Prusse a craché sur le document par lequel elle garantissait la neutralité du Luxembourg; les soldats de Guillaume ont maltraité ses citoyens partout où ils les ont trouvés, ils ont coulé ses navires, battu ses matelots, foulé aux pieds son drapeau, le drapeau de cet empire où le soleil jamais ne se couche; rien de tout cela n'a pu lui émousser le sang; elle est demeurée plongée dans son ignoble et lâche apathie. A sa très-humble remontrance, Bismark a fait une réponse dérisoire, insultante, et tout a été dit. Maintenant, pour comble, les États-Unis, avec qui elle a signé des

préliminaires humiliants, exigent près de quatre milliards pour les dommages causés à leur marine par un corsaire. Évidemment, s'ils font une demande aussi exorbitante, c'est parce qu'ils savent que l'Angleterre est bien déterminée à ne pas se battre. Il en coûte cher, il paraît, pour conserver l'intégrité de sa peau. Un de ces jours, la Prusse, si la fantaisie lui en prend, envahira et annexera la Belgique ou la Hollande; et l'Angleterre, qui a garanti l'existence de ces deux nations, fera la morte et laissera faire. Telle est la démoralisation, tel est l'énervement de cette ancienne reine des mers, qui a pris trop de ventre et s'est avachie dans le luxe et les jouissances grossières. Maudit ventre ! qui a perdu tant de nations, Rome entre autres, et qui a été la cause de nos derniers désastres. Oui, la France commençait à se faire du ventre sous le régime de Risque-tout, ce singe malfaisant, que durant vingt années nous avons laissé jouer avec les destinées de notre beau pays. Mais à quelque chose malheur est bon. La dose d'acide prussique ne l'a pas tuée, sa constitution est trop vigoureuse pour cela, elle a simplement opéré en guise d'émétique et lui a fait vomir les impuretés du bas-empire. En somme, elle y a gagné; ce qu'elle a perdu en ressources maté-

rielles, elle l'a compensé et au-delà en force morale. *Mens agitât moles* ; si le *mens* fait défaut, à quoi sert le *moles* ? ce n'est plus qu'une masse inerte ; et c'est le cas de l'Angleterre, qui, sans avoir rien perdu matériellement, s'est laissé lâchement glisser jusqu'au deuxième rang des nations, et qui, si elle ne prend bientôt une forte dose d'é-métique pour expectorer son aristocratie, ne tardera pas à glisser jusqu'au troisième ou au quatrième plan.

En ayant fini avec l'Angleterre, j'aime à croire que tu ne trouveras pas mauvais que j'insère céans quelques réflexions concernant ma chère France, que tu aimes aussi, je le sais, malgré ses défauts, et peut-être même un peu à cause de certains défauts. Au surplus, si j'ai entrepris de mettre à nu la liberté anglaise, ce n'était pas tant pour l'Angleterre elle-même que pour la France, à qui, durant les deux derniers règnes on a corné à satiété que le peuple britannique est le plus libre, le plus sensé, le plus sage, le plus heureux des peuples. Aujourd'hui plus que jamais, besoin est à la nation française de s'accrocher aux principes éternels de la justice et de la vérité ; eux seuls peuvent la sauvegarder dans la position périlleuse que lui ont faite les régimes fondés

sur l'arbitraire et le mensonge. Or, ce n'est point en suivant l'exemple de l'Angleterre, gangrenée jusqu'à la moëlle des os, qu'elle se dépêtrera de l'ornière ; c'est en suivant une direction diamétralement opposée, c'est en développant, renforçant les institutions démocratiques dont les grands hommes de 93 ont si bien établi les bases.

Où en sommes-nous ? Où allons-nous ? Le navire marche-t-il en avant ? Non ; il ne fait que louvoyer, tirer des bordées à droite et à gauche, et en somme, il ne gagne pas un pouce de chemin. Ce n'est point certes que les passagers ne se soient fortement prononcés, et que les cris de : En avant ! en avant ! ne retentissent de toute part ; mais au lieu d'obéir, les hommes qui sont au gouvernail de ce noble navire, font la sourde oreille, et jettent en arrière des coups d'œil de regret ; ils voudraient bien virer de bord et retourner au point de départ, n'était la crainte bien fondée d'être saisis et précipités à la mer. Position étrange ! Ces hommes qu'un malheureux coup de vent a portés au timon des affaires publiques, ces revenants des régimes passés et trépassés, quels mérites ont-ils pour se recommander à la confiance du pays ? Aucun, si ce

n'est celui d'avoir fait la paix la plus onéreuse et une des plus humiliantes dont l'histoire fasse mention. Si du moins, une fois leur triste mission accomplie, ils s'étaient retirés et avaient laissé au pays la liberté de choisir des mandataires capables de remplir la tâche virile de sa régénération ! Mais au lieu de cela, ils se sont proclamés, de leur propre chef, assemblée constituante et législateurs perpétuels de la nation française ; désespérément, de leurs mains séniles, ils se cramponnent au pouvoir, sachant bien que s'ils lâchent prise, ils seront à jamais engloutis et noyés dans la foule.

En attendant, rien ne se fait de la grande œuvre qui préoccupe tous les bons citoyens, un temps précieux est dissipé en débats stériles, et le provisoire se prolonge indéfiniment, lorsqu'on devrait agir, et agir avec vigueur et décision. Et les dynasties, naguère encore ensevelies sous le mépris ou l'indignation publique, relèvent la tête, s'agitent, machinent et cherchent à escalader derechef le pinacle d'où elles furent, au moins une fois, honteusement précipitées. Ces *prétendants* ont la *prétention* de *prétendre* que la France leur appartient par droit de naissance, et ils se la disputent bel et bien comme on se disputerait

une maison, un domaine, ou toute autre propriété en litige. Eh! corbleu! messieurs, de grâce, cessez vos assourdissantes clameurs; la France n'appartient à personne qu'à elle-même, et si jadis elle fut assez malavisée pour se donner provisoirement à quelqu'un de vous, cela prouve tout simplement une chose, c'est qu'elle est libre également de se refuser quand bon lui semble. Mais vous avez, dites-vous, dans votre gibecière, un orviétan, une panacée infailible pour guérir au plus vite toutes les infirmités, tous les maux de cette pauvre France. Laissez-moi d'abord vous dire que ce n'est pas la première fois que vous faites offre de vos services, et que vos drogues essayées tant et plus, au lieu de guérir la malade, n'ont fait qu'empirer la maladie; c'est vous tous enfin, tant que vous êtes, qui l'avez réduite à l'état d'épuisement où elle se trouve aujourd'hui. Voilà, il me semble, une assez piètre recommandation.

Vous, monsieur de Chambord, le roi des revenants par excellence, vous qui tenez votre couronne directement du Ciel, et qui, logiquement, ne devez compte qu'à lui de vos actes, vous noieriez volontiers la France dans l'eau bénite avec l'intention louable d'exorciser l'esprit démocratique

dont elle est travaillée, et auquel vous attribuez toutes ses infortunes passées et présentes. Vous, monsieur d'Orléans, qui représentez les gros sacs d'écus, vous lui infligeriez le gouvernement de la haute bourgeoisie, c'est-à-dire un régime énervant et sans dignité, qui reculerait indéfiniment la régénération du pays. Puis, s'il est vrai qu'un bon chien chasse de race, vous devez être tourmenté de *l'auri sacra fames*, tout comme Louis-Philippe, qui tendait si gracieusement la main en quête de dotations pour subvenir aux besoins de sa nombreuse progéniture, le pauvre homme ! Au surplus, vous venez de nous donner une preuve très-peu rassurante de cette soif de l'or, en réclamant cent millions à la France au moment où il lui faut se saigner les quatre veines pour satisfaire à la demande exorbitante de la Prusse. En vérité, vous avez bonne grâce à faire valoir votre dévouement patriotique. Et vous, monsieur de Sedan, n'est-ce pas assez d'avoir, vingt années durant, gaspillé les ressources de la France, rempli vos poches et celles de vos ineptes créatures, et faut-il encore qu'elle fournisse à vos extravagances et à vos turpitudes ? Et cette vilaine cacade que vous avez faite à Sedan, est-ce que, par hasard, elle ne suffirait pas au couronnement de l'édifice, et vous en

faudrait-il une autre qui nous coûtât encore quelques-unes de nos plus belles provinces? Tenez, vous êtes tous les uns comme les autres, et chacun à sa façon, des empiriques, des arracheurs de dents, et la seule chose en quoi vous différez des charlatans ordinaires, c'est le prix que vous mettez à vos drogues. Vingt-cinq ou trente millions par an, non compris les accessoires, vrai Dieu! c'est un peu trop cher pour empoisonner les gens.

Ce n'est point un homme, ce n'est point une classe qui puisse opérer la régénération du pays, c'est la population entière qui doit y contribuer de toute son âme et de toutes ses forces, en se donnant de concert une vigoureuse impulsion en avant. Mais, pour ce faire, la première chose est de secouer ces représentants du moyen âge, qui ne savent rien faire que jeter des bâtons dans les roues pour empêcher le char d'avancer. Et ce ne serait assurément pas un travail d'Hercule, car ils ne s'appuient sur rien, et leurs pieds battent dans le vide. Une légère secousse, et voilà que leurs nerfs débiles se détendent et lâchent prise, et les revenants dégringolent dans la tombe, d'où jamais ils n'auraient dû sortir.

Cela fait, il faut s'adresser à la science, qui ne

manque pas chez nous ; il y en a, Dieu merci ! et de reste ; seulement il s'agit de la rendre plus pratique, et d'y faire participer les masses, qui, avec leur vive intelligence, seront bientôt à même de rendre des points aux masses allemandes. Et l'éducation physique, il faut la faire marcher de front avec l'éducation intellectuelle : « *Mens sana in corpore sano* ». Que les muscles se fortifient à mesure que se développent les idées. Avec une telle base, le reste coule comme de source. Il n'y a qu'à fortement vouloir, et dans quelques années, nous aurons guéri nos blessures, réparé nos pertes, et alors plus vigoureux et viriles que jamais, nous courrons délivrer l'Alsace et la Lorraine, ces deux sœurs aimantes et fidèles, qu'un mariage forcé, odieux, a jetées dans les bras de Guillaume, le pieux massacreur.

Maintenant, cher Guillaume, laisse-moi terminer ma tâche par un petit mot à nos bons amis, les Prussiens ; mais là tout tranquillement et et sans casser les vitres :

« Donc, messieurs les racoleurs de pendules (notez bien que je ne dis pas voleurs, ce qui ne serait pas poli), donc vous vous croyez décidément souverains maîtres des destinées de l'Europe, parce que, dans un moment où la France était hors de

garde, vous l'avez mise par terre et avez fait peser sur elle les talons de vos grosses bottes. Vous vous faites un tantinet illusion, mes braves, et votre vanité pataude, passez-moi le mot, vous emporte un peu trop loin. Vous autres, si forts dans toutes les connaissances humaines, vous devez connaître l'histoire de la France, et savoir que si parfois elle oublie son noble rôle, elle se ressouvient bientôt, et qu'alors son élan est rapide comme l'éclair et terrible comme la foudre. Mais nous sommes dégénérés, abâtardis, énervés, dites-vous. En tout cas, beaucoup moins que vous ne l'étiez au temps d'Auerstadt et d'Iéna, dans cette merveilleuse campagne de quinze jours, où deux batailles, sans plus, vous livrèrent pieds et poings liés au bon plaisir de la France, qui aurait pu vous effacer de la carte d'Europe tout comme on enlève une tache d'encre. Vous autres il vous a fallu soixante années pour préparer la revanche, (c'est beaucoup de temps pour débrouiller ses idées, convenez-en) et tout professeurs de civilisation que vous êtes, vous avez agi chez nous un peu comme des Mohicans et des Peaux-rouges ; passez-moi encore le mot. Eh bien ! la France, foutez bien cela dans votre esprit tudesque, la France, elle, ne sera pas un demi-siècle à réor-

ganiser son système militaire, et à dresser un plan de campagne ; puis, une fois chez vous, elle se vengera dignement, noblement, car elle est généreuse, et vous le savez bien. Mais il faudra pourtant que vous rendiez gorge ; c'est de toute justice, et raisonnablement vous ne sauriez le trouver mauvais. Avant tout, il nous faut la clef de notre maison, que vous avez mise dans votre poche, sous l'aimable prétexte que c'était celle de la vôtre ; puis ces cinq jolis milliards, qui vous ont tourné la tête, n'ayant jamais eu à manier d'aussi grosses sommes ; et enfin ces infortunées pendules, dont l'absence nous incommode excessivement, étant obligés de demander l'heure au soleil, qui ne répond pas très-correctement, comme vous savez, et qui de plus a l'inconvénient grave de ne pas luire tous les jours, même chez nous. Quant aux menus objets, tels que chemises, caleçons, bonnets de nuit, cache-nez, cotillons, fichus, mouchoirs, layettes, essuie-mains, bas, chaussettes, brosses, peignes, cure-dents, cure-oreilles, etc., etc., etc., dont vous avez farci l'Allemagne, et dont l'inventaire remplirait tout le papier qu'un moulin peut fabriquer en un mois, nous vous en faisons grâce ; ce serait par trop cruel de vous priver de certains articles

de luxe avec lesquels vous avez fait connaissance depuis la guerre. Notre clef, nos milliards, nos pendules restitués, nous vous délivrerons de tous ces tyrans et tyranneaux qui vous ont fait jouer un si vilain rôle, et dont, jusqu'à ce jour, vous avez supporté si *bonnement* le joug.

- » Alors, pour nous venger, ô Scapin-Charlemagne,
- » Nous rendrons libre aussi cette *bonne* Allemagne ! »

FIN



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
DÉDICACE à la Suisse.....	5
CHAP. I. — Jean-Jacques Dauphin tombe amoureux des institutions britanniques, et rend visite à son voisin John Bull, dans l'espoir de surprendre le secret de ses libertés.....	7
CHAP. II. — Jean-Jacques Dauphin s'empresse de prendre un bain de liberté anglaise, et en trouve, à sa grande surprise, l'élément assez malpropre.....	17
CHAP. III. — Jean-Jacques Dauphin continue d'analyser les éléments de son bain de liberté, et les trouve de plus en plus malsains.....	42
CHAP. IV. — Jean-Jacques Dauphin se met en route pour la contrée où règne le roi Colton, et fait halte dans un comté agricole, dans le but de lier connaissance avec le Jacques Bonhomme anglais.....	113
CHAP. V. — Jean-Jacques Dauphin applique la pierre de touche aux institutions politiques de l'Angleterre et trouve, ainsi qu'il s'y attendait, que tout ce métal, si beau de loin, n'est autre chose que du clinquant.....	156
CHAP. VI. — Les trois arcs-boutants de l'édifice aristocratique. — La presse jetant de la poudre aux yeux du peuple. — Temple titanique érigé à l'orgueil national. — Quelques réflexions sur notre France. — Un mot à messieurs les racoleurs de pendules.....	223

Ancienne Librairie de l'Agriculture, fondée en 1867

COMPTOIR GÉNÉRAL
DE LIBRAIRIE AGRICOLE ET HORTICOLE

Publications politiques et administratives — Économie
politique et sociale — Sciences — Enseignement

André SAGNIER

Éditeur

7, CARREFOUR DE L'ODÉON, 7

(Entre les rues de l'Ancienne Comédie, St-Sulpice et Monsieur-le-Prince)

A PARIS

Extrait du Catalogue général

Avis. — Le Catalogue général de la Librairie ANDRÉ SAGNIER est adressé *franco* à toute personne qui en fait la demande. — Tous les ouvrages demandés sont expédiés, *par le retour du courrier*, contre l'envoi de leur montant, y compris l'affranchissement, en un mandat de poste ou un bon à vue sur Paris. — Un service régulier est organisé dans cette Librairie pour l'importation des ouvrages publiés à l'étranger. — Une remise de 10 pour 100 est accordée à tout abonné d'un journal agricole ou horticole publié à Paris, sur les demandes de livres qui dépassent *cinquante francs*.

La Librairie ANDRÉ SAGNIER **reçoit en dépôt** les ouvrages d'actualité, ainsi que ceux relatifs à l'Agriculture et à l'Horticulture, à l'Administration et à l'Industrie, aux Sciences et à l'Enseignement, à l'Économie politique et sociale, dont les auteurs ou éditeurs désirent qu'elle opère la vente pour leur compte.

Commission — Exportation

Publications périodiques

NOUVEAU JOURNAL D'AGRICULTURE, d'horticulture et de viticulture, *guide des propriétaires, des fermiers et des instituteurs*, publié par L. FAVRE, directeur du *Moniteur des connaissances utiles et pratiques*, avec la collaboration de membres de comices agricoles.

Le *Nouveau Journal d'Agriculture* paraît le 15 de chaque mois en une livraison de 32 pages in-8o.

Prix de l'abonnement annuel. 12 fr.

Les Guêpes, *revue satirique hebdomadaire*, publiée par ALPHONSE KARR. Prix de la livraison. 60 c.

SOUS PRESSE :

Histoire de l'Internationale, depuis sa fondation jusqu'à la révolution de 1871, par un BOURGEOIS DE PARIS, 1 fort volume in-12. 3 fr.

Manuel de télégraphie électrique, contenant l'histoire de la télégraphie jusqu'en 1872, 1 joli volume in-12, avec figures et dessins représentant les appareils les plus nouveaux.

Histoire des Jésuites, composée sur des documents en partie inédits, par M. L'ABBÉ GUETTÉE; 2^e édition augmentée de pièces très-curieuses; 3 volume in-8o. 24 fr.

Envoi franco contre mandats de poste,

PUBLICATIONS NOUVELLES

1870-1872

- Napoléon IV, chronique de l'avenir**, par MATHIEU (de Boulogne); 2^e édition, 1 vol. in-12. 1 fr.
- M. A. Thiers, le Sauveur de la France** — *Biographie historico-politique* de cet illustre nomme d'Etat, par M. le comte H.-C. DE S***, député à l'Assemblée nationale; broch. grand in-8^o, ornée d'un grand nombre de figures. 1 fr.
- L'impôt sur le revenu en Angleterre (income tax)**, par D. MILLET; broch. in-8^o (Novembre 1871). 50 c.
- L'impôt sur les célibataires — Pétition d'un bossu à l'Assemblée nationale**; 2^e édition, 1 joli vol. in-18. 60 c.
- Affaire du Capitaine Rossel, condamné à mort le 8 septembre 1871.** — Plaidoiries, débats, etc., suivis de documents inédits, publiés par PAUL BIZET, rédacteur du *Gaulois*; broch. in-8^o. 1 fr.
- Les deux Républiques — Louis Blanc et Gambetta** —, par ED. DOUAY; 2^e édition, 1 vol. in-12. 1 fr.
- Res publica**, par EUG. de MOGURE. broch. in-12 (novembre 1871). 1 fr.
- La Confédération française, système nouveau d'organisation gouvernementale**, par ED. THIAUDIÈRE, 1 beau vol. in-12 (Décembre 1871). 2 fr.
- La Ferme et les Champs, Guide pratique de l'Agriculteur**, comprenant: 1^o la description, le choix, l'emploi des machines et instruments agricoles, les avantages qu'ils présentent, etc.; — 2^o la description des principales races chevalines, bovines, ovines et porcines; 3^o la valeur des engrais de ferme et du commerce; 4^o des notions sur les principales cultures, l'emploi des semences, etc., par ED. VIANNE, ingénieur agricole, directeur-gérant du *Journal d'agriculture progressive*, etc. *Deuxième édition, revue et considérablement augmentée*; 1 fort vol. grand in-8^o de 548 pages, orné de 372 fig. 6 fr.
- Pommes de terre, leur culture, emploi et conservation**, par ED. VIANNE, 1 vol. in-12 de 144 pag., orné de 31 fig. 1 fr. 25
- Petit Code rural des Contributions directes. Veillées d'un vieux répartiteur de campagne**, à l'usage des autorités municipales, répartiteurs, secrétaires de mairie et contribuables, par MM. DESLIGNIÈRES et LAMBERT; 6^e édit., 1 vol. in-12 de 216 pages. 1 fr. 50
- A B C des Contributions directes. Moyens de se rendre compte de ses impositions. d'en vérifier l'exactitude et d'obtenir des dégrèvements, s'il y a lieu.** par D. MILLET; 2^e édition, broch. in-8^o de 72 pag. 1 fr. 25
- Des centimes additionnels au principal des Contributions directes. — Exposé méthodique et pratique du mécanisme des impositions départementales et communales*, par D. MILLET, br. in-8^o. 50 c.
- L'Octroi et le Vinage**, par ROMUALD DEJERON; 1 vol. in-12. 1 f. 25
- L'Etable, nouveau traité de zootechnie agricole**, par F. ROBIOU DE LA TREBONNAIS; 1 fort vol. in-12, avec fig. 5 fr.

André SAGNIER, Libraire-Editeur-Commissionnaire

- Campagne de 1870-1871. — Parallèle de la défense nationale sur la Loire et à Paris*, par E. LEDEUIL, Lieutenant-Colonel aux francs-tireurs de Paris-Châteaudun ; broch. in-8° 1 fr.
- Campagne de 1870-1871. — Châteaudun (18 octobre 1870)*, par Ed. LEDEUIL, Lieutenant-Colonel aux francs-tireurs de Paris-Châteaudun ; 2^e édition, 1 vol. grand in-8°, avec un plan stratégique. 3 fr.
- Le siège de Paris 1870-1871. — Documents officiels du 19 juillet 1870 au 2 avril 1871**, publiés par JULES LEMELLE ; 2^e édition, 1 volume in-8°. 2 fr.
- Les droits à l'avancement des officiers prisonniers de guerre**, par GUSTAVE ROCA, officier démissionnaire ; broch. in-8°. 50 c.
- Les places fortes et les camps retranchés**, par H. DAVIGNON, capitaine d'état major ; broch. in-8°. 50 c.
- Le crédit en France**, par ROMUALD DEJERNON ; 1 vol. in-12. 1 fr.
- L'association internationale des travailleurs. — Compte rendu officiel** du Congrès général qui a eu lieu à Bruxelles du 6 au 30 septembre 1868 (*interdit en France sous l'Empire*) 1 vol. in-folio. 2 fr.
- Le Grand duché de Luxembourg et la Belgique (balance entre la France et la Prusse)** par A. D'HOFFSCHMIDT ; broch. in-8°. 1 fr.
- Études politiques sur le Royaume de Tunis**, par le comte ALPHONSE O'KELLY ; 1 vol. grand in-8° sur papier vergé. 3 fr.
- Dialogue aux enfers entre Charles X et Louis-Philippe Ier**, par UN CONTEMPORAIN ; 3^e édition, 1 vol. in-12. 60 c.
- Un Bouquet de Fleurs, petites leçons de botanique** à l'usage des enfants et des jeunes filles, par M^{lle} FANNY FAGUET, 1 vol. in-12. 1 fr. 25
- Manuel du vrai Républicain**, par l'abbé Z***, prêtre de l'Église primitive ; broch. in-12. 50 c.
- Pauvre Paris ! épître à M. Thiers**, par LECLÈRE et ALBERT SORVEM ; 2^e édit., broch. in-8°. 50 c.
- Les deux Messies, ou le frère aîné du Christ. — La Société antique et la Société moderne**, par le comte GASTON DE SAHUZAC ; broc. in-8°. 1 fr.
- Précis d'histoire contemporaine (1789-1848)**, par VICTOR PERDOUX, professeur d'histoire ; 1 fort vol. in-8°. 4 fr.
- Études et essais sur les engrais**, par GOUSSARD de MAYOLLES ; 1 beau vol. grand in-8° (le premier fascicule seul a paru). 9 fr.
- Les conditions de la certitude morale et politique**, par LOUIS OLLIVIER, bâtonnier des avocats de Quingamp ; 1 vol. in-12. 1 fr.
-

Envoi franco contre mandats de poste,

Carrefour de l'Odéon, 7, à Paris

- Six exécutions prussiennes, racontées par un maire de village** du département de l'Aisne; broch. in-8° (1872). 60 c.
- Étude sur l'armée nouvelle**, par A. de FERRON, capitaine au 37^e de ligne; 1 vol. grand in-8° (1872). 2 fr.
- Où va la France ?** par PAUL MORIN; 1 vol. in-12 (1872). 1 fr. 25
- La liberté anglaise mise à nu**, par Jean-Jacques DAUPHIN, racontant à son ami Guillaume Tell ses aventures chez son voisin et fidèle allié John Bull; 1 vol. in-12 (1872). 2 fr. 50
- Simplex Réflexions sur l'enseignement agaveole en Faance**, par SÉVERIN LEROY, cultivateur; 1 vol. in-12 (1872). 1 fr.
- Histoire des Jésuites, composée sur des documents authentiques en partie inédits**, par L'ABBÉ GUETTÉE; 2^e édition, augmentée de pièces très-curieuses; 3 vol. in-8°. 24 fr.
- L'Histoire des Jésuites* paraît en 12 fascicules in-8° à 2 fr. On peut souscrire d'avance au prix de 20 fr., au lieu de 24 fr., pour l'ouvrage complet, et on reçoit régulièrement les fascicules au fur et à mesure de leur publication.
- Courrier de Paris et des Départements, Journal des villes et des commune de France**, publié sous la direction de M. ANDRÉ SAGNIER avec le concours d'un grand nombre de littérateurs et d'écrivains spéciaux.
- Le *Courrier de Paris et des Départements* paraît tous les dimanches en une feuille de 8 pages sur 16 colonnes in-4° cavalier. Il contient toutes les nouvelles intéressantes de la semaine, un feuillet littéraire, une revue de jurisprudence usuelle, des préceptes de médecine, des articles variés, un bulletin financier, une chronique agricole et industrielle, etc., etc. On s'abonne à partir du 1^{er} de chaque mois.
- Prix d'abonnement: six mois, 4 fr. 50; un an, 8 fr.
- Nouveau Journal d'agriculture, d'horticulture et de viticulture, guide des propriétaires, des fermiers et des instituteurs**, publié par L. FAVRE, directeur du *Moniteur des connaissances utiles et pratiques*, avec la collaboration de membres de comices agricoles.
- Le *Nouveau Journal d'agriculture* paraît le 15 de chaque mois en une livraison de 32 pages in-8°. Prix de l'abonnement annuel. 12 fr.
- Lois et décrets sur les nouveaux impôts**, accompagnés de notes explicatives qui en précisent le sens et en facilitent l'application, par OSCAR DEJEAN, ancien magistrat, 3^e édition, revue et augmentée; 1 vol. in-12. 1 fr.
- Catéchisme du bon républicain**, par E. BOURSIN; broch. in-18. 20 c.
- Livre de propagande. — Les 100 exemplaires pris à la fois 15 fr.
- | | | | |
|----------|---|---|-----|
| Les 500 | — | — | 60 |
| Les 1000 | — | — | 100 |

chèques, timbres-poste, etc.

André SAGNIER, Libraire-Editeur-Commissionnaire

- Les nouveaux châtimts**, ou les *Lanières sanglantes*, suite de pamphlets virulents contre les *Bonapartistes* et les *Prussiens*, par JULIUS ; 2^e édition, 1 vol. petit in-8^o orné d'un frontispice satyrique tiré en rouge. 1 fr.
- La Commune et l'Internationale**, par LEMAINÉ, avocat, auteur de la *Maison des Jolies filles*, *Laure ou la femme vendue*, *Laurence et Mathilde* ; broch. in-8^o. 50 c.
- La loi Dufaure et l'Internationale**, par le vicomte EMMANUEL de CAHUZAC, broch. in-8^o. 50 c.
- L'Homme de Ferrières**, *biographie politique de M. Jules Favre*, par le baron C. de L. V... ; broch. in-12. 30 c.
- Paris dans les caves** (*épisode du siège*), *dédié aux dames françaises*, par FRANCISQUE DE BIOTIÈRE ; 2^e édition, 1 vol. in-12, orné de 40 dessins de Boulay. 1 fr.
- L'Art de ramener la vie à bon marché**, *de prévenir les inondations et de créer des richesses incalculables*, par le docteur HENRI POUPON ; 1 vol. in-8^o. 5 fr.
- Catéchisme de droit public**, par D. MILLET, auteur de l'*ABC des Contributions directes* ; 1 petit vol. in-12 (juillet 1870). 75 c.
- Prothèse du pauvre**. — **Le bras artificiel agricole**, nouvel appareil prothétique de force, à l'usage des amputés, cultivateurs, manouvriers, etc., par le docteur GRIPOUILLEAU ; 1 vol. in-8^o avec planch. 4 fr.
- La destruction des vers blancs par la jachère**, deuxième étude, par HECQUET D'ORVAL ; broch. in-8^o. 80 c.
- Études sur les terrains agricoles de la Sologne**, par FELIX MASURE ; 1 vol. grand in-8^o. 12 fr.
- Les fleurs de pleine terre**, comprenant la description et la culture des *Fleurs annuelles*, *vivaces et bulbeuses de pleine terre*, par VILMORIN-ANDRIEUX et Cie ; 3^e édition, illustrée de 1300 fig., 1 fort vol. in-8^o de 1600 pages, cart. 12 fr.
- Le même ouvrage, franco par la poste.* 13 fr. 80
- Reliure très-soignée, dos en maroquin et plats en toile, 1 fr. 75 en plus.
- Nouvelle organisation de l'Instruction primaire**, *comprenant l'enseignement agricole*, par ISNARD DE BELLEY, broch. in-8^o. 1 fr. 50
- Traité pratique d'arpentage**, à l'usage des cours d'adultes et des écoles primaires, par J. VOGIN ; 1 vol. in-12, orné de 313 figures dans le texte, et de 4 planches hors texte. 3 fr.
- Manuel du cultivateur**. *Traité élémentaire d'agriculture pratique à l'usage des écoles primaires* par CAMILLE PLANCHARD ; 5^e édition, 1 vol. in-12, cart. 1 fr. 50
-

Envoi franco contre mandats de poste.

Carrefour de l'Odéon, 7, à Paris

- La défense de Châteaudun dans la journée du 18 oct. 1870, Incendies de Varize et de Civry**, par P. COUDRAY; 6^e édit., 1 volume in-18 avec un plan. 50 c.
- Histoire du château de Châteaudun**, par P. COUDRAY; 2^e édit. 1 vol. in-12. 2 fr. 25
- Création d'un corps d'éclaireurs, projet présenté à l'Assemblée nationale**, par ED. LEDEUIL, Lieutenant-Colonel aux francs-tireurs de Paris-Châteaudun; broch. grand in-8o. 1 fr.
- Journal de l'invasion : Châteaudun (4 septembre 1870—14 mars 1871)**, par P. MONTARLOT; 1 joli vol. in-12. 3 fr.
- La télégraphie appliquée à l'art militaire**, par H. NAVES, employé des lignes télégraphiques, attaché à la première armée de la Loire, 1 vol. in-12. 1 fr.
- Conseils pratiques sur l'arboriculture fruitière**, par JOURNIAC 1 vol. in-12 avec fig. 3 fr.
- Tarif du cubage des bois équarris et ronds, évalués en stère et et fraction décimales du stère**, par G. A. FRANCON; 1 vol. in-12. 3 fr.
- La petite vérole, histoire, symptômes, traitement et préservatifs**, par JULES MACÉ; broch. in-12 (juillet 1870). 50 c.
- Causeries agricoles d'un vieux cultivateur**, par F. LAUJORROIS:
Tome I. — *Culture et machines*; 1 vol. in-12. 1 fr. 25
Tome II. — *Animaux, laiterie, œnologie et recettes ménagères*; 1 vol. in-12. 1 fr. 25
- Le coup d'État de Paris. — La Commune et Versailles. — Essais de psychologie politique**, par ED. DOUAY; 1 vol. in-12. 1 fr.
- Le Président Bonjean otage de la Commune. — Douze visites à Mazas. — Notes historiques publiées par CHARLES GUASCO**; 1 vol. in-12. 2 fr.
- L'Internationale et la guerre civile en France**, par le comte ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE; 2^e édition, broch. in-12. 50 c.
- Manuel des Halles et Marchés en gros**, guide pratique de l'approvisionnement et de l'acheteur, par ERNEST THOMAS; 3^e édition, 1 volume in-12. 3 fr.
- La phthisie pulmonaire, son traitement rationnel**, traité pratique à l'usage des médecins et des gens du monde, par P. CHARTRON; nouvelle édit., 1 fort vol. in-8o. 6 fr.
- Le premier bataillon de la garde nationale mobile de l'Indre**, notice historique remplie de détails inédits sur le 31 octobre, la défense de Paris, etc., par A. FAUCONNEAU-DUFRESNE, 1 vol. in-12. 1 fr.

- Le Propriétaire-paysagiste**, manuel d'horticulture, d'arboriculture fruitière et forestière, d'anatomie et de physiologie végétales, de l'ornementation des parcs et jardins, etc., avec plans et vignettes, par ISAAC MABILLE; 1 fort vol. in-12, orné de 175 plans et figures. 5 fr.
Le même ouvrage élégamment relié en percaline. 6 fr.
- Le Petit livre de la santé et du bien-être**, notions pratiques d'hygiène, de médecine et de pharmacie usuelles ou des cas pressants et d'économie générale, précédées de considérations morales concourant au bien-être, à l'usage des classes laborieuses ou des personnes bien faisantes, surtout à la campagne, par AUG. GAFFARD; 1 joli vol. in-18 de 216 pages. 1 fr.
- Arbres fruitiers**, Culture et taille rationnelles et économiques des poirier, pommier, prunier et cerisier, par V.-F. LEBEUF; 1 vol. in-12, avec 60 figures. 2 fr. 50
- Les Asperges, les Fraises, les Fèves et les Framboises**, par V.-F. LEBEUF; 4^e édition, 1 vol. in-18, avec 28 fig. 1 fr. 50
- L'Agriculture du Nord de la France**, par J.-A. BARRAL. — Tome II. *Les fermes de M. A. Vandercolme, à Rexpoède, Killein et Armsbouts-Cappel, les Wateringues et les Moères* de l'arrondissement de Dunkerque; 1 fort vol. grand in-8^o, avec de nombreuses figures et planches 15 fr.
- Le Galéga, nouveau fourrage**, sa culture, son usage et son emploi, par GILLET-DAMITTE; 2^e édition, considérablement augmentée de faits et d'expériences de praticiens; 1 vol. in-12. 1 fr. 25
- L'Écrevisse, mœurs, reproduction, éducation**, par PIERRE CARBONNIER; 1 vol. in-12.
- La bonne Ménagère agricole**, livre de lecture à l'usage des jeunes filles des écoles primaires, par L.-E. BÉRILLON; 4^e édit., 1 vol. in-12, cart. 1 fr. 25
- Instruction et liberté**, par ROMUALD DEJERNON; 1 vol. in-12. 2 fr.
- Les Quartiers pauvres de Paris. — Le 20^e arrondissement.** Études municipales, par LOUIS LAZARE; 1 vol. in-12. 1 fr. 25
- Traité théorique et pratique du levé des plans et de l'arpentage**, par H. GOUGET (d'Andelot); 1 vol. grand in-8^o, avec 8 planches renfermant 159 figures. 8 fr.
- Plus d'insectes nuisibles à l'agriculture, manière infailible de les détruire** sans nuire à la végétation des arbres ou des plantes, par V. GERIN; broch. in-8^o. 1 fr.
- Huit leçons d'agriculture et de chimie agricole**, professées au collège de Fougères en 1870-71, par A. DAUVERNÉ, cultivateur-propriétaire; 1 vol. in-12. 1 fr. 25
-

-
- Le Contrat social de l'avenir**, suivi d'un *projet de constitution du peuple français*, par P.-CH. JOUBERT et A. SAGNIER; 2^e édit. (août 1871), broch. in-8^o. 50 c.
- L'homme de Prusse**— *Guillaume et Bismarck dévoilés*—, par TIMON III; 2^e édit. (août 1871); broch. in-8^o. 50 c.
- Crimes, forfaits et atrocités commis par les Prussiens sur le sol de la France**, par NÉMÉSIS; 2^e édit. (août 1871); broch. in-8^o. 50 c.
- L'Internationale**, *Karl Marx, Mazzini et Bakounine*; brochure grand in-8^o. 50 c.
- La Commune sanglante**, ou le *legs incendiaire*, *Complément de l'homme de Sedan. — Histoire et tablettes du sang de la Commune de Paris. — L'Internationale*, par le comte ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE; 3^e édition, 1 joli vol. in-12. 3 fr.
- LE MÊME, édition d'amateur sur papier de Hollande. 10 fr.
Ouvrage dédié par l'auteur à M. Thiers.
- République ou Orléanisme! examen des deux formes de gouvernement**, par PIERRE QUANTIN; 1 vol. in-12. 1 fr.
- M. Georges Ville et ses engrais chimiques**, *examen critique des conférences de Vincennes*, par SÉVERIN LEROY; 1 vol. in-12. 1 fr.
- L'armée Française**, *ce qu'elle a été, ce qu'elle devrait être*; personnel, matériel, administration, par A. BISSON; 1 volume in-8^o 1 fr.
- Hygiène dentaire**, *Conseils aux mères de famille, aux maitres de pensions, etc.*, par E. DIDIER, chirurgien-dentiste, 1 petit vol. in-18. 50 c.
- Le petit astronome**, par VIOLETTE VINOT; nouv. édit., 1 vol. in-18 sur joli texte, orné de 18 fig., cart. 30 c.
- Manuel de l'agriculteur du Midi de la France et de l'Algérie**, *petite maison rustique méridionale*, par A. CHAILLOT; 4^e édit., 1 vol. in-18. 1 fr. 50
- Leçons pratiques de comptabilité commerciale**, par ROLLOT, 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- Architecture rurale théorique et pratique**, à l'usage des propriétaires et des ouvriers de la campagne, par A. J. M. DE SAINT-FÉLIX; 3^e édit. ornée d'un bel atlas de 56 planches gravées, 1 fort vol. in-4^o rel. 25 fr.
- Dictionnaire abrégé des phénomènes de l'atmosphère, météorologie du cultivateur**, par le Marquis de SAINT-FÉLIX; 1 vol. in-12 1 fr.
- Dictionnaire abrégé des animaux utiles et nuisibles**, à l'économie rurale et domestique, *zoologie du cultivateur*, par LE MÊME; 1 vol. in-12. 1 fr. 25
-

André SAGNIER, Libraire-Éditeur-Commissionnaire

Souvenirs d'une vie militaire, politique et administrative, par le général ALLARD; 2 forts vol. in-8o, 1872. 15 fr.

Œuvres de Jacques Kujault, nouvelle édition, 1872, annotée par M. F. GUILLEMOT, et augmentée de lettres inédites; 1 fort volume in-8o 5 fr.

Poésies nouvelles. — *La Bataille — Le Doute — Le Baiser — Le Chemin des Amoureux — La Source — Le Rhin, etc., etc.*, par E. PÉVERIL, 1 joli vol. in-12. 1872. 3 fr.

Bibliothèque de propagande républicaine.

I. — **Les d'Orléans**, par SEMPRONIUS; br. in 8o. 20 c.

II. — **Les scandales du bonapartisme**, par SEMPRONIUS; broch. in-18. 20 c.

La politique du père Gérard, collection de petits livres de propagande.

I. — *Catéchisme du bon républicain.* 20 c.

II. — *Lettre du père Gérard à son député.* 20 c.

III. — *Un gouvernement républicain, s'il vous plaît.* 20 c.

La science du père Gérard, collection de petits traités de science usuelle.

I. — *Catéchisme du bon cultivateur.* 20 c.

II. — *Hygiène de la famille.* 20 c.

III. — *Petit cours d'astronomie.* 20 c.

Les Guêpes, par ALPHONSE KARR, petite revue satyrique paraissant toutes les semaines en une livraison in-12. — Prix de la livraison: 60 c. — Prix de l'abonnement annuel. 28 fr.

La France et ses médecins, pamphlet, par JEAN-JACQUES DAUPHIN; broch. in-18. 20 c.

Les engrais des jardins et des champs, par V. F. LEBEUF; 1 vol. in-18. 1 fr. 25

L'Instruction obligatoire et gratuite, par E. LOLLLOT; brochure in-8o. 1 fr. 50



Envoi franco contre mandats de poste,